

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

REGION DE L'EST

DEPARTEMENT DE LA KADEY

COMMUNE DE NGUELEBOK

BP 147 BATOURI

E-mail : communenguelebok@yahoo.fr

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

EAST REGION

KADEY DIVISION

NGUELEBOK COUNCIL

P.O.Box 147 BATOURI

E-mail : communenguelebok@yahoo.fr

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE NGUELEBOK



Financement PNDP/IDA

AVRIL 2012

Réalisé avec l'appui technique de l'OAL Terre et Développement
BP 35 128 Yaoundé – Cameroun Tél : (237) 22 14 67 02 – (237) 98 43 27 00 Email :
terredeveloppement@yahoo.fr

APPROBATION DU PCD

LE MAIRE :

LE DELEGUE DEPARTEMENTAL DU MINEPAT POUR LA KADEY :

LE PREFET DE LA KADEY :

TABLE DES MATIERES

RESUME	vi
LISTE DES ABREVIATIONS	xv
LISTE DES TABLEAUX	xvii
LISTE DES PHOTOS	xviii
LISTE DES CARTES ET FIGURES	xviii
LISTE DES ANNEXES	xviii
1. INTRODUCTION	1
1.1. Contexte et justification	2
1.2. Objectifs du PCD	2
1.3. Structure du document.....	3
2. APPROCHE METHODOLOGIQUE	4
2.1. PREPARATION DE L'ENSEMBLE DU PROCESSUS	5
2.1.1. Préparation pédagogique.....	5
2.1.2. Préparation administrative	5
2.1.3. Préparation au niveau de l'Institution Communale.....	5
2.2. COLLECTE DES INFORMATIONS ET TRAITEMENT	5
2.2.1. Conduite du Diagnostic Participatif Niveau Village	6
2.2.2. Conduite du Diagnostic de l'Espace Urbain Communal.....	7
2.2.3. Conduite du Diagnostic Institutionnel Communal (DIC)	7
2.2.4. Consolidation des données du diagnostic et cartographie	8
2.3. ATELIER DE PLANIFICATION, DE MOBILISATION DES RESSOURCES ET DE PROGRAMMATION	8
2.4. RESTITUTIONS ET CONSOLIDATION PAR LES PARTIES PRENANTES	9
2.5. MISE EN PLACE D'UN MECANISME DE SUIVI-EVALUATION PARTICIPATIF DU PCD	9
2.6. Elaboration du plan de communication	9
3. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE	10
3.1. LOCALISATION DE LA COMMUNE	11
3.1.1. Localisation	11
3.1.2. Histoire de la Commune.....	11
3.2. MILIEU BIOPHYSIQUE	12
3.2.1. Climat.....	12
3.2.2. Sols et relief	12
3.2.3. Hydrographie	12
3.2.4. Végétation et flore.....	12
3.2.5. Faune.....	13
3.3. MILIEU HUMAIN	14
3.3.1. Histoire des populations.....	14
3.3.2. Population (Démographie).....	14

3.3.3. Groupes ethniques et relations inter-ethniques.....	14
3.3.4. Religion.....	14
3.3.3. Habitat.....	15
3.3.5. Activités Socio-économiques.....	15
3.3.5.1. Agriculture.....	15
3.3.5.2. Elevage.....	15
3.3.5.3. Pêche.....	15
3.3.5.4. Chasse.....	16
3.3.5.5. Exploitation forestière et collecte des PFNL.....	16
3.3.5.6. Artisanat.....	17
3.3.5.7. Commerce.....	17
3.3.5.8. Transformation alimentaire.....	17
3.3.5.9. Transports.....	17
3.4. PRINCIPALES INFRASTRUCTURES PAR SECTEUR.....	17
3.4.1. Education de Base.....	17
3.4.2. Enseignements Secondaires.....	19
3.4.3. Santé Publique.....	19
3.4.4. Energie et Eau.....	20
3.4.5. Poste et Télé Communication.....	21
3.4.6. Infrastructures sportives et culturelles.....	21
3.4.7. Routes.....	21
3.5. Principales potentialités et ressources de la Commune.....	22
4. SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC.....	23
4.1. Synthèse du DIC.....	24
4.1.1. Forces et Faiblesses de l'Institution Communale.....	24
4.1.2. Axes de renforcement de la Commune.....	25
4.2. Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur.....	26
5. PLANIFICATION STRATEGIQUE.....	37
5.1. Vision et objectifs du PCD.....	38
5.2. Cadre logique par secteur.....	39
5.3. Coût estimatif du PCD.....	73
5.4. Esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres (PUGDT) de l'espace communal.....	74
6. PROGRAMMATION.....	75
6.1. Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires par secteur	76
6.2. Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT.....	85
6.2.1. Principaux impacts socio-environnementaux potentiels (principaux impacts positifs, impacts négatifs).....	85
6.2.2. Plan sommaire de gestion de l'environnement.....	87
6.3. Plan d'investissement annuel (PIA).....	88
6.3.1. Ressources mobilisables et échéances.....	88
6.3.2. Programmation annuelle des projets prioritaires.....	89
6.4. PLAN DE DEVELOPPEMENT DES PEUPLES PYGMEES.....	93
6.5. Plan de Passation des marchés du PIA.....	96
7. MECANISME DE SUIVI-EVALUATION.....	97

7.1. Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD	98
7.2. Composition du CCSE de Nguélébok.....	98
<i>7.3. Acteurs de la mise en œuvre du PCD</i>	<i>99</i>
7.4. Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA).....	99
7.5. Dispositif, outils et fréquence du reporting	100
7.6. Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD.....	100
<i>7.6.1. Mécanisme de préparation du PIA.....</i>	<i>100</i>
<i>7.6.2. Mécanisme de Révision du PCD.....</i>	<i>101</i>
8. PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD.....	102
8.1 Objectifs du plan	103
8.2 Etapes d'élaboration et de mise en œuvre du plan	103
8.3 Stratégie de mise en œuvre du plan	103
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	105
BIBLIOGRAPHIE.....	107
ANNEXES.....	108
Annexe 1: Population de Nguélébok	109
Annexe 2 : Fiches de projets du PIA.....	110

RESUME

Contexte et justification

Dans le cadre de la mise œuvre du processus de développement et de la lutte contre la pauvreté, le Cameroun avec l'aide de ses partenaires, a défini un certain nombre de programmes spécifiques parmi lesquels le Programme National de Développement Participatif (PNDP). Le projet de société et de développement qui sous-tend la politique de développement du Cameroun depuis quelques années est basé sur les principes de bonne gouvernance et de démocratie. C'est ce projet de société qui a enclenché la mise en œuvre du processus de décentralisation. Aussi, pour assumer les nouvelles compétences qui leurs sont transférées en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations au sein de leur localité, les Communes sont appelées à identifier et à mettre en œuvre des activités en adéquation avec les besoins réels et pertinents desdites populations. Mais au-delà de l'identification, de l'organisation, de la planification des actions pertinentes de développement, de la mobilisation des ressources nécessaires, de la programmation des actions prioritaires de développement et de leur exécution, l'élaboration du PCD vise également l'appropriation du processus de développement participatif par la commune.

Approche méthodologique

Au plan méthodologique, le processus d'élaboration du PCD a comporté plusieurs articulations s'appuyant sur les outils de la MARP, et dont les principales sont :

- La préparation du processus
- La collecte des données de base
- La collecte des données du DIC, l'analyse des données, la restitution et la validation du DIC
- Le diagnostic de l'espace urbain (DEUC) et analyse des problèmes par corps de métiers
- Le diagnostic Participatif Niveau Village (DPNV)
- L'analyse des problèmes a permis de déterminer leurs causes/effets et de formuler les besoins. Les tableaux de solutions endogènes ont été élaborés dans le cadre du DPNV et du DEUC et les CC mis en place dans chaque village.
- Le pointage au GPS des infrastructures. Les données GPS ont été utilisées pour élaborer les cartes numériques.
- La consolidation des données du diagnostic
- La restitution et la validation des diagnostics consolidés a été faite en atelier.
- L'atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation (APMRP)
- Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif : le Comité Communal de Suivi Evaluation (CCSE)
- L'élaboration du plan de communication sur la mise en œuvre du PCD.

Présentation sommaire de la commune

Située dans le Département de la Kadey, région de l'Est, la commune de Nguélébok est limitée au Nord et au Nord-ouest par l'arrondissement de Dimako, à l'Est par l'arrondissement de Batouri et au Sud par l'arrondissement de Mbang. Elle s'étend sur une superficie de 1469 Km². La Commune comporte 34 villages. L'ethnie majoritaire est le kako, mais on y rencontre également les minorités Bakas et Bororos ainsi que des Haoussas et des Bamouns. La commune de Nguélébok est soumise à un climat équatorial de type guinéen classique à quatre saisons. Les sols sont à dominance ferrallitique de couleur caractéristique rouge. Le relief dominant est relativement plat avec une altitude moyenne qui oscille entre 600 et 760 m. Des pentes un peu abruptes peuvent être observées, mais elles restent très localisées. Le réseau hydrographique n'est pas très dense. Le principal cours d'eau est la Doumé. Les cours d'eau sont riches en espèces halieutiques. La forêt alterne

avec des enclaves de savane. La faune dans la commune de NGUELEBOK est relativement riche. La population de Nguélébok est estimée à 11600 habitants. La densité de la population est de 8 habitants au kilomètre carré. L'habitat est de type linéaire, le long des rues. Le Christianisme est la principale religion pratiquée. L'agriculture et l'élevage sont les deux principales activités économiques. Le principal moyen de transport dans la localité c'est la moto. On dénombre dans le primaire 19 écoles publiques, et 2 écoles maternelles. Dans le secondaire 02 établissements sont présents : le CES de Nguélébok et le CES de Gounté village. La commune de Nguélébok dispose de quatre CSI (Nguélébok, Djassi, Gounté village et Kamba Miéri. Il existe un réseau électrique non fonctionnel. Quelques forages puits et sources aménagées existent. Les postes et télé communications accusent un grand retard avec l'absence des réseaux téléphoniques mobiles MTN et Orange sur toute l'aire communale. La commune de Nguélébok est desservie par de nombreux axes routiers.

Synthèse des résultats du diagnostic

La synthèse des diagnostics a été faite. Sur cette base les problèmes ont été reformulés à l'échelle communale par secteur, ainsi que les besoins des populations. Ces problèmes et ces besoins sont présentés dans le tableau suivant :

SECTEUR	PROBLEMES FORMULES	BESOINS
Santé	Difficultés d'accès aux soins de santé de bonne qualité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcer l'effectif et la qualité des personnels de santé ; ▪ Améliorer l'offre des soins de santé ▪ Améliorer le cadre socio environnemental des structures sanitaires ▪ Sécuriser les 4 CSI de la commune: ▪ Organiser des journées annuelles de sensibilisation et d'éducation sanitaire
Education de base	Difficultés d'accès à l'éducation de base de qualité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Augmenter l'effectif du personnel enseignant qualifié dans les établissements scolaires de la commune ▪ Construire et équiper les infrastructures scolaires du secteur de l'éducation de base ▪ Construire et équiper de nouvelles écoles ▪ Réfectionner les bâtiments en état de dégradation dans les écoles publiques ▪ Aménager une aire de jeux dans chaque école de la commune ▪ Augmenter les tables bancs dans les écoles de la commune ▪ Organiser une journée d'excellence ▪ Intensifier les causeries éducatives avec les communautés sur le bien fondé de l'éducation scolaire ▪ Installer des bacs à ordures dans chaque établissement de l'Education de base
Enseignements secondaires	Difficultés d'accès aux enseignements secondaires de qualité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Augmenter l'effectif du personnel enseignant qualifié dans les 2 établissements du MINESEC ▪ Construire et équiper des infrastructures scolaires du secteur des enseignements secondaires ▪ Créer, construire et équiper de nouveaux établissements secondaires ▪ Sécuriser et reboiser les sites scolaires des 2 établissements secondaires de la commune (bornage, clôture, reboisement...) ▪ Aménager une aire de jeux dans chaque établissement (2 CES) ▪ Organiser une journée d'excellence par an pour les 2 établissements du MINESEC ▪ Intensifier les causeries éducatives avec les communautés sur le bien fondé de l'éducation scolaire ▪ Transformer le CES de Nguélébok en Lycée d'enseignement général
Enseignement supérieur	Difficultés d'accès à l'enseignement supérieur	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faire un plaidoyer pour la création, la construction et l'équipement d'une université d'Etat à Bertoua ▪ Organiser une journée d'excellence par an pour les élèves des classes de terminale et les étudiants ressortissants de la commune

Agriculture	Faibles productions agricoles	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Créer, construire et équiper les infrastructures de promotion agricole ▪ Promouvoir les techniques agricoles modernes et durables ▪ Sensibiliser les agriculteurs pour la création des organisations de producteurs et des GIC ▪ Sensibiliser les populations de l'aire communale sur le respect de la législation en matière de feux de brousse ▪ Organiser les campagnes de sensibilisation des populations sur le contrôle des animaux domestiques ▪ Organiser les mini comices agro pastoraux ▪ Appuyer la diversification des activités agricoles et accorder des soutiens matériels aux agriculteurs
Travaux publics	Mauvais état des routes et des ouvrages de franchissement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Entretien annuel des tronçons de routes principales desservant les villages et réhabiliter des ouvrages de franchissement
Poste et télécommunications	Difficultés d'accès aux réseaux de télécommunication et aux NTIC	<ul style="list-style-type: none"> • Couvrir au moins 50% de l'aire communale en réseaux téléphoniques et de NTIC ▪ Construire et équiper un télé centre communautaire à Nguélébok
Transports	Difficultés de circulation des personnes et des biens	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Construire et équiper 1 gare routière à Nguélébok ▪ Organiser des journées annuelles de promotion des bonnes pratiques dans l'exercice du métier de transporteur ▪ Mettre à jour le fichier des transporteurs dans la commune
Environnement et protection de la nature	Environnement insalubre et dégradé	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sensibiliser les populations sur la protection et la promotion de l'environnement ▪ Elaborer et mettre en œuvre des documents stratégiques pour la protection et la promotion de l'environnement ▪ Construire 1 bloc de trois toilettes publiques au marché de Nguélébok et assurer leur propreté
Emploi et formation professionnelle	Difficultés d'accès à l'emploi et la formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Créer, construire et équiper des infrastructures de promotion de l'emploi et de la formation professionnelle ▪ Créer un fonds de micro crédits pour soutenir l'esprit d'entreprise chez les jeunes formés
Recherche scientifique et innovations	Difficultés d'accès aux résultats de la recherche scientifique	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Résultats de la recherche scientifique diffusés sur tout l'espace communal
Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	Faible développement des PME, de l'économie sociale et de l'artisanat	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre en œuvre des actions favorisant l'émergence des PME ▪ Vulgariser les textes en vigueur sur la création des PME
Commerce	Difficultés d'accès aux produits de première nécessité et d'écoulement des produits agro pastoraux	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appuyer les GIC, OP et associations de producteurs dans les échanges commerciaux groupés ▪ Construire et équiper des infrastructures marchandes
Energie et Eau	Difficultés d'accès à l'énergie électrique	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Achever les extensions électriques en cours ▪ Faire l'électrification décentralisée des autres villages de la commune ▪ Vulgariser les énergies renouvelables ▪ Construire une station service à Nguélébok
	Difficultés d'accès à l'eau potable	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Construire de nouvelles infrastructures hydrauliques ▪ Réhabiliter les forages et les puits non fonctionnels

Elevage, pêches et industries animales	Difficultés de développement des productions animales	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Augmenter l'effectif du personnel technique qualifié ▪ Créer, construire et équiper les infrastructures de promotion de l'élevage ▪ Promouvoir la création des GIC d'éleveurs ▪ Sensibiliser les populations sur la diversification des activités pastorales ▪ Equiper les encadreurs zootechniques en moyens de locomotion (5 motos tout terrain) ▪ Organiser des campagnes de sensibilisation des pêcheurs sur les méfaits de la pêche par empoisonnement aux pesticides ▪ Organiser les pêcheurs en GIC et renforcer leurs capacités techniques et les équipements de pêche
Développement urbain et habitat	Difficultés d'accès à un habitat décent	<ul style="list-style-type: none"> ▪ matériaux locaux de construction pour 30% des habitations ▪ Elaborer et mettre en œuvre un plan sommaire d'urbanisme communal ▪ Créer et entretenir annuellement la voirie municipale ▪ Promouvoir la sylviculture urbaine par la plantation de 1000 arbres dans la ville communale de Nguélébok ▪ Organiser des campagnes de sensibilisation des populations sur l'habitat décent ▪ Négocier un protocole de partenariat avec le MINDUH pour le développement de la ville de Nguélébok
Domaines et affaires foncières	Faible sécurisation de la propriété foncière	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Organiser des journées de vulgarisation des procédures relatives aux affaires domaniales et foncières ▪ Faire un plaidoyer contre le poids des tracasseries administratives et de la corruption dans la procédure d'immatriculation foncière ▪ Organiser des campagnes annuelles d'immatriculation collective des propriétés foncières ▪ Elaborer et mettre en œuvre un plan d'occupation des sols ▪ Réaliser un lotissement communal
Forêts et Faune	Dégradation avancée des ressources forestières et fauniques	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réduire de 50% l'exploitation frauduleuse du bois, des ressources fauniques et halieutiques ▪ Mettre en œuvre des actions de promotion de la forêt et de la faune ▪ Améliorer la gestion et les équipements des forêts communautaires ▪ Améliorer la gestion de la RFA (Redevance Forestière Annuelle) communale et communautaire
Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	Insécurité grandissante et affaiblissement du pouvoir traditionnel	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Augmenter les effectifs des personnels à l'Administration Territoriale et au Maintien de l'Ordre ▪ Construire et équiper les infrastructures de l'Administration Territoriale et du Maintien de l'Ordre ▪ Réhabiliter le pouvoir des Chefs traditionnels
Affaires sociales	Insuffisance d'encadrement psycho-social et économique des personnes vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Construire et équiper des infrastructures d'encadrement des personnes vulnérables (Action intercommunale) ▪ Organiser une journée annuelle de sensibilisation des populations sur l'importance des actes d'état civil et les procédures de leur obtention ▪ Soutenir les personnes vulnérables
Jeunesse	Difficultés d'épanouissement et d'insertion socio économique des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Créer, construire et équiper 1 centre multifonctionnel polyvalent de promotion des jeunes CMFPJ à Nguélébok ▪ Elaborer et mettre en œuvre un programme d'insertion socio économique des jeunes ▪ Equiper le Bureau Communal du Conseil National de la Jeunesse
Promotion de la femme et de la famille	Faibles épanouissement et implication de la femme et de la jeune fille dans les actions de développement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sensibiliser les populations sur la nécessité de la promotion de la femme et de la famille ▪ Créer, construire et équiper des infrastructures de promotion socio économique de la femme et de la famille ▪ Appuyer l'organisation des mariages collectifs dans chacun des 34 villages ▪ Vulgariser les technologies appropriées aux activités des femmes ▪ Soutenir les GIC des femmes dans chacun des 34 villages en inputs et matériels agricoles
Sports et éducation physique	Faible développement des sports et de l'éducation physique	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Créer et construire des infrastructures de sport et de l'éducation physique ▪ Organiser des activités sportives et d'éducation physique ▪ Affecter un enseignant d'EPS dans chaque établissement secondaire de la commune et 3 à l'Inspection d'Arrondissement pour le MINEDUB
		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Organiser des activités de promotion du tourisme ▪ Aménager et désenclaver les sites à valeur touristique

Tourisme	Difficultés de développement du tourisme	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Créer des exemples structurants de développement touristique ▪ Mettre sur pied un Guide communal de tourisme et en faire la diffusion ▪ Créer et construire un office de tourisme ▪ Accorder des appuis aux opérateurs du secteur du tourisme (Hôtels, auberges...)
Culture	Difficultés de promotion et de valorisation de la culture	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre en place des plates formes de dialogue inter générationnel dans tous les villages ▪ Organiser des journées culturelles annuelles dans chaque village ▪ Construire et équiper un foyer culturel dans chacun des villages de la commune ▪ Réhabiliter les chefferies traditionnelles dans les 34 villages de la commune
Industries, Mines et développement Technologique	Difficultés de développement des industries, de la technologie et du secteur minier	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre en œuvre des activités de valorisation du potentiel en produits de carrières et miniers de la commune ▪ Elaborer et mettre en œuvre un plan incitatif pour la création des industries de transformation ou de pré transformation (café, cacao...) ▪ Promouvoir le regroupement des producteurs (cacao, café...) ▪ Organiser des journées technologiques communales annuelles ▪ Appuyer la création d'une forêt communale et des forêts communautaires dans 7 villages
Travail et sécurité sociale	Difficultés d'accès à la sécurité sociale	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Organiser des journées annuelles de sensibilisation des populations sur les opportunités de sécurité sociale fiables ▪ Faire un plaidoyer pour l'adoption du projet de loi sur la sécurité sociale
Communication	Difficultés de communication	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Création une radio communautaire par la commune ▪ Construction des antennes relais pour la radio et la télévision

Planification stratégique

La planification stratégique a comporté comme principale articulation, l'élaboration du cadre logique par secteur. Le cadre logique par secteur donne une bonne visibilité de la logique d'intervention et la cohérence entre les actions identifiées et retenues et les grandes politiques de l'heure. Ces politiques sont notamment les OMD, le DSCE et la vision 2035. Le PCD compte un total de 236 projets tous secteurs confondus, s'élevant à un coût estimé de 9 411 000 000F. Après l'estimation du coût du PCD, cette partie s'achève sur le Plan d'utilisation et de gestion durable des terres (PUGDT).

Programmation

L'étape qui a suivi a consisté en la programmation avec l'élaboration du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) sur la base des microprojets prioritaires définis par la commune pour chaque secteur et celle du cadre sommaire de gestion environnementale. La mobilisation des ressources a donné la visibilité aux projets devant faire l'objet du Plan d'Investissement Annuel (PIA). Les sources des ressources pour la mise en œuvre du PIA ont été en l'occurrence : la commune, le PNDP et le FEICOM. Le CDMT comprend 50 projets, pour un coût estimé de 4 752 689 869F. Le PIA intègre 11 projets, dont le coût estimé est de 446 139 869F. Le Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDPP) comporte 21 projets avec un coût de 25 000 000F. Les microprojets du CDMT sont présentés dans le tableau ci-après :

Secteur	Activités principales	Coût Total
SANTE PUBLIQUE	1. Construction et équipement du CSI de Nguélébok	50 000 000
	2. Construction et équipement du CSI de Gounté Village	50 000 000
	3. Construction et équipement d'un CSI avec Bloc latrine à 03 compartiments à Djassi	30 000 000
	4. Approvisionnement en médicaments et renforcement des équipements médicaux des 4 CSI : CSI de Nguélébok, CSI Djassi, CSI Gounté Village, CSI de Kamba Miéri	30 000 000
	5. Construction d'un bloc de 3 toilettes modernes et maintenues en bon état de propreté dans chacun des 4 CSI de la commune	4 000 000
EDUCATION DE BASE	1. Réfection des bâtiments en état de dégradation dans les écoles publiques	145 000 000
	2. Construction et équipement de 02 blocs de 02 salles de classe	28 000 000
	3. Construction de 02 blocs latrines avec 02 compartiments	2000000
	4. Construction et équipement de l'Inspection d'Arrondissement de l'Education de Base	20 000 000
ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	1. Construction et équipement de 10 nouvelles salles de classe	100 000 000
	2. Création, construction et équipement d'1 CETIC à Nguélébok	100 000 000
	3. Transformation du CES de Nguélébok en Lycée d'enseignement général	1 000 000
	4. Construction et équipement d'1 bloc administratif dans chacun des deux établissements secondaires	50 000 000
DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	1. Organisation des journées de vulgarisation des procédures relatives aux affaires domaniales et foncières	3000000
	2. Plaidoyer contre le poids des tracasseries administratives et de la corruption dans la procédure d'immatriculation foncière	1 000 000
	3. Elaboration et mise en œuvre d'un plan d'occupation des sols délimitant et matérialisant les zones de pâturage et les zones agricoles	5 000 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1. Plaidoyer pour la création, la construction et l'équipement d'une université d'Etat à Bertoua	1000000
	2. Organisation d'une journée communale d'excellence par an pour les élèves des classes de terminale et les étudiants ressortissants de la commune	2000000
AGRICULTURE	1. Organisation des mini-comices agropastoraux	50000000
	2. Vulgarisation des techniques de petite mécanisation (motoculteurs...)	200 000000
	3. Construction et équipement d'une maison communale du planteur	10 000 000
	4. Construction et équipement d'une pépinière Agro forestière communale pour la production du matériel végétal amélioré (cacao, café, palmier à huile, fruitiers) et des plants forestiers pour le reboisement	5 938 060
	5. Organisation des producteurs pour faire les achats groupés des semences et des races améliorées	5 000 000
TRAVAUX PUBLICS	1. Entretien annuel des tronçons de routes principales desservant les villages et réhabilitation des ouvrages d'art y afférents: <ul style="list-style-type: none"> • BATOURI-NGUELEBOK 45 Km • NGUELEBOK - NZEMBELE PAR BITAMYEN-SANGOE-KONGA-NGOUTOU-LELO-NOL-DIMAKO 2 (45 km) • NGUELEBOK - NYAMSAMBO PAR NGOULEMEKONG (10km) • NGUELEBOK - KAMBAMYERI PAR NGUIKOUASSIMA-GABALETA (17 km) • NYAMTIBI 1 - KOPA PAR KAMBA MYERI (19 km) – Route entretenue par la société forestière SFID- Société Forestière Industrielle de la Doumé • NYAMTIBI 1 - NDENGO PAR MELAMBO-BELLO-MELOUPO-DJASSI-DJAL-NDOUMBE-DEM 1-MBOUFOU-GODANGA-GONGA-GOUNTE VILLAGE-NDEM NAM-NGOUNTE CARREFOUR (47 km) • NYAMTIBI 2 - AXE NYAMTIBI 1 – NDENGO (10km) • NGOUNTE CARREFOUR – FONA (10km) • BABETHO - KOPA PAR BITAMYEN-MBENMBOYO (33km) -Route entretenue par la société forestière STBK-Société de transformation des Bois de la Kadey 	1 000 000 000
POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	1. Couverture d'au moins 50% de l'aire communale en réseaux téléphoniques et de NTIC	10000000
	2. Construction et équipement d'un télé centre communautaire à Nguélébok	30000000
TRANSPORTS	1. Construction et équipement d'1 gare routière à Nguélébok	30 000 000
	2. Organisation des journées annuelles de promotion des bonnes pratiques dans l'exercice du métier de transporteur – moto taximen, clando, transporteurs interurbains-(obtention du permis de conduite, port du casque, sécurité routière, respect du code de la route...)	3000000
	3. Mis à jour du fichier des transporteurs dans la commune	500 000
ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE	1. Organisation d'une journée annuelle de sensibilisation sur l'importance du respect des règles d'hygiène, de salubrité et d'assainissement dans toute la commune à partir de 2013	3 000 000
	2. Organisation d'une journée annuelle de sensibilisation sur la protection et la promotion de l'environnement	3 000 000
	3. Sensibilisation des populations sur la construction des toilettes domestiques réglementaires	3 000 000

EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	<ol style="list-style-type: none"> 1. Construction et équipement d'un bloc de 2 salles de classe à la SAR/SM à Nguélébok 2. Création d'un fonds de micro crédits pour soutenir l'esprit d'entreprise chez les jeunes formés 3. Création, construction et équipement d'une SAR/SM à Gounté Village avec prise en compte des activités économiques locales dans la définition des filières de formation 	<p>16 000 000</p> <p>100 000 000</p> <p>20 000 000</p>
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION	<ol style="list-style-type: none"> 1. Vulgarisation des résultats de la recherche scientifique 	10 000 000
PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT	<ol style="list-style-type: none"> 1. Création d'un fonds de soutien à l'entrepreneuriat des jeunes 2. Vulgarisation des textes en vigueur sur les PME 3. Création d'un programme d'installation et d'incitation des jeunes aux AGR et aux PME (Equipements divers, logement, mise à disposition des terres, intrants agricoles ou zootechniques...) et vulgariser le programme PACD/PME 	<p>100 000 000</p> <p>5 000 000</p> <p>150 000 000</p>
COMMERCE	<ol style="list-style-type: none"> 1. Appui des GIC, OP et associations de producteurs dans les échanges commerciaux groupés 2. Construction d'un magasin de stockage communautaire des produits agricoles dans chacun des 34 villages de la commune 3. Construction et équipement du marché de Nguélébok y compris la boucherie, des toilettes et une halte-garderie 	<p>30 000 000</p> <p>680 000 000</p> <p>100 000 000</p>
ENERGIE ET EAU	<ol style="list-style-type: none"> 1. Achèvement des extensions électriques en cours 2. Electrification décentralisée des autres villages de la commune 3. Construction de 17 Puits équipés de PMH 4. Construction de 68 sources naturelles dont 	<p>50 000 000</p> <p>50 000 000</p> <p>80000000</p> <p>34 000 000</p>
ELEVAGE, PECHEES ET INDUSTRIES ANIMALES	<ol style="list-style-type: none"> 1. Construction d'un parc vaccino-gène et un bain de détiage 2. Augmentation de 50% l'effectif du personnel technique 3. Promotion de la création des GIC d'éleveurs pour le renforcement de leurs capacités techniques, l'acquisition des races améliorées, les vaccinations groupées et les ventes groupées des bêtes 4. Organisation d'une campagne de sensibilisation des pêcheurs sur les méfaits de la pêche par empoisonnement aux pesticides 	<p>10 000 000</p> <p>1000 000</p> <p>10 000 000</p> <p>3 000 000</p>
DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT	<ol style="list-style-type: none"> 1. Elaboration et mise en œuvre d'un plan sommaire d'urbanisme communal 2. Création d'un fonds de soutien à la vulgarisation et à la valorisation des matériaux locaux de construction (Brique de terre cuite ou stabilisée) pour 30% des habitations 3. Création et entretien annuel de a voirie municipale 	<p>3 000 000</p> <p>100 000 000</p> <p>30 000 000</p>
FORETS ET FAUNE	<ol style="list-style-type: none"> 1. Réduction de 50% de l'exploitation frauduleuse du bois, des ressources fauniques et halieutiques dans l'espace géographique de la commune 2. Identification et délimitation des forêts à mettre en défens pour favoriser leur reconstitution 3. Création d'un sanctuaire pour les espèces animales menacées de disparition 	<p>30 000 000</p> <p>30 000 000</p> <p>20 000 000</p>
ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE	<ol style="list-style-type: none"> 1. Augmentation de 50% du nombre de gendarmes à la brigade de gendarmerie et multiplication des patrouilles 2. Equipement de la brigade de gendarmerie territorialement compétente en 1 véhicule TT 3. Construction et équipement de la Sous-préfecture et de la résidence du Sous-préfet 	<p>1 000 000</p> <p>30 000000</p> <p>70 000 000</p>
ADMINISTRATION MUNICIPALE	<ol style="list-style-type: none"> 1. Construction et équipement de l'Hôtel de ville de Nguélébok 2. Intensification du réseau de relations avec les partenaires au développement, les bailleurs de fonds nationaux et internationaux, investisseurs privés nationaux et internationaux, les ONG et les communes au Cameroun et à l'étranger (coopération décentralisée). 3. Elaboration et mise en œuvre d'un document de procédures de gestion du patrimoine 4. Mise en place d'une commission de recouvrement des taxes et promotion de la bonne gouvernance/éthique auprès des agents communaux et des membres de la commission de recouvrement 	<p>150.000.000</p> <p>20 000 000</p> <p>1 000 000</p> <p>1 000 000</p>
AFFAIRES SOCIALES	<ol style="list-style-type: none"> 1. Organisation d'une journée annuelle de sensibilisation sur la solidarité nationale et de vulgarisation des procédures d'accès aux aides sociales 2. Création d'une base de données des personnes vulnérables dans la commune 3. Organisation d'une journée annuelle de sensibilisation sur l'importance des actes d'état civil (l'acte de naissance...) et les procédures de leur obtention 	<p>3 000 000</p> <p>2000 000</p> <p>3 000 000</p>
PLAN DE DEVELOPPEMENT DES PEUPLES PYGMEES (PDPP) VILLAGES NYAMTIMBI II ET DE FONA	<ol style="list-style-type: none"> 1. Recensement des populations Bakas de Nyamtmbi II et de Fona 2. Etablissement des CNI (Cartes Nationales d'Identité) aux populations Bakas de Nyamtmbi II et de Fona 3. Etablissement des AN (Actes de Naissance) aux populations Bakas de Nyamtmbi II et de Fona 	<p>1 000 000</p> <p>1 800 000</p> <p>1 250 000</p>
JEUNESSE	<ol style="list-style-type: none"> 1. Création, construction et équipement d'1 centre multifonctionnel polyvalent de promotion des jeunes CMFPJ à Nguélébok 2. Elaboration et mise en œuvre d'un programme d'insertion socio économique des jeunes 3. Equipement du Bureau Communal du Conseil National de la Jeunesse 	<p>100 000 000</p> <p>200 000 000</p> <p>2 000 000</p>

PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	1. Création, construction et équipement d'un centre de promotion de la femme et de la famille à Nguélébok	40 000 000
	2. Organisation d'une journée annuelle de sensibilisation des populations sur l'importance de la scolarisation de la jeune fille et de la femme	3 000 000
	3. Organisation d'une journée annuelle de sensibilisation des populations sur l'importance et la procédure de légalisation du mariage et appuyer l'organisation des mariages collectifs	10 000 000
SPORTS ET EDUCATION PHYSIQUE	1. Création, construction d'un complexe sportif aux dimensions réglementaires	50 000 000
	2. Construction des plates formes sportives (hand-ball, foot-ball, basket-ball, lion-tennis, piste d'athlétisme...)	63 000 000
	3. Affectation d'un enseignant d'EPS dans chaque établissement secondaire de la commune et 3 à l'Inspection d'Arrondissement pour le MINEDUB	1 000 000
TOURISME	1. Construction et équipement d'une Auberge municipale de 10 chambres à Nguélébok	24 201 809
	2. Mise sur pied d'un Guide communal de tourisme et marketing	3 000 000
	3. Organisation des journées annuelles de promotion du tourisme et de l'écotourisme dans l'espace géographique de la commune	3 000 000
CULTURE	1. Mise en place des plates formes de dialogue inter générationnel	3 000 000
	2. Construction et équipement d'un foyer culturel	340 000 000
	3. Organisation des journées culturelles annuelles	3 000 000
INDUSTRIES, MINES ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	1. Organisation et redynamisation de l'exploitation des sites de carrière (sable...) et des sites miniers (or...) avec aménagement des voies d'accès	50 000 000
	2. Organisation des journées annuelles de vulgarisation du code minier et de la loi sur la fiscalité locale	3 000 000
	3. Organisation des journées technologiques communales annuelles	3 000 000
COMMUNICATION	1. Création d'une radio communautaire	15 000 000
	2. Construction des antennes relais pour la radio et la télévision	10 000 000
TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	1. Organiser des journées annuelles de sensibilisation des populations sur les opportunités de sécurité sociale fiables	3 000 000
	2. Faire un plaidoyer pour l'adoption du projet de loi sur la sécurité sociale qui prévoit des caisses de sécurité sociale devant prendre en charge le secteur informel (planteurs, bayam sellam...)	1 000 000
TOTAL		4 752 689 869

Les microprojets du PIA sont présentés dans le tableau qui suit :

Désignations	Montant total
Construction du CSI de Nguélébok	50 000 000
Construction du CSI de Gounté village	50 000 000
Construction et équipement d'un CSI avec Bbloc latrine à 03 compartiments à Djassi	30 000 000
Construction d'un bloc de 02 salles de classe à la SAR/SM de Nguélébok	16 000 000
Construction de l'Hôtel de ville de Nguélébok	150 000 000
Construction de 16 Puits équipés de PMH : CSI de Ndjassi (1), EP de Bitamyen (1), EP de Babetho (1), EP de Bello II (1), Konga (1), Gounté carrefour (1), Gongga (1), Petit Mélambo (1), Campement Pygmée de FONA (1), Godanga (1), Méloupo (1), Djal (1), campement Nyamtimbi 2 (1), CES de Nguélébok (1), CES de Gounté (1), Mbaloum (1)	80 000 000
Construction et équipement de 02 blocs de 02 salles de classe à l'EP de Bitamyen (1) et EP de Babetho (1)	28000000
Construction de 02 blocs latrines avec 02 compartiments à EP de Bitamyen (1) et EP de Babetho (1)	2000000
Construction et équipement d'une maison communale du planteur à Nguélébok	10000000
Construction et équipement d'une Auberge municipale de 10 chambres à Nguélébok	24201809
Construction et équipement d'une pépinière Agro-forestière communale pour la production du matériel végétal amélioré (cacao, café, palmier à huile, fruitiers) et des plants forestiers pour le reboisement	5938060
Total	446 139 869

Mécanisme de suivi évaluation

Un mécanisme de suivi évaluation de la mise en œuvre du PCD a été mis sur pied par un arrêté du Chef de l'Exécutif Communal. Le comité suit l'exécution du PCD pour garantir non seulement l'effectivité, mais aussi la qualité et la durabilité des ouvrages de développement à réaliser. Il rend compte au Maire et est constitué des autres membres de l'Exécutif Communal, des conseillers municipaux, des sectoriels locaux et de la société civile.

Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD

Le PCD s'est achevé par l'élaboration d'un plan de communication sur l'exécution du Plan Communal de Développement. La communication sur l'exécution du PCD renforcera la gouvernance locale et contribuera à mobiliser les acteurs de développement ainsi qu'à développer les synergies nécessaires.

Bref, le PCD ainsi élaboré définit une stratégie et une vision de développement qui servira de références pour toutes les actions futures dans un ensemble coordonné de processus participatif permettant de progresser de façon continue dans la mise en œuvre des projets viables, durables et pertinents. Il énonce un ensemble de principes qui renvoient aux processus à mettre en place et aux résultats à atteindre. Ces principes mettent l'accent sur le transfert et l'appropriation des compétences aux populations locales, ainsi que sur leur participation effective dans la mise en œuvre des politiques et stratégies de la décentralisation dans la Commune. Toutefois, comme partout ailleurs, la Commune de Kentzou possède des forces et des faiblesses, de même que des menaces à gérer et des opportunités à saisir pour l'amélioration du cadre de vie de ses populations. Dès lors, la mise en place d'un partenariat durable de même que la volonté politique locale, garantiront la mise en œuvre des actions dans les 28 secteurs clés d'activités au sein de la Commune.

LISTE DES ABREVIATIONS

ACFCAM	Association des Communes Forestières du Cameroun
AES-SONEL	All Energizing Services -Société Nationale d'Electricité
AGR	Activité Génératrice de Revenu
APEE	Association des Parents des Elèves et Enseignants
APMRP	Atelier de Planification, de Mobilisation des Ressources et de Programmation
BIP	Budget d'Investissement Public
CC	Comité de Concertation
CCSE	Comité Communal de Suivi Evaluation de l'exécution du PCD
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CDV	Comité de Développement Villageois
CES	Collège d'Enseignement Secondaire
CETIC	Collège d'Enseignement Technique, Commercial et Industriel
CMA	Centre Médical d'Arrondissement
CMFPJ	Centre Multifonctionnel de Promotion des Jeunes
CNPS	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
COMES	Conseil Municipal Elargi aux Sectoriels
COPIL	Comité de Pilotage
CRC	Cellule Régionale du PNDP (Est)
CSI	Centre de Santé Intégré
CTD	Collectivité Territoriale Décentralisée
CVUC	Communes et Villes Unies du Cameroun
DD	Délégué Départemental
DEUC	Diagnostic de l'Espace Urbain Communal
DIC	Diagnostic Institutionnel Communal
DPNV	Diagnostic Participatif Niveau Village
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
EPS	Education Physique et Sportive
FEICOM	Fonds d'Equipeement Inter Communal
FFOM	Forces, Faiblesses, opportunités et Menaces
GIC	Groupe d'Initiative Commune
GPS	Global Positioning System
INS	Institut National de la Statistique
MARP	Méthode Accélérée de Recherche Participative
MTN	Mobile Telecommunication Network
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
OAL	Organisme d'Appui Local
OEVV	Orphelins et Enfants Vivant avec le VIH/SIDA
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation de Producteurs
PCD	Plan Communal de Développement
PDPP	Plan de Développement des Peuples Pygmées
PIA	Plan d'Investissement Annuel
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PNDP	Programme National de Développement Participatif

PUGDT	Plan d'Utilisation et de Gestion Durable des Terres
PV	Procès Verbal
PVV	Personne Vivant avec le VIH/SIDA
RFA	Redevance Forestière Annuelle
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SAR/SM	Section Artisanale Rurale/Section Ménagère
SDE	Services Déconcentrés de l'Etat
TT	Tout Terrain (véhicule/moto)
UFA	Unités Forestières d'Aménagement
VIH/SIDA	Virus de l'Immunodéficience Humaine/ Syndrome Immuno Déficitaire Acquis

LISTE DES TABLEAUX

Pages

Tableau 1 : Principales espèces floristiques.....	12
Tableau 2 : les espèces fauniques.....	13
Tableau 3 : Les UFA de la commune de Nguélébok.....	16
Tableau 4 : Les infrastructures de l'éducation de base.....	18
Tableau 5 : Les infrastructures des enseignements secondaires.....	19
Tableau 6 : Les infrastructures de santé publique.....	19
Tableau 7 : Les infrastructures hydrauliques.....	20
Tableau 8 : Potentialités et ressources de la commune.....	22
Tableau 9 : Forces et faiblesses de la commune.....	24
Tableau 10 : Axes de renforcement de ka commune	25
Tableau 11 : Problèmes reformulés à l'échelle communale par secteur.....	26
Tableau 12 : Cadre logique par Secteur	39
Tableau 13 : Coût estimatif du PCD.....	73
Tableau 14 : CDMT/ Secteur.....	76
Tableau 15 : Principaux impacts socio-environnementaux du CDMT.....	85
Tableau 16 : Plan sommaire de gestion de l'environnement.....	87
Tableau 17 : Ressources mobilisables et échéances.....	88
Tableau 18 : Plan d'Investissement Annuel.....	89
Tableau 19 : PDPP.....	93
Tableau 20: Plan de passation des marchés	96
Tableau 21 : Composition du CCSE de Nguélébok.....	98
Tableau 22 : Indicateurs de Suivi Evaluation du PIA	99
Tableau 23 : Dispositif, Outils et Fréquence du reporting.....	100
Tableau 24 : Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD.....	104

LISTE DES PHOTOS

Pages

Photo 1 : Vue de la marche transects.....	6
Photo 2 : Cartographie participative des femmes à Kamba Miéri.....	7
Photo 3 : Cartographie participative des hommes à Nguélébok.....	7
Photos 4: Vue des travaux en groupes pour l'élaboration du Cadre Logique.....	9
Photos 5: Vue des travaux en groupes pour l'élaboration du CDMT.....	9
Photo 6 : L'habitat traditionnel.....	15
Photo 7 : Vue partielle de la forêt de Nguélébok.....	16
Photo 8 : Le hangar de marché abandonné de Nguélébok.....	17
Photo 9 : Vue du marché de Bitam yen.....	17
Photo 10: Vue du nouveau bâtiment de l'EP de Kamba Miéri	19
Photo 11 : Une vue du CES de Nguélébok	19
Photo 12 : Une vue du CSI de Kamba Miéri.....	20
Photo 13 : Une vue de l'infrastructure hydraulique de Bitam Yen.....	21
Photo 14 : Vue d'une antenne parabolique à Nguélébok.....	21

LISTE DES CARTES ET FIGURES

Pages

Carte 1 : Localisation de la commune.....	11
Figure 2 : Population de Nguélébok par sexe et par tranche d'âges.....	14
Figure 3 : Plan d'Utilisation et de Gestion des Terres.....	74

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : Population de Nguélébok par village et par tranches d'âges	109
ANNEXE 2 : FICHES DES PROJETS DU PIA	110

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte et justification

C'est par l'arrêté N° 002/PM du Premier Ministre signé le 09 Janvier 2004 que le PNDP a été créé et organisé. Le PNDP est l'outil gouvernemental d'impulsion de la participation effective des populations bénéficiaires au processus de développement. Il se donne pour finalité de définir et de mettre en œuvre des mécanismes visant à responsabiliser les communes et les communautés, de manière à faire d'elles les acteurs clé de l'amélioration des conditions de vie de leurs populations. La mise sur pied du PNDP intervient dans un contexte où le gouvernement est résolu à poursuivre la politique de décentralisation et déterminé à atteindre les objectifs fixés par le DSCE qui est la traduction de la volonté et de la stratégie des pouvoirs publics à œuvrer pour la réalisation des OMD. C'est dans ce sillage que s'inscrit la vision 2035 qui à travers la politique des grandes réalisations, entend faire du Cameroun un pays émergent à l'horizon 2035. La vision décline les orientations et les actions fortes de développement au profit des populations, notamment par la conception et la réalisation des projets structurants, en vue d'un développement durable.

La politique de décentralisation en cours au Cameroun depuis plusieurs années déjà vise à faire des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD), les chevilles ouvrières du développement local. A travers la décentralisation, le pouvoir central transfère certaines de ses compétences et ressources vers les CTD. La décentralisation impose aux CTD des défis majeurs. Ceci d'autant plus qu'elles ne disposent pas encore ni de la masse critique de ressources humaines nécessaire pour porter ladite décentralisation et la mener avec succès, ni d'une vision cohérente de développement basée sur les besoins réels, réalistes et pertinents de leurs populations.

C'est tout ce qui précède qui fonde la réalisation des plans de développement des Collectivités et de leurs communautés et souligne la nécessité de la préparation des communes et des communautés. A la suite d'un diagnostic préliminaire, une convention a été signée entre le PNDP et la commune de Nguélébok en vue du financement de l'élaboration d'un Plan Communal de Développement (PCD) et des activités connexes. L'élaboration du PCD de Nguélébok vise d'une part l'appropriation du processus de développement participatif par la commune, et d'autre part, l'identification, l'organisation, la planification des actions pertinentes de développement, la mobilisation des ressources nécessaires, la programmation des actions prioritaires de développement et leur exécution. Le processus d'élaboration du PCD de Nguélébok a eu pour cadre de cristallisation, l'atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation qui s'est déroulé dans la salle des actes de la commune et qui a couvert la période du 16 au 18 Avril 2012.

1.2. Objectifs du PCD

L'objectif global du processus de planification communale (PCD) dans la Commune de Nguélébok est de booster le développement de l'aire et de l'institution communale sur la base des actions pertinentes, en adéquation avec les besoins identifiés avec la participation des bénéficiaires.

De façon spécifique, il s'agit de :

- Faciliter le développement économique du territoire communal
- Améliorer l'accès des populations aux infrastructures sociales de base à savoir l'eau potable, l'électrification rurale, les soins de santé ainsi que l'éducation de base et les enseignements secondaires

- Stimuler la participation effective des populations bénéficiaires à la réalisation et à la gestion des ouvrages de développement
- Améliorer les infrastructures routières sur l'ensemble du territoire de la commune
- Protéger l'environnement et assurer la gestion durable des sols et autres ressources naturelles
- Favoriser la gouvernance locale
- Faire de l'Institution Communale une institution forte véritablement au centre de la dynamique du développement local de concert avec le secteur privé, les SDE, les populations et les partenaires au développement nationaux et internationaux pour l'amélioration du cadre et des conditions de vie des populations...

1.3. Structure du document

Le PCD de Nguélébok comporte plusieurs parties. Outre l'introduction et la conclusion, on a :

- La méthodologie
- La présentation sommaire de la commune
- La synthèse des résultats du diagnostic
- Le cadre logique
- La programmation
- Le mécanisme de suivi-évaluation
- Et le plan de communication sur la mise en œuvre du PCD.

2. APPROCHE METHODOLOGIQUE

L'élaboration du Plan Communal de Développement de la Commune de Nguélébok s'est déroulée à la suite d'un processus de planification participative dans la Commune. La mise en œuvre de ce processus s'est déroulée en plusieurs phases à savoir : une phase de préparation, une phase de collecte et de traitement des données, l'atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation, la restitution et la consolidation des données ainsi que la mise sur pied d'un mécanisme de suivi évaluation de l'exécution du PCD.

2.1. PREPARATION DE L'ENSEMBLE DU PROCESSUS

Le processus d'élaboration du Plan de développement de la Commune de Nguélébok a obéi à l'approche participative. Les objectifs de sensibilisation et de formation dans cette phase préparatoire étaient la nécessaire appropriation du processus et la bonne conscience de toute l'utilité de le conduire de façon participative. Cette préparation s'est faite en trois étapes : phase de préparation pédagogique, phase de préparation administrative, préparation au niveau des villages et de l'Institution communale.

2.1.1. Préparation pédagogique

La formation organisée par le PNDP à l'intention des OAL à Mandjou, a permis le renforcement des capacités de Terre et Développement dans le processus de développement participatif. Les cadres de l'OAL ont par la suite procédé à l'harmonisation des techniques et des méthodes qui devaient servir au diagnostic participatif de la planification locale. De même la préparation pédagogique a permis d'apprêter le matériel pédagogique devant être utilisé dans le processus.

2.1.2. Préparation administrative

La première phase a consisté à l'organisation des cérémonies marquant le lancement officiel des activités de planification et l'introduction de l'OAL dans la Commune. Les populations ont été informées et sensibilisées autant que les autres parties prenantes (autorités administratives, communales et traditionnelles, élites, etc.) sur le processus de planification participative et sur l'importance de leur participation active. Pour optimiser la participation des populations bénéficiaires, plusieurs descentes ont eu lieu dans les villages.

2.1.3. Préparation au niveau de l'Institution Communale

Les descentes ont eu lieu au niveau de l'Institution Communale. Elles ont données l'occasion d'informer et de sensibiliser les différentes parties prenantes communales sur l'importance de leur participation active à toutes les phases du processus. Il s'agissait en l'occurrence de l'Exécutif Communal, des Conseillers Municipaux et du personnel Communal.

2.2. COLLECTE DES INFORMATIONS ET TRAITEMENT.

Cette phase a permis de procéder à la collecte, au traitement, à la restitution et à la validation des données à travers un diagnostic participatif comprenant : un Diagnostic participatif niveau village (DPNV), un Diagnostic de l'espace urbain (DEUC), un Diagnostic Institutionnel Communal (DIC) et une consolidation des données des diagnostics. Les données collectées ont été exploitées, analysées et organisées dans des rapports spécifiques, notamment le rapport du DIC et celui DEUC. L'outil FFOM (Forces, Faiblesses, opportunités et Menaces) a été mis à contribution dans le traitement des données sur l'Institution Communale aussi bien que dans le cadre du DEUC.

2.2.1. Conduite du Diagnostic Participatif Niveau Village

L'approche méthodologique utilisée a consisté au niveau de chaque village de la Commune, en une succession de consultations publiques comprenant des travaux de groupes mixtes (hommes, femmes, jeunes, riches, intermédiaires, pauvres), des travaux de groupes sexo-spécifiques (hommes, femmes et jeunes), les séances plénières en assemblées villageoises, les entretiens semi-structurés, la visualisation, les sondages d'opinions et l'observation participante. La conduite du diagnostic participatif a fait appel aux outils suivants :

- **La fiche de collecte des données de base** a permis de recenser les données sur le village, disponibles auprès des différents services techniques et administratifs ;
- **Les Fiches techniques de collecte** ont permis de collecter des informations spécifiques sur différents secteurs et les infrastructures socio-économiques ;
- **La Carte du village avec unités de paysage** a permis d'identifier les ressources naturelles et physiques du village de même que les infrastructures socio-économiques.
- **Le Transect (marche)** a permis d'explorer le terroir villageois, de vérifier sur place les informations obtenues sur le village en utilisant les autres outils d'analyse, les infrastructures et les micro-infrastructures locales et de consolider l'identification des problèmes et des contraintes de développement du village ;
- **Le tableau de figurines ou boîte à images** a permis de sensibiliser les populations locales sur ce qu'est le VIH/SIDA/IST, ses modes de transmission, son impact socio-économique et les méthodes de prévention ;
- **L'Interview semi-structurée** a permis de compléter les connaissances acquises sur le village en utilisant les autres outils et de faire un inventaire des problèmes et des atouts du village selon les perceptions des différents groupes et types d'acteurs ;
- **L'Arbre à problèmes** a permis d'analyser les causes et les effets des problèmes prioritaires du village par secteur et de choisir les causes/effets pertinents des différents problèmes sur lesquelles les villageois veulent et peuvent agir ;
- **Le Tableau de solutions villageoises** : il a permis d'identifier les alternatives viables aux problèmes ;
- **Le Tableau de planification** a permis de planifier les actions endogènes prioritaires du village sur une durée de 05 années ;
- **Le Tableau de planification opérationnelle** : il a permis d'élaborer le Plan Opérationnel du village pour la première année.
- La Mise en place d'un Comité de Concertation.

Au terme de la phase terrain du DPNV, les données collectées ont été analysées et organisées par l'équipe des consultants de l'OAL. La synthèse thématique des problèmes des 32 villages de la commune a été faite, ainsi que des besoins y relatifs.



Photo 1 : Vue de la marche transects

2.2.2. Conduite du Diagnostic de l'Espace Urbain Communal

La méthodologie utilisée est similaire à celle utilisée dans le diagnostic niveau village. Cependant, la particularité était qu'au niveau de l'espace urbain communal, l'OAL a mené en plus une enquête socio – économique et environnementale sommaire intégrant les différents corps de métiers de la ville communale.



Photo 2 : Cartographie participative des femmes à Kamba-Miéri



Photo 3 : Cartographie participative des hommes à Nguélébok

2.2.3. Conduite du Diagnostic Institutionnel Communal (DIC)

L'objectif global du DIC était de présenter l'état des lieux de la Commune en tant qu'institution. Sur la base des forces et les faiblesses identifiées, un plan de renforcement des capacités de l'Institution Communale a été élaboré dans les axes suivants : les ressources humaines, le patrimoine communal, les ressources financières et la gestion des relations. La conduite du DIC est passée par 4 étapes à savoir :

- la préparation du DIC ;
- le diagnostic participatif de l'Institution Communale ;
- le dépouillement, le traitement et l'analyse des données ;
- la validation des résultats et l'identification des axes de renforcement de la Commune.

Les outils de la préparation du DIC ont été les suivants :

- 1) Eléments clés du DIC
- 2) La Fiche de collecte des données de base
- 3) Liste des documents de base sur la commune
- 4) Guide de collecte des informations générales
- 5) Guide d'entretien avec les services déconcentrés de l'Etat.

En ce qui concerne le diagnostic participatif de l'Institution Communale, plusieurs outils ont également été déroulés, parmi lesquels on peut relever certains outils de la MARP et des outils plus spécifiques. Il s'agit de :

- 1) L'observation directe
- 2) L'ISS avec Guide d'entretien
- 3) Le profil institutionnel
- 4) Le Diagramme de venn
- 5) Le SEPO
- 6) Eléments clés du DIC
- 7) Guide d'entretien avec les services déconcentrés de l'Etat
- 8) Fiches techniques de collecte des données
- 9) Guide de collecte des informations relatives aux mécanismes de la gestion financière

Pour le dépouillement, le traitement et l'analyse des données, les outils suivants utilisés :

- 1) Eléments clés du DIC
- 2) Fiche synthétique de présentation de la Commune
- 3) Un ordinateur portable

- 4) Feuille de calcul Excel pour l'analyse des données financières (Budgets et Comptes Administratifs des 03 exercices récents)
- 5) Canevas du rapport.

La validation des résultats et l'identification des axes de renforcement de la Commune ont eu lieu dans le cadre d'un atelier qui a regroupé les Adjointes au Maire, le Receveur, le personnel communal, les Présidents des commissions, les Sectoriels et les ONG locales. A l'issue du dudit diagnostic institutionnel, un rapport intitulé "DIC " a été élaboré et mis à la disposition de la Commune.

2.2.4. Consolidation des données du diagnostic et cartographie

La consolidation a consisté en une mise en commun des données du DPNV, DEUC et du DIC avec les fiches types de consolidation préalablement élaboré par le PNDP. En ce qui concerne la cartographie un consultant avait été recruté à cet effet avec pour mission de lever les points GPS de toutes les infrastructures de la Commune et de produire toutes les cartes y relatives. A l'issue de cette consolidation, un atelier de restitution et de validation du rapport consolidé des diagnostics participatifs a été organisé dans la salle des actes de la Commune de Kentzou. En dehors de la carte de localisation de la Commune, les autres cartes obtenues sur la base des données GPS font l'objet d'un document spécifique qui est l'Atlas de la Commune et qui est mis à la disposition de la CTD.

2.3. ATELIER DE PLANIFICATION, DE MOBILISATION DES RESSOURCES ET DE PROGRAMMATION

L'atelier qui s'est tenue à Nguélébok du 16 au 18 Avril 2012 s'est articulé en quatre étapes :

- Elaboration de la Planification stratégique : Restitution, amendement et validation des cadres logiques par secteur. L'outil utilisé ici est le Tableau Synoptique de Planification (TSP) ou Cadre Logique sectoriel. Il a permis de synthétiser la stratégie retenue pour résoudre les problèmes prioritaires de la Commune dans chaque secteur et de la compléter avec des indicateurs, des activités et des facteurs de risque (hypothèses ou facteurs externes) ;
- Mobilisation des ressources : présentation par l'Exécutif municipal des financements disponibles pour l'année 2012 ;
- Elaboration du Cadre des Dépense à Moyen Terme (CDMT) ou Programmation triennale ;
- Elaboration de la Programmation annuelle ou Plan d'Investissement Annuel (PIA).

Quant à la méthodologie de l'atelier, les activités se sont déroulées en deux grands pôles, à savoir la plénière et les travaux de groupes. Quatre commissions ont été mises sur pied pour les travaux de groupes qui ont porté d'abord sur l'élaboration du Cadre Logique par secteur. La restitution des travaux par les rapporteurs des groupes en plénière a été suivie d'échanges aux cours desquels les participants ont enrichi le travail présenté. Les commissions sont ensuite réparties en ateliers pour l'élaboration du CDMT et du PIA. La plénière qui a suivi a permis la restitution des travaux.



Photo 4 : Vue des travaux d'élaboration du cadre logique en groupes



Photo 5 : Vues d'élaboration du CDMT en groupes

2.4. RESTITUTIONS ET CONSOLIDATION PAR LES PARTIES PRENANTES

Tous les résultats issus de l'utilisation des différents outils lors des travaux de groupes (ateliers) étaient suivis par des restitutions visualisées en plénière, l'objectif étant de vérifier toutes les données recueillies puis de compléter ou d'amender le travail fait en groupe. Les rapporteurs de chaque groupe étaient des participants à l'atelier. Ceci a favorisé un amendement des travaux de groupe et l'adoption des différents résultats au fur et à mesure que l'équipe avançait dans le processus.

2.5. MISE EN PLACE D'UN MECANISME DE SUIVI-EVALUATION PARTICIPATIF DU PCD

Il a été question à ce niveau de définir un mécanisme de suivi-évaluation de la mise en œuvre du PCD. A cet effet, les participants ont été sensibilisés sur la nécessité de mettre en place un mécanisme de suivi-évaluation. La méthode utilisée a consisté pour l'OAL à expliquer les critères de membre dudit Comité au Chef de l'Exécutif Communal et pour ce dernier à mettre effectivement en place le Comité de suivi-évaluation. La création et l'organisation du Comité Communal de suivi-évaluation seront constatées par un arrêté du Maire. La mise en place du Comité Communal de Suivi Evaluation répond au principe de délégation des compétences de l'Exécutif Communal. Le Comité suit la mise en œuvre du PCD. Il rend compte à l'Exécutif Communal et au Conseil Municipal.

2.6. Elaboration du plan de communication

Le plan de communication a été élaboré dans le cadre d'un atelier participatif regroupant les membres du COPIL. A cet effet la mouture préparée par l'OAL a été enrichie en groupes de travail. Après la restitution en plénière par les rapporteurs les échanges ont permis de faire des apports supplémentaires. Les produits ainsi obtenus ont été organisés par l'OAL.

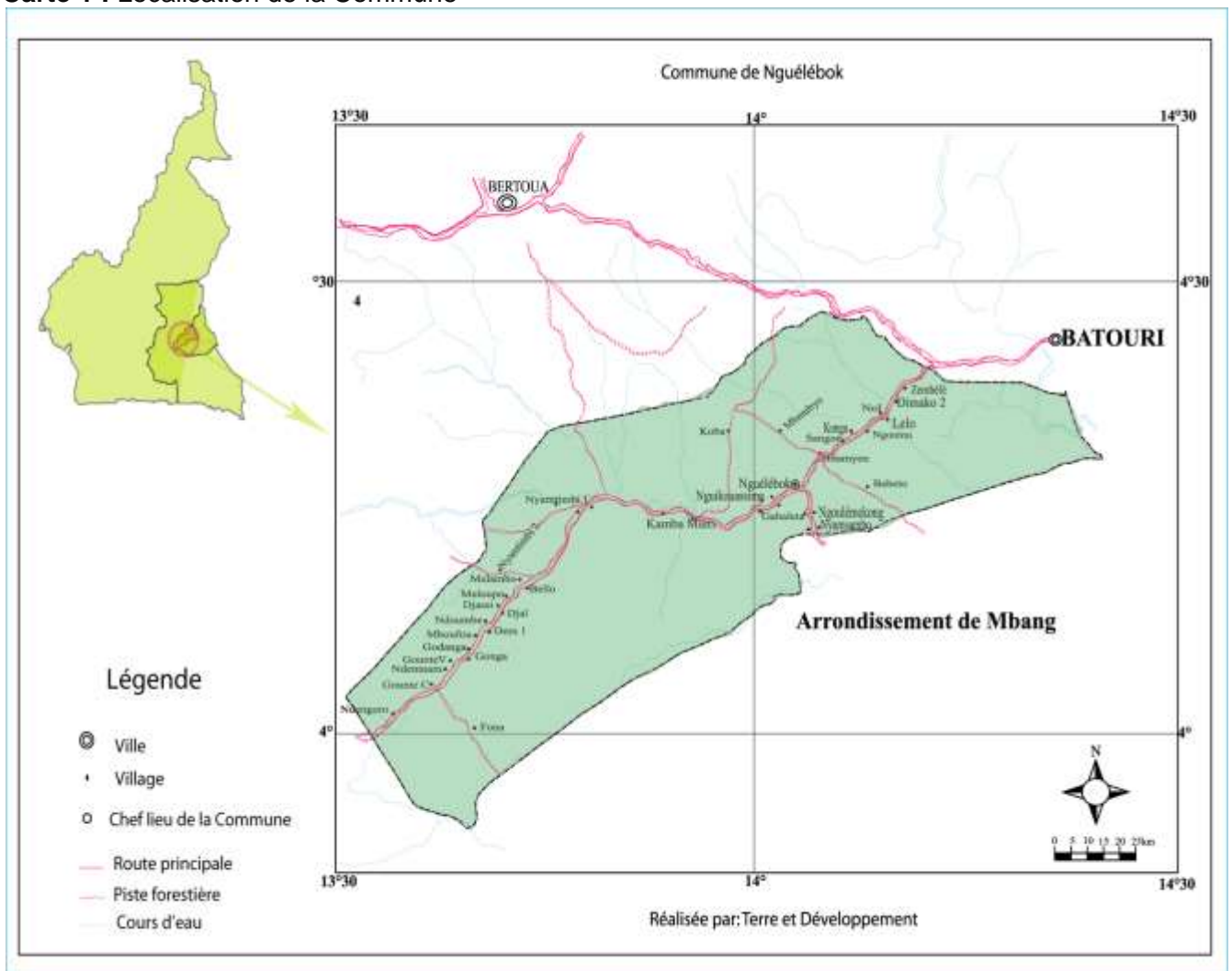
3. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

3.1. LOCALISATION DE LA COMMUNE

3.1.1. Localisation

Située dans le Département de la Kadey, région de l'Est, la commune de Nguélébok est limitée au Nord et au Nord-ouest par l'arrondissement de Dimako, à l'Est par l'arrondissement de Batouri et au Sud par l'arrondissement de Mbang. Elle est reliée à Batouri, son Chef lieu de Département, par une route en terre, de praticabilité saisonnière et longue de 45 km. Elle s'étend sur une superficie de 1469 Km². La Commune comporte 32 villages, qui sont principalement des villages rue. L'ethnie majoritaire est le kako ; on y rencontre également les minorités Bakas et Bororos ainsi que des Haoussas et des Bamouns.

Carte 1 : Localisation de la Commune



3.1.2. Histoire de la Commune

La Commune de Nguélébok est une commune relativement jeune. Elle a été créée en 1995. Un an plus tard elle est devenue opérationnelle. Depuis lors plusieurs Maires se sont succédés à sa tête. M. LOUMBOUA Emmanuel, le Maire actuel, est le troisième à siéger à la tête de la Commune.

3.2. MILIEU BIOPHYSIQUE

3.2.1. Climat

En ce qui concerne les aspects climatiques, la commune de Nguélébok est soumise à un climat équatorial de type guinéen classique à quatre saisons. Au cours de l'année, les saisons se succèdent de la manière suivante :

- Une petite saison des pluies de mi-mars à juin,
- Une petite saison sèche de juin à mi-août,
- Une grande saison des pluies de mi-août à mi-novembre,
- Une grande saison sèche de mi-novembre à mi-mars,

Les précipitations annuelles oscillent entre 1500 et 2000 mm et les températures varient autour de 23°C.

3.2.2. Sols et relief

Les sols sont à dominance ferrallitique de couleur caractéristique rouge et ont donné lieu par endroit à des formations (concrétions) latéritiques. Le relief dominant est relativement plat avec une altitude moyenne qui oscille entre 600 et 760 m. Le paysage est celui d'une pénéplaine accidentée par endroit, supportant un couvert forestier dense ainsi que des enclaves de savane et quelques espaces marécageux. Des pentes un peu abruptes peuvent être observées, mais elles restent très localisées.

3.2.3. Hydrographie

Le réseau hydrographique n'est pas très dense. Les principaux cours d'eau sont : Doumé, Miéri, Jetti, Zotie, Nol, Touki, Sangoe et Yanzama. Le plus représentatif de par sa longueur et son débit est le fleuve Doumé. Les cours d'eau sont riches en espèces halieutiques. On note le poisson vipère (*Parachara obscura*), les silures (*Clarias sp*), le tilapia (*Oreochromis niloticus*), la carpe (*Lutianus sp*).

3.2.4. Végétation et flore

NGUELEBOK appartient au domaine phytogéographique Camerouno-congolais, caractérisé par une forêt dense humide sempervirente de moyenne altitude dite « forêt congolaise », alternant avec la forêt semi-décidue et des enclaves de savane. Les familles végétales dominantes dans cette forêt sont les Méliacées et les Sterculiacées et dans la savane on retrouve beaucoup plus les Combrétacées, les Sterculiacées et les Ochnacées perdant leur feuillage en saison sèche. On observe également une alternance des plantations de cacaoyers et de caféiers ainsi que des champs vivriers.

Tableau 1 : Les principales espèces floristiques

NOMS COMMUNS	NOMS SCIENTIFIQUES
Bete	<i>Mansonia altissima</i>
Padou rouge	<i>Pterocarpus soyauxii</i>
Fraké	<i>Terminalia superba</i>
Iroko	<i>Milicia excelsa</i>
Bokassa grass	<i>Eupatorium odoratum</i>

Sapeli	<i>Entandrophragma cylindricum</i>
Ayous	<i>Triplochiton scleroxylon</i>
Eyong	<i>Eribroma oblongum</i>
Emien	<i>Alstonia boonei</i>

Les principaux produits forestiers non ligneux (PFNL) qu'on y retrouve sont : Gnetum Africanum (okok), Irvingia Gabonensis (Andok), Rhiconodendron Heudelotii (djansan).... Les nombreuses espèces de lianes que l'on trouve dans les forêts sont d'une utilité particulière aux populations, pour la fabrication du mobilier de maison. Le vin de palme extrait du palmier à huile (*Elaeis guineensis*) et du raphia (*Raphia hookeri*) entre dans le cadre d'une véritable stratégie d'alimentation des populations. Ses qualités gustatives, son caractère vitaminé, énergétique et surtout socioculturel font de lui la boisson préférée des populations rurales.

3.2.5. Faune

La faune dans la commune de Nguélébok est relativement riche. Les espèces les plus rencontrées se présentent comme suit :

Tableau 2: Les espèces fauniques

FAUNE	ESPECES
Terrestre	Céphalophe bleu (<i>Cephalophus monticola</i>)
	Lièvres (<i>Lepus timidus</i>)
	Antilopes (<i>Pantholops hodgsonii</i>)
	Pangolins (<i>Manis ténmincki</i>)
	Chats Tigre (<i>Leopardus tigrinus</i>)
	Vipères (<i>Bitis arietans</i>)
	Porc-épic (<i>Atherurus africanus</i>)
	Rat palmiste (<i>Xerus erythropus</i>)
Aquatique	Silures (<i>Clarias sp</i>)
	Tilapias (<i>Oreochromis niloticus</i>)
	Carpes (<i>Lutianus sp</i>)
	Poisson Courant
	Poisson Vipère (<i>Parachara obscura</i>)

3.3. MILIEU HUMAIN

3.3.1. Histoire des populations

Les populations autochtones de Nguélébok font partie du grand groupe Bantou qui sont une composante importante des peuples qui vivent dans le bassin du Congo. Après de longues migrations ponctuées par de multiples péripéties comme les guerres, elles ont occupé les sites actuels.

3.3.2. Population (Démographie)

La population de Nguélébok, selon les résultats du recensement général de la population de 2005, est de 10 411 habitants. Elle est estimée aujourd'hui à près de 11600 habitants. La densité de la population est de 8 habitants au kilomètre carré.

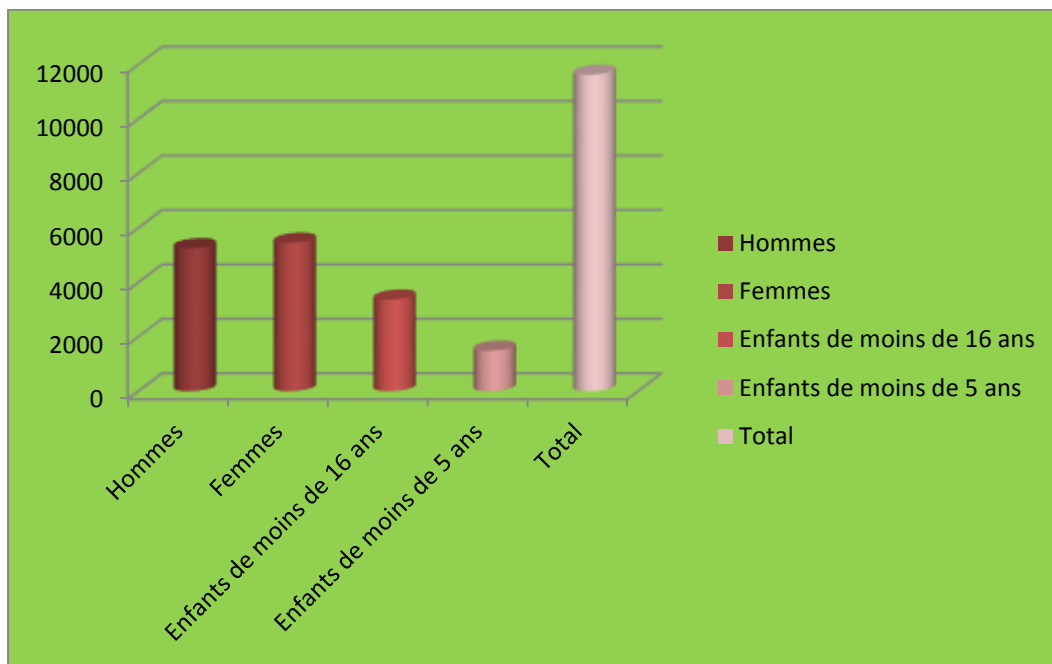


Figure 2 : Répartition de la population par sexe et par tranches d'âges

La figure qui précède montre que les femmes sont majoritaires au sein de la population. Ceci confirme les statistiques nationales qui situent la population féminine à près de 51% de la population totale. On relève également que la population de moins de 16 ans représente 30 % du total. Il s'agit donc d'une population essentiellement jeune.

3.3.3. Groupes ethniques et relations inter-ethniques

Nguélébok connaît un brassage important de populations d'origines ethniques diverses. Les Kako constituent l'ethnie majoritaire. On y rencontre également les minorités : les Baka, Bororos ainsi que des Haoussas et des Bamouns. Toutes ces ethnies vivent en relations harmonieuses.

3.3.4. Religion

Au plan religieux, le Christianisme est la principale religion pratiquée, suivi par l'Islam. La religion musulmane est particulièrement présente dans le village Koba. On note également l'existence de l'animisme.

3.3.3. Habitat

L'habitat est en général de type traditionnel. Les constructions sont faites en terre battue ou en planches, avec des toitures en tôles ou plus souvent en nattes de raphia. On y retrouve quelques maisons en matériaux définitifs. Les cases ont la forme rectangulaire.



Photo 6 : Habitat traditionnel

3.3.5. Activités Socio-économiques

3.3.5.1. Agriculture

C'est la principale activité économique de la population (environ 80% de la population active). On y pratique deux types de cultures : les cultures de rente (Café robuste, cacao, l'hévéa) et les cultures vivrières (manioc, maïs, arachides, haricots, piments, tomates, macabo, banane plantain, patates...)

L'agriculture vivrière est pratiquée avec des techniques et des outils rudimentaires sur de petites superficies variant entre 0,3 et 1ha. Les jachères sont pratiquées et leur durée moyenne est de deux ans. Les distances des habitations aux champs varient entre 500m et 7km. L'agriculture alentours des habitations est confrontée au phénomène de divagation des animaux domestiques qui détruisent les cultures. Les périodes de pointe dans les activités agricoles se situent entre Janvier et Mars et entre Juin et Août. Une partie des produits agricoles est utilisée pour l'autoconsommation et l'autre partie est commercialisée pour générer des revenus aux producteurs. Il s'agit en général d'une agriculture qui associe dans les mêmes champs des arbres fruitiers et des cultures vivrières.

Parmi les cultures de rente, le cacao est d'introduction récente. L'extension du verger cacaoyer est favorisée par le niveau élevé des prix aux producteurs, mais les agriculteurs se heurtent à la faible disponibilité du matériel végétal. En revanche, le caféier robuste est cultivé dans la zone depuis l'époque coloniale. Seulement, à la suite de la baisse drastique des prix du café des années 90, les planteurs l'ont pratiquement abandonné. Depuis, il tarde à renaître de ses cendres, étant donné les prix encore trop bas.

3.3.5.2. Elevage

Les espèces les plus importantes sont : les bovins (surtout à Koba), les ovins, les porcs et les caprins. Il s'agit d'un élevage extensif. Les bovins de Koba parcourent les pâturages du village à longueur de journée, surveillés par les bergers. Les éleveurs Bororos en majorité connaissent des problèmes agro-pastoraux du fait de la destruction des cultures par les bêtes. Les élevages de volailles, de porcs, d'ovins et de caprins, sont faits en divagation et les produits sont en général destinés à l'autoconsommation.

3.3.5.3. Pêche

Les activités de pêche sont périodiques (en saison sèche) et sont pratiquées dans le fleuve Doumé et dans d'autres cours d'eau et rivières de la Commune. Les espèces trouvées sont : le Tilapia appelées « Mbégou », le capitaine d'eau douce, les silures, « le poisson courant »,

le brochet, les crevettes et les crabes. Les techniques de pêche utilisées sont : le filet, l'hameçon, la nasse et les barrages dans les rivières et les marigots. Les pêcheurs sont les natifs des villages riverains. Depuis quelques années, les pêcheurs ont observé un appauvrissement des eaux en poissons et autres espèces aquatiques. Cet appauvrissement est causé par les mauvaises pratiques de la pêche (utilisation des produits toxiques déconseillés, le barrage, les filets non conformes...). Les produits de la pêche sont utilisés pour l'autoconsommation et la commercialisation.

3.3.5.4. Chasse

La chasse est pratiquée par quelques personnes dans tous les villages. Les espèces les plus chassées sont les petits gibiers. Ces espèces sont destinées à l'autoconsommation et la vente à l'état frais ou fumé. Il s'agit du lièvre, du porc-épic, du pangolin, des antilopes, de la biche, du rat, des singes, du varan, des hérissons, du chat tigre et des écureuils. Les techniques utilisées sont le piège au câble, la lance, la chasse au chien et l'arme à feu. Il n'existe pas de chasseurs étrangers.

3.3.5.5. Exploitation forestière et collecte des PFNL

Bien que les forêts aient été longuement exploitées (légalement ou de manière frauduleuse), la commune dispose encore d'un important couvert forestier. La commune de NGUELEBOK comprend trois Unités Forestières d'Aménagement (UFA) et fait partie de l'Association des Communes Forestières du Cameroun (ACFCAM). La commune a en projet de créer une forêt communale. Trois forêts communautaires sont en activité dans la commune. Il s'agit des forêts communautaires de DIMAKO II, de NGOULMEKONG et de Djassi. Les UFA sont présentées dans le tableau ci-après.

Tableau 3 : Les UFA de la commune de Nguélébok

UFA	Superficie (ha)	Concessionnaire
UFA 10059	44700	STBK (Société de transformation des Bois de la Kadey)
UFA 10060	54222	SCTB (Société Camerounaise de Transformation de Bois)
UFA 10057	57800	SFID (Société Forestière Industrielle de la Doumé)



PHOTO 7 : Vue partielle de la forêt de Nguélébok

Les PFNL sont récoltés ou ramassés dans les forêts par les femmes, les hommes et les enfants. Il s'agit des mangues sauvages (*Irvingia gabonensis*), du ndjansan (*Ricinodendron heudoleii*), des chenilles, du vin de palme, des lianes sauvages, champignons, escargots, miel, raphia et plusieurs espèces de plantes utilisées pour l'alimentation et la pharmacopée. Une partie de ces produits est commercialisée et procure des revenus aux populations.

3.3.5.6. Artisanat

L'artisanat est pratiqué dans presque tous les villages. Les objets fabriqués sont : le lit, la natte, le mortier, les paniers à partir du raphia et des lianes. Ces objets ont à la fois un usage domestique et commercial.

3.3.5.7. Commerce

La distribution des biens est pour l'essentiel informelle et concerne les boissons industrielles (bières, sucreries...) et quelques produits de première nécessité. Toutefois on note l'existence de 03 échoppes au centre ville. Il n'y a pas de magasin, pas de complexe commercial, pas de gare routière construite, pas d'abattoir et pas de pépinière communale. Les savons et le sucre sont des produits courants. Par contre le pain et l'huile de cuisson industrielle sont assez rares. Les femmes cuisent et vendent les beignets ; elles se ravitaillent en farine de blé et en levure au marché de Batouri.



PHOTO 8 : Une vue du hangar du marché abandonné de Nguélébok



Photo 9 : Une vue du marché de Bitam Yen

3.3.5.8. Transformation alimentaire

Ces transformations sont artisanales et ne concernent pour l'essentiel que le manioc, le maïs et le vin de palme. Le manioc est transformé en farine et en bâton de manioc et le vin de palme en boisson forte et incolore appelée : Haah ! On peut aussi citer l'extraction de l'huile de palme.

3.3.5.9. Transports

En dehors des grumiers et de quelques véhicules personnels, le principal moyen de transport dans la localité c'est la moto.

3.4. PRINCIPALES INFRASTRUCTURES PAR SECTEUR

3.4.1. Education de Base

On dénombre dans le primaire 19 écoles publiques, et 2 écoles maternelles. Bien qu'un effort d'amélioration soit sensible, le secteur est caractérisé par un manque criard des

infrastructures scolaires. Seule l'école publique de Nguélébok dispose de 6 salles de classe en dur dont 4 nécessitent la réhabilitation. 12 écoles publiques sont partiellement construites en dur, avec un nombre de salles de classe variant entre 1 pour l'école publique de Bello et 5 pour l'école publique de Dem 1. Dans cette dernière école, 3 salles de classe sont en ruine et doivent être réhabilitées. Les 8 autres structures de l'éducation de base n'ont aucun bâtiment en dur. La situation des infrastructures de l'éducation de base est donnée par le tableau suivant :

Tableau 4 : Les infrastructures de l'éducation de base

Village	Statut école	Effectifs élèves totaux			Nombre et équipement des salles de classe					Etat général des bâtiments		
		Fille	Garçon	Total	banco/seko/poto poto	planch e	semi-dur	dur	Table - bancs	bon	passable	mauvais
NGUELEBOK	PUB	90	92	182	0	0	0	6	68		X	
NGUELEBOK	EP	35	40	75	0	3	0	0	25		X	
NGUELEBOK	EM	30	35	65	0	2	0	0	65 chaises		X	
NGUELEBOK	CES	40	77	117	0	0	0	6	46	X		
KAMBA-MIERI	PUB	109	98	207	0	0	0	2	51			
BABETHO	PUB	64	58	122	0	3	0	0	25			X
DIMAKO 2	PUB	41	52	93	0	0	0	2	30			X
KOBA	PUB	84	130	214	0	2	0	2	40			X
MBENBYO	PUB	60	55	115	0	3	0	0	28			X
NGOUTOU	PUB	74	89	163	0	0	0	3	78			X
BITAM YEN	PUB	46	56	102	1	1	2	0	35		X	
NGUIKOASSIMA	PUB	74	88	162	0	2	0	0	35		X	
NGOULMEKONG	PUB	82	80	162	2	0	0	2	32		X	
NYAMTIMBI 1	PUB	75	109	184	0	3	0	2	55		X	
MELAMBO	PUB	68	66	134	0	3	0	2	56			X
BELLO	PUB	69	81	150	0	0	2	1	58			X
DJASSI	PUB	40	33	73	0	3	0	2	21			X
DEM I	PUB	167	158	325	0	0	0	5	21	X		
GODANGA	PUB	78	86	164	0	2	0	2	60			X
GOUNTE	PUB	202	206	408	0	5	0	2	104		X	
GOUNTE	EM	25	30	55	0	1	0	0	55 chaises		X	
GOUNTE	CES	16	33	49	0	0	0	2	30	X		
NDENGORO	EP	40	34	74	0	2	0	0	21			X

PUB : Ecoles publiques, EP : Ecoles des parents, EM : Ecoles maternelles



PHOTO 10: Vue du nouveau bâtiment de l'EP de Kamba Miéri

3.4.2. Enseignements Secondaires

Au niveau des enseignements secondaires, 02 établissements sont présents : le CES de Nguélébok et le CES de Gounté village. Le CES de Nguélébok dispose de 6 salles de classe en dur en bon état, tandis que le CES de Gounté village a 2 bâtiments, également en bon état (voir tableau suivant).

Tableau 5 : Les infrastructures des enseignements secondaires

Village	Statut école	Effectifs élèves totaux			Nombre et équipement des salles de classe					Etat général des bâtiments		
		Fille	Garçon	Total	banco/seko/poto poto	planch e	semi-dur	dur	Table - bancs	bon	passable	mauvais
NGUELEBOK	CES	40	77	117	0	0	0	6	46	X		
GOUNTE	CES	16	33	49	0	0	0	2	30	X		



PHOTO 11 : Une vue du CES de Nguélébok

3.4.3. Santé Publique

La commune de Nguélébok dispose de quatre CSI (Nguélébok, Djassi, Gounté village et Kamba Miéri. Seul le CSI de Kamba Miéri est construit.

Tableau 6 : Les infrastructures de santé

Village	Statut du centre	Infrastructure			
		Nombre de bâtiments	Etat		
			Bon	Passable	Mauvais
NGUELEBOK	CSI	1		x	
KAMBA-MIERI	CSI	1	x		
DJASSI	CSI	1	x		
GOUNTE	CSI	1			X



PHOTO 12 : Une vue du CSI de Kamba Miéri

3.4.4. Energie et Eau

Il existe un réseau électrique non fonctionnel (encore en cours d'exécution) à Nguélébok. Le réseau compte 20km de moyenne tension et 5Km de basse tension.

On dénombre 18 forages dont 9 sont à réhabiliter. Les puits également sont au nombre de 18 mais 8 sont abandonnés.

Quelques forages puits et sources aménagées existent (voir tableau suivant).

Tableau 7 : Les infrastructures hydrauliques

Village	Forages	Puits
NGUELEBOK	2	4
KAMBA-MIERI	3	2
DIMAKO 2	1	1
MZEMBELE	1	1
NOL	0	2
KOBA	1	2
MBENBYO	0	0
NGOUTOU	1	1
SANGOE	0	0
BABETO	1	0
LELO	1	1
KONGA	0	0
BITAM YEN	0	1
NGUIKOUASSIMA	1	0
NGOULMEKONG	0	1
GABALETTA	1	1
NYAMTIMBI 1	0	1
NYAMTIMBI 2	0	0
MELAMBO	0	1
BELLO	0	2
MELOUPO	0	0
DJASSI	1	1
DJAL	0	0
NYAM SAMBO	0	1
NDOUMBE	0	1
DEM I	1	1
MBOUFFOU	1	0

GODANGA	0	0
GONGA	0	0
GOUNTE	0	2
NDEMNAM	0	1
CARREFOUR GOUNTE	0	0
NDENGO	1	0
FONA	0	0



PHOTO 13 : Une vue de l'infrastructure hydraulique de Bitam Yen

3.4.5. Poste et Télé Communication

Les postes et télé communications accusent un grand retard avec l'absence des réseaux téléphoniques mobiles MTN et Orange sur toute l'aire communale. Cependant, on note la présence des antennes paraboliques.



PHOTO 14 : Vue d'une antenne parabolique à Nguélébok

3.4.6. Infrastructures sportives et culturelles

La commune manque d'espace de loisirs pour les jeunes. L'on remarque aussi la présence dans divers villages des espaces verts aménagés comme aires de jeux.

3.4.7. Routes

La commune de Nguélébok est desservie par divers axes routiers qui sont :

- ✓ Batouri–Nguélebok 45 Km, état passable ;
- ✓ Nguélebok - Nzembele Par Bitamyen-Sangoe-Konga-Ngoutou-Lelo-Nol-Dimako 2 (45 Km), état passable ;
- ✓ Nguélebok - Nyamsambo Par Ngoulemekong (10km), état passable ;
- ✓ Nguélebok - Kambamyeri Par Nguikouassima-Gabaleta (17 Km), état passable ;
- ✓ Nyamtibi 1 - Koba Par Kamba Myeri (19 Km), mauvais état ;

- ✓ Nyamtibi 1 - Ndengoro Par Melambo-Bello-Meloupo-Djassi-Djal-Ndoumbe-Dem 1-Mboufou-Godanga-Gonga-Gounte Village-Ndem Nam Gounte Carrefour (47 Km), mauvais état ;
- ✓ Nyamtibi 2 - Axe Nyamtibi 1 – Ndengoro (10km), mauvais état ;
- ✓ Gounte Carrefour – Fona (10km), mauvais état ;
- ✓ Babetho - Koba Par Bitamyen-Mbenmbyo (33km), état passable.

3.5. Principales potentialités et ressources de la Commune

Les données collectées sur commune de Nguélébok ont permis de relever qu'elle dispose de nombreuses potentialités et de multiples ressources susceptibles de faciliter son développement. Le tableau qui suit en donne les principales.

Tableau 8 : Potentialités et ressources de la commune

Atouts / potentialités	Ressources
<ul style="list-style-type: none"> - Existence des sites touristiques. - Existence des carrières de sable - Existence des carrières de pierres - Présence des mines d'or - Sol fertile - Une agriculture diversifiée avec un potentiel élevé pour l'extension des surfaces cultivées - Réseau hydrographique important et poissonneux - Abondants pâturages - Présence de la forêt - Présence des UFA - Climat favorable 	<ul style="list-style-type: none"> - Ressources humaines (l'Exécutif Communal et le Personnel Communal, le Conseil Municipal, les opérateurs économiques, les élites, les autorités administratives et traditionnelles...) - Ressources financières (la RFA, les impôts et taxes divers, les subventions, les dons et les legs, le BIP...) - Ressources naturelles : carrières de pierres, le pâturage, carrières de sable, les forêts, les cours d'eau... - Ressources relationnelles avec les partenaires au Développement (FEICOM, PNDP, les SDE...) - Le patrimoine communal (les infrastructures, les moyens de locomotion, ...)

4. SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC

4.1. Synthèse du DIC

4.1.1. Forces et Faiblesses de l'Institution Communale

La Commune de Nguélébok présente un certain nombre de forces et de faiblesses, en rapport avec les divers axes sur lesquels le diagnostic s'est appuyé. Ces forces et faiblesses sont relevées dans le tableau qui suit.

Tableau 9 : Forces et faiblesses de la Commune

Axes	Forces	Faiblesses
Gestion des Ressources Humaines	<ul style="list-style-type: none"> - Ressource humaine quantitativement disponible. - Existence d'un règlement intérieur effectif. - Existence d'une répartition formelle des tâches entre le Maire et ses Adjointes - Existence d'un cahier de charges qui est effectif. - Régularité des salaires. - Régularité de la tenue des réunions mensuelles du personnel. 	<ul style="list-style-type: none"> - Inexistence d'un profil de carrière au sein de la commune. - Non mise en œuvre de la répartition formelle des tâches au sein de l'Exécutif Communal. - Les recrutements au sein de la commune ne relèvent que du pouvoir discrétionnaire du Maire. - Discrimination dans le paiement des salaires du personnel temporaire. - Non application de l'organigramme type mis à disposition par la tutelle - Absence de formations et de séminaires de recyclage du personnel et des Conseillers Municipaux. - Non respect de l'équilibre genre dans la constitution du Conseil Municipal (3 femmes sur 22) - Présence irrégulière du Maire - Faibles capacités professionnelles du personnel communal. - Faibles capacités intrinsèques des Conseillers Municipaux. - Faible planification - Absence d'un mécanisme de suivi évaluation des activités de la commune - Faible maîtrise des ouvrages de développement (ouvrages abandonnés)
Gestion des Ressources Financières	<ul style="list-style-type: none"> - La présence d'un agent financier au sein de la commune - La présence d'un agent communal de développement. - Existence de la RFA 	<ul style="list-style-type: none"> - Les comptes administratifs des trois dernières années ne sont pas disponibles. - Absence d'activités génératrices de recettes propres à la Mairie - Pratique de la comptabilité manuelle (utilisation de l'additionneuse) - Incapacité de la commune à faire le recouvrement des taxes. - Budget presque entièrement alloué au fonctionnement - Faible traçabilité et impact de la RFA - Difficultés dans la maîtrise des circuits d'exécution des budgets transférés - Faible taux de réalisation du budget - Faiblesse des investissements (moins de 5%)
Gestion du Patrimoine Communal	<ul style="list-style-type: none"> - Bâtiment propre à la commune - Existence des hangars de marché - Existence du foyer municipal 	<ul style="list-style-type: none"> - Absence du matériel roulant - Matériel roulant en panne (benne, pick up) - Mauvaise gestion des véhicules et des bâtiments communaux (abandon, délabrement...) - Faible valorisation du patrimoine existant - Absence d'un patrimoine foncier - Absence de traçabilité au niveau de certains coûts (valeurs d'acquisition du patrimoine communal) - Absence d'initiatives génératrices de devises - Faible valorisation du potentiel touristique existant - Faible organisation de l'exploitation des ressources naturelles de la commune (sable, pierres...) - Occupation anarchique de l'espace urbain communal - Absence de lotissement de la commune
Gestion des Relations	<ul style="list-style-type: none"> - La présence des services déconcentrés de l'Etat dans la commune. - Bonne entente avec la tutelle. - Membre de CVUC - Membre l'ACFCAM. - Présence de nombreux GIC et Associations - Possibilités de coopération décentralisée 	<ul style="list-style-type: none"> - Faiblesse des relations avec Services Déconcentrés de l'Etat (SDE) - Manque de collaboration entre les Conseillers et les populations (faible appréciation des besoins des populations) - Absence d'un cadre d'échanges et de concertation entre la Commune et les autres parties prenantes au développement local. - Faible appropriation des activités de la commune par le personnel communal - Absence de coopération décentralisée. - Faiblesse des ressources de la Commune (financières et humaines) - Absence de fédération des acteurs de la Société Civile

4.1.2. Axes de renforcement de la Commune

Sur la base des forces et faiblesses identifiées, les actions de renforcement ont été élaborées et sont présentées dans le tableau suivant :

Tableau 10 : Axes de renforcement de la Commune

Axes	Actions de renforcement
Gestion des Ressources Humaines	<ol style="list-style-type: none"> 1. Elaboration et mise en œuvre d'un plan de recrutement du personnel sur la base des profils définis 2. Organisation des séminaires de renforcement des capacités de l'Exécutif Communal, du personnel communal et du Conseil Municipal sur les thématiques suivantes : <ol style="list-style-type: none"> (i) L'organisation du travail dans l'Institution, (ii) La gestion des ressources de l'Institution y compris le patrimoine communal (iii) Les performances de l'Institution (iv) La négociation et la gestion du partenariat (v) Le leadership et les ressources humaines (vi) Le rôle des Conseillers Municipaux dans le fonctionnement de l'Institution Communale (vii) La gestion financière (viii) La gestion des conflits (ix) Etat civil (x) La gestion de la documentation et l'archivage (xi) Mise en place et gestion d'un plan de communication (xii) Mécanisme de suivi-évaluation des formations reçues 3. Organisation des recyclages périodiques pour les employés 4. Instauration d'un plan de gestion des carrières des agents temporaires 5. Prise en charge financière des congés des agents 6. Création d'un organe d'information de la commune (journal) 7. Accélération de la prise en charge financière des avancements des agents 8. Mise en œuvre de l'organigramme type produit par le MINADT 9. Tenue régulière du dossier du personnel 10. Redynamisation des commissions techniques
Gestion des Ressources Financières	<ol style="list-style-type: none"> 1. Augmentation des recettes de la Commune d'au moins 50%, avec comme principaux leviers <ol style="list-style-type: none"> (i) La mise en place d'une commission de recouvrement des taxes (ii) La promotion de la bonne gouvernance/éthique auprès des agents communaux et des membres de la commission de recouvrement (iii) Mise à jour des sommiers et fichiers des contribuables (iv) L'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de recouvrement des créances et taxes (v) Le développement des investissements économiquement rentables (Création d'une forêt communale, création d'un cercle municipal, création des auberges...) (vi) L'allègement de la pression fiscale et l'élargissement de l'assiette (vii) La mise en œuvre d'une campagne de communication sur les divers impôts et les modalités de paiement 2. Le respect de la procédure de décaissement et d'encaissement 3. L'amélioration de la forme et de la tenue des écritures comptables
Gestion du Patrimoine Communal	<ol style="list-style-type: none"> 1. Amélioration de la valeur et de la gestion du patrimoine en mettant l'accent sur : <ol style="list-style-type: none"> (i) L'élaboration et la mise en œuvre d'un document de procédures de gestion du patrimoine (ii) La création et la sécurisation du patrimoine foncier (iii) L'entretien du patrimoine communal (Bâtiments, matériel roulant...) (iv) La construction de l'Hôtel de ville de Nguélébok (v) L'acquisition du nouveau matériel roulant 2. La construction d'un hôtel de ville
Gestion des Relations	<ol style="list-style-type: none"> 1. Intensification du réseau de relations avec les partenaires au développement, les bailleurs de fonds nationaux et internationaux, investisseurs privés nationaux et internationaux, les ONG et les communes au Cameroun et à l'étranger (coopération décentralisée). 2. Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie de collaboration de la Mairie avec les SDE (Services Déconcentrés de l'Etat) ainsi qu'avec la Sous-préfecture. 3. Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie de concertation entre la Mairie et les opérateurs économiques, les Chefs Traditionnels, les leaders religieux et les acteurs de la Société Civile (GIC, associations...).

4.2. Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur (à l'échelle communale)

La synthèse et la reformulation des problèmes par secteur ont été faites dans le cadre du tableau ci-après.

Tableau 11 : Problèmes et besoins reformulés à l'échelle communale par secteur

SECTEUR	PROBLEMES FORMULES	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	BESOINS
Santé	Difficultés d'accès aux soins de santé de bonne qualité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Insuffisance du personnel soignant qualifié ▪ Faible couverture sanitaire (éloignement de certains CSI) ▪ Absence de couveuses dans les CSI ▪ Existence des CSI non construits ▪ Déficit d'éducation sanitaire des populations ▪ Faible valorisation des vertus de la pharmacopée traditionnelle ▪ Stigmatisation des personnes vivant avec le VIH/SIDA ▪ Exposition à l'insécurité des CSI ▪ Faible promotion des reboisements et de l'hygiène 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faible fréquentation ▪ Faible qualité des soins ▪ Taux élevé de morbidité ▪ Faible capacité d'accueil ▪ Eloignement des services de santé ▪ Mortalité élevée des bébés prématurés ▪ Cadre impropre aux prestations de santé ▪ Faible productivité des populations ▪ Méconnaissance du statut sérologique ▪ Risques de vols ▪ Absence d'arbres 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcer l'effectif et la qualité des personnels de santé ; ▪ Améliorer l'offre des soins de santé ▪ Améliorer le cadre socio environnemental des structures sanitaires ▪ Sécuriser les 4 CSI de la commune: ▪ Organiser des journées annuelles de sensibilisation et d'éducation sanitaire

SECTEUR	PROBLEMES FORMULES	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	BESOINS
Education de base	Difficultés d'accès à l'éducation de base de qualité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Insuffisance du personnel enseignant qualifié, ▪ Conditions de travail peu favorables pour le personnel administratif et les enseignants ▪ Conditions d'hébergement peu favorables pour les enseignants ▪ Insuffisance des salles de classe ▪ Non scolarisation des enfants d'âge pré scolaire ▪ Bâtiments et salles de classe dégradées ▪ Faible niveau d'équipement des salles de classe ▪ Absence des espaces pour les activités sportives et d'éducation physique ▪ Insuffisance/absence de latrines, de points d'eau potable et de bacs à ordures dans les écoles ▪ Faible motivation des parents pour l'éducation des enfants ▪ Environnement sans ombrages et sites non sécurisés 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Un enseignant tient plusieurs classes ▪ Recours aux maîtres des parents ▪ Echecs scolaires ▪ Faible tenue des documents administratifs ▪ Difficultés des enseignants à vivre avec leurs familles sur place ▪ Début tardif de la scolarisation ▪ Cadre impropre à recevoir les élèves ▪ Exposition des élèves et des maîtres aux intempéries ▪ Sports et exercices physiques limités ▪ Défécation dans la nature ▪ Consommation des eaux de qualité douteuse ▪ Eparpillement des déchets ▪ Nombre élevé de déperditions scolaires ▪ Risques élevés de délinquance juvénile et de prostitution ▪ Absence d'ombrage dans les cours scolaires ▪ Vandalisme sur les installations scolaires 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Augmenter l'effectif du personnel enseignant qualifié dans les établissements scolaires de la commune ▪ Construire et équiper les infrastructures scolaires du secteur de l'éducation de base ▪ Construire et équiper de nouvelles écoles ▪ Réfectionner les bâtiments en état de dégradation dans les écoles publiques ▪ Aménager une aire de jeux dans chaque école de la commune ▪ Augmenter les tables bancs dans les écoles de la commune ▪ Organiser une journée d'excellence ▪ Intensifier les causeries éducatives avec les communautés sur le bien fondé de l'éducation scolaire ▪ Installer des bacs à ordures dans chaque établissement de l'Education de base

SECTEUR	PROBLEMES FORMULES	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	BESOINS
Enseignements secondaires	Difficultés d'accès aux enseignements secondaires de qualité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Insuffisance du personnel enseignant qualifié ▪ Conditions d'hébergement peu favorables pour les enseignants ▪ Nombre de salles de classe insuffisant ▪ Nombre de tables-bancs insuffisant ▪ Absence d'un établissement d'enseignement technique ▪ Absence d'un lycée d'enseignement général ▪ Absence d'un CES à Dem 1 ▪ Faiblesse des activités d'éducation physique et sportive ▪ Insuffisance de latrines, absence des bacs à ordures et des points d'eau potable dans les établissements ▪ Faible intérêt des parents pour l'éducation des enfants ▪ Faible émulation des enfants dans l'éducation scolaire 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Recours aux professeurs des parents et aux vacataires ▪ Faible niveau scolaire des élèves ▪ Echecs scolaires ▪ Instabilité des enseignants ▪ Absence des ressources humaines dans les domaines techniques ▪ Séparation précoce des enfants et des parents après le BEPC ou après le CEP ▪ Augmentation des déperditions scolaires ▪ Vandalisme sur les installations scolaires ▪ Sports et exercices physiques limités ▪ Défécation dans la nature ▪ Consommation des eaux de qualité douteuse ▪ Eparpillement des déchets ▪ Risques élevés de délinquance juvénile et de prostitution 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Augmenter l'effectif du personnel enseignant qualifié dans les 2 établissements du MINESEC ▪ Construire et équiper des infrastructures scolaires du secteur des enseignements secondaires ▪ Créer, construire et équiper de nouveaux établissements secondaires ▪ Sécuriser et reboiser les sites scolaires des 2 établissements secondaires de la commune (bornage, clôture, reboisement...) ▪ Aménager une aire de jeux dans chaque établissement (2 CES) ▪ Organiser une journée d'excellence par an pour les 2 établissements du MINESEC ▪ Intensifier les causeries éducatives avec les communautés sur le bien fondé de l'éducation scolaire ▪ Transformer le CES de Nguélébok en Lycée d'enseignement général

SECTEUR	PROBLEMES FORMULES	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	BESOINS
Enseignement supérieur	Difficultés d'accès à l'enseignement supérieur	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pauvreté des parents ▪ Faible émulation de certains jeunes pour la formation universitaire ▪ Eloignement des universités d'Etat 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Abandon après l'obtention du baccalauréat ▪ Risques de délinquance juvénile et de prostitution 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faire un plaidoyer pour la création, la construction et l'équipement d'une université d'Etat à Bertoua ▪ Organiser une journée d'excellence par an pour les élèves des classes de terminale et les étudiants ressortissants de la commune

SECTEUR	PROBLEMES FORMULES	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	BESOINS
Agriculture	Faibles productions agricoles	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Encadrement insuffisant des producteurs ▪ Faible capacité organisationnelle et financière des producteurs ▪ Equipements agricoles rudimentaires ▪ Faible qualité des semences (manioc et maïs, café, cacao...) et non disponibilité des autres intrants agricoles ▪ Faible utilisation des engrais chimiques et organiques ▪ Importantes pertes après récoltes ▪ Dégradation des sols par les feux de brousse ▪ Divagation des bêtes domestiques ▪ Prix bas et instables du café 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ignorance des itinéraires techniques ▪ Faibles rendements ▪ Faible revenu ▪ Absence d'achats et de ventes groupés ▪ Travaux champêtres pénibles ▪ Baisse de fertilité ▪ Incendie des champs ▪ Destruction du couvert végétal 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Créer, construire et équiper les infrastructures de promotion agricole ▪ Promouvoir les techniques agricoles modernes et durables ▪ Sensibiliser les agriculteurs pour la création des organisations de producteurs et des GIC ▪ Sensibiliser les populations de l'aire communale sur le respect de la législation en matière de feux de brousse ▪ Organiser les campagnes de sensibilisation des populations sur le contrôle des animaux domestiques ▪ Organiser les mini comices agro pastoraux ▪ Appuyer la diversification des activités agricoles et accorder des soutiens matériels aux agriculteurs

SECTEUR	PROBLEMES FORMULES	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	BESOINS
Travaux publics	Mauvais état des routes et des ouvrages de franchissement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Entretien insuffisant des routes 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mauvais état des routes ▪ Circulation difficile des personnes et des marchandises ▪ Pertes des produits agricoles ▪ Coût élevé du transport et des produits de première nécessité 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Entretien annuel des tronçons de routes principales desservant les villages et réhabiliter des ouvrages de franchissement

SECTEUR	PROBLEMES FORMULES	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	BESOINS
Poste et télécommunications	Difficultés d'accès aux réseaux de télécommunication et aux NTIC	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Absence d'antennes relais ▪ Absence d'un télé centre communautaire à Nguélébok 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Black out communicationnel ▪ Perte d'opportunités 	<ul style="list-style-type: none"> • Couvrir au moins 50% de l'aire communale en réseaux téléphoniques et de NTIC ▪ Construire et équiper un télé centre communautaire à Nguélébok

SECTEUR	PROBLEMES FORMULES	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	BESOINS
Transports	Difficultés de circulation des personnes et des biens	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Absence d'une gare routière à Nguélébok ▪ Non respect de la réglementation en matière de transport ▪ Faible encadrement du secteur des transports 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Inconfort des usagers et des transporteurs ▪ Etat défectueux des véhicules et engins utilisés par les transporteurs ▪ Surcharge des engins de transport ▪ Moto taximen sans permis de conduire et autres documents exigibles (carte grise, assurance, etc.) ▪ Accidents de circulation fréquents ▪ Non disponibilité des données sur le secteur 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Construire et équiper 1 gare routière à Nguélébok ▪ Organiser des journées annuelles de promotion des bonnes pratiques dans l'exercice du métier de transporteur ▪ Mettre à jour le fichier des transporteurs dans la commune

SECTEUR	PROBLEMES FORMULES	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	BESOINS
Environnement et protection de la nature	Environnement insalubre et dégradé	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Insalubrité publique (ordures, toilettes publiques et privées, marchés) ▪ Absence de matériel végétal pour des actions de promotion de l'environnement ▪ Feux de brousse récurrents et incontrôlés ▪ Mauvaise gestion des ressources naturelles 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Environnement envahi par les ordures et les déchets plastiques ▪ Inconfort des populations ▪ Présence des maladies diverses (maladies liées au péril fécal...) ▪ Dégradation du couvert végétal ▪ Destruction de l'activité biologique des sols ▪ Réduction de la fertilité 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sensibiliser les populations sur la protection et la promotion de l'environnement ▪ Elaborer et mettre en œuvre des documents stratégiques pour la protection et la promotion de l'environnement ▪ Construire 1 bloc de trois toilettes publiques au marché de Nguélébok et assurer leur propreté

SECTEUR	PROBLEMES FORMULES	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	BESOINS
Emploi et formation professionnelle	Difficultés d'accès à l'emploi et la formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Absence d'une SAR/SM à Nguélébok ▪ Absence des données sur les opportunités d'emploi ▪ Accès difficile au crédit pour la création des AGR et des PME 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Absence des capacités professionnelles ▪ Aggravation du chômage et de la pauvreté ▪ Blocage des initiatives d'AGR et de PME 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Créer, construire et équiper des infrastructures de promotion de l'emploi et de la formation professionnelle ▪ Créer un fonds de micro crédits pour soutenir l'esprit d'entreprise chez les jeunes formés

SECTEUR	PROBLEMES FORMULES	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	BESOINS
Recherche scientifique et innovations	Difficultés d'accès aux résultats de la recherche scientifique	<ul style="list-style-type: none"> Faible vulgarisation des résultats de recherche 	<ul style="list-style-type: none"> Ignorance des innovations par les producteurs 	<ul style="list-style-type: none"> Diffuser les résultats de la recherche scientifique sur tout l'espace communal

SECTEUR	PROBLEMES FORMULES	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	BESOINS
Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	Faible développement des PME, de l'économie sociale et de l'artisanat	<ul style="list-style-type: none"> Faible esprit et capacité entrepreneuriales Actions isolés des jeunes sans expérience Faible attraction des jeunes pour les activités de production (agriculture, élevage...) 	<ul style="list-style-type: none"> Taux de désœuvrement élevé Faible pouvoir économique des populations Risques aggravés de délinquance juvénile 	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre des actions favorisant l'émergence des PME Vulgariser les textes en vigueur sur la création des PME

SECTEUR	PROBLEMES FORMULES	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	BESOINS
Commerce	Difficultés d'accès aux produits de première nécessité et d'écoulement des produits agro pastoraux	<ul style="list-style-type: none"> Faible niveau d'organisation des producteurs Marchés de Nguélébok non construit Difficulté à grouper et à stocker les productions des agriculteurs 	<ul style="list-style-type: none"> Forte spéculation sur les prix des produits Aggravation des pertes post récolte Ventes individuelles Pertes de revenu 	<ul style="list-style-type: none"> Appuyer les GIC, OP et associations de producteurs dans les échanges commerciaux groupés Construire et équiper des infrastructures marchandes

SECTEUR	PROBLEMES FORMULES	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	BESOINS
Energie et Eau	Difficultés d'accès à l'énergie électrique	<ul style="list-style-type: none"> Absence du réseau AES- SONEL Faible exploitation des sources d'énergie renouvelables Absence d'une station service 	<ul style="list-style-type: none"> Utilisation de la lampe tempête Difficultés d'apprentissage des leçons par les élèves Dépendance exclusive de l'énergie fossile Rareté du carburant Prix élevé du carburant 	<ul style="list-style-type: none"> Achever les extensions électriques en cours Faire l'électrification décentralisée des autres villages de la commune Vulgariser les énergies renouvelables Construire une station service à Nguélébok
	Difficultés d'accès à l'eau potable	<ul style="list-style-type: none"> Absence de points d'eau potable dans certains villages 	<ul style="list-style-type: none"> Consommation des eaux impropres Présence des maladies liées à la consommation de l'eau sale telles que la fièvre typhoïde 	<ul style="list-style-type: none"> Construire de nouvelles infrastructures hydrauliques Réhabiliter les forages et les puits non fonctionnels

SECTEUR	PROBLEMES FORMULES	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	BESOINS
Élevage, pêches et industries animales	Difficultés de développement des productions animales	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Encadrement insuffisant des éleveurs et pisciculteurs ▪ Faible capacité organisationnelle et financière des éleveurs et des pêcheurs ▪ Coût élevé des vaccins ▪ Races locales peu productives ▪ Difficultés de commercialisation du bétail ▪ Utilisation des pesticides pour faire la pêche 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faible production ▪ Faible revenu ▪ Pauvreté ▪ Non vaccination des animaux ▪ Perte de croissance des animaux ▪ Infection des animaux ▪ Conditions hygiéniques d'abattage non remplies ▪ Risques de destruction des ressources halieutiques ▪ Contamination de la chaîne alimentaire 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Augmenter l'effectif du personnel technique qualifié ▪ Créer, construire et équiper les infrastructures de promotion de l'élevage ▪ Promouvoir la création des GIC d'éleveurs ▪ Sensibiliser les populations sur la diversification des activités pastorales ▪ Equiper les encadreurs zootechniques en moyens de locomotion (5 motos tout terrain) ▪ Organiser des campagnes de sensibilisation des pêcheurs sur les méfaits de la pêche par empoisonnement aux pesticides ▪ Organiser les pêcheurs en GIC et renforcer leurs capacités techniques et les équipements de pêche

SECTEUR	PROBLEMES FORMULES	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	BESOINS
Développement urbain et habitat	Difficultés d'accès à un habitat décent	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Coût élevé des matériaux de construction ▪ Faible capacité financière des populations ▪ Absence d'un plan d'urbanisme ▪ Equipements et infrastructures d'assainissement insuffisants ▪ Entretien irrégulier de la voirie municipale 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dévolu des populations sur les matériaux provisoires ▪ Constructions anarchiques ▪ Défécation dans la nature ▪ Pollution de l'environnement ▪ Dissémination des germes pathogènes ▪ Risques élevés d'infections et d'épidémies ▪ Mauvais état des routes ▪ Inconfort des populations 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Promouvoir l'utilisation des matériaux locaux de construction pour 30% des habitations ▪ Elaborer et mettre en œuvre un plan sommaire d'urbanisme communal ▪ Créer et entretenir annuellement la voirie municipale ▪ Promouvoir la sylviculture urbaine par la plantation de 1000 arbres dans la ville communale de Nguélébok ▪ Organiser des campagnes de sensibilisation des populations sur l'habitat décent ▪ Négocier un protocole de partenariat avec le MINDUH pour le développement de la ville de Nguélébok

SECTEUR	PROBLEMES FORMULES	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	BESOINS
Domaines et affaires foncières	Faible sécurisation de la propriété foncière	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Absence de titres fonciers pour les propriétés privées et publiques ▪ Faible niveau de sensibilisation des populations sur la sécurité foncière et les procédures y relatives ▪ Dépenses excessives dans la procédure d'immatriculation des terrains ▪ Exploitation des mêmes terres par les agriculteurs et les éleveurs 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Terrains valorisés mais non immatriculés ▪ Perte de motivation des populations ▪ Conflits entre les agriculteurs et les éleveurs 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Organiser des journées de vulgarisation des procédures relatives aux affaires domaniales et foncières ▪ Faire un plaidoyer contre le poids des tracasseries administratives et de la corruption dans la procédure d'immatriculation foncière ▪ Organiser des campagnes annuelles d'immatriculation collective des propriétés foncières ▪ Elaborer et mettre en œuvre un plan de zonage ▪ Réaliser un lotissement communal

SECTEUR	PROBLEMES FORMULES	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	BESOINS
Forêts et Faune	Dégradation avancée des ressources forestières et fauniques	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Exploitation abusives des forêts ▪ Braconnage ▪ Faibles performances des forêts communautaires ▪ Absence d'initiative des collectivités ▪ Feux de brousse récurrents et non contrôlés ▪ Non construction du poste Forestier 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Perte de la biodiversité (faune et flore) ▪ Faible impact socio-économique de la RFA ▪ Absence de reboisement ▪ Destruction du couvert végétal ▪ Déstabilisation et appauvrissement des sols ▪ Environnement de travail peu favorable 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réduire de 50% l'exploitation frauduleuse du bois, des ressources fauniques et halieutiques ▪ Mettre en œuvre des actions de promotion de la forêt et de la faune ▪ Améliorer la gestion et les équipements des forêts communautaires ▪ Améliorer la gestion de la RFA (Redevance Forestière Annuelle) communale et communautaire

SECTEUR	PROBLEMES FORMULES	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	BESOINS
Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	Insécurité grandissante et affaiblissement du pouvoir traditionnel	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faiblesse des effectifs des forces du maintien de l'ordre ▪ Absence des moyens de locomotion à la brigade de gendarmerie ▪ Présence importante de jeunes désœuvrés enclins à la délinquance dans le village 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Agressions ▪ Atmosphère de peur au sein des populations ▪ Vols 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Augmenter les effectifs des personnels à l'Administration Territoriale et au Maintien de l'Ordre ▪ Construire et équiper les infrastructures de l'Administration Territoriale et du Maintien de l'Ordre ▪ Réhabiliter le pouvoir des Chefs traditionnels

SECTEUR	PROBLEMES FORMULES	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	BESOINS
Affaires sociales	Insuffisance d'encadrement psycho-social et économique des personnes vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sous information des personnes vulnérables ▪ Modicité des crédits d'aide et de secours ▪ Absence de formation professionnelle ▪ Faible encadrement des personnes vulnérables ▪ Faible structuration des personnes vulnérables ▪ Inexistence d'un fichier des personnes vulnérables à la commune ▪ Difficultés d'accès aux édifices publics (absence des rampes) ▪ Non établissement des actes de naissance ▪ Faible scolarisation des Bakas 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Difficultés d'accès à l'assistance sociale ▪ Difficulté d'insertion socioéconomique ▪ Prise en charge limitée des personnes vulnérables ▪ Faible visibilité des personnes vulnérables et de leurs besoins ▪ Chômage ▪ Tendance à la mendicité ▪ Sentiment de marginalisation ▪ Existence de nombreux enfants sans actes de naissance et non scolarisés 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Construire et équiper des infrastructures d'encadrement des personnes vulnérables (Action intercommunale) ▪ Organiser une journée annuelle de sensibilisation des populations sur l'importance des actes d'état civil et les procédures de leur obtention ▪ Soutenir les personnes vulnérables

SECTEUR	PROBLEMES FORMULES	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	BESOINS
Jeunesse	Difficultés d'épanouissement et d'insertion socio économique des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Analphabétisme de certains jeunes ▪ Faible capacité entrepreneuriale ▪ Chômage des jeunes ▪ Manque de capital pour la création des AGR ou des PME ▪ Faible encadrement des jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Désœuvrement et oisiveté ▪ Pauvreté ▪ Délinquance juvénile ▪ Propagation du VIH/SIDA 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Créer, construire et équiper 1 centre multifonctionnel polyvalent de promotion des jeunes CMFPJ à Nguélébok ▪ Elaborer et mettre en œuvre un programme d'insertion socio économique des jeunes ▪ Equiper le Bureau Communal du Conseil National de la Jeunesse

SECTEUR	PROBLEMES FORMULES	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	BESOINS
Promotion de la femme et de la famille	Faibles épanouissement et implication de la femme et de la jeune fille dans les actions de développement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faible représentativité et participation de la femme dans les décisions du développement ▪ Sous scolarisation de la jeune fille ▪ Faible pouvoir économique de la femme ▪ Existence de nombreuses unions libres ▪ Ignorance des droits de la famille ▪ Pesanteurs socio- culturelles ▪ Mariages précoces et forcés ▪ Surcharge des travaux ménagers 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Non prise en compte des intérêts des femmes ▪ Analphabétisme poussé ▪ Unions sans statut juridique ▪ Cadre familial instable ▪ Femmes considérées comme inférieures à l'homme ▪ Mariages instables 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sensibiliser les populations sur la nécessité de la promotion de la femme et de la famille ▪ Créer, construire et équiper des infrastructures de promotion socio économique de la femme et de la famille ▪ Appuyer l'organisation des mariages collectifs ▪ Vulgariser les technologies appropriées aux activités des femmes ▪ Soutenir les GIC des femmes dans chacun des 34 villages en inputs et matériels agricoles

SECTEUR	PROBLEMES FORMULES	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	BESOINS
Sports et éducation physique	Faible développement des sports et de l'éducation physique	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Insuffisance d'infrastructures sportives ▪ Insuffisance d'enseignants d'éducation physique dans les établissements scolaires ▪ Faible encadrement des activités sportives des femmes ▪ Oisiveté des jeunes en vacances 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faible développement des disciplines sportives et des loisirs ▪ Faible encadrement des activités sportives et physiques ▪ Faible épanouissement des femmes et des filles ▪ Risques de VIH/SIDA et d'autres maladies sexuellement transmissibles ▪ Risques de grossesses précoces non désirées 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Créer et construire des infrastructures de sport et de l'éducation physique ▪ Organiser des activités sportives et d'éducation physique ▪ Affecter un enseignant d'EPS dans chaque établissement secondaire de la commune et 3 à l'Inspection d'Arrondissement pour le MINEDUB

SECTEUR	PROBLEMES FORMULES	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	BESOINS
Tourisme	Difficultés de développement du tourisme	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faible capacité d'accueil (hôtels, auberges...) ▪ Faible promotion des activités touristiques dans la commune ▪ Faible accessibilité des sites touristiques ▪ Absence d'un outil de marketing du tourisme ▪ Absence d'espace de loisir 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Non attraction des touristes ▪ Faible activité touristique ▪ Faible promotion des valeurs touristiques 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Organiser des activités de promotion du tourisme ▪ Aménager et désenclaver les sites à valeur touristique ▪ Créer des exemples structurants de développement touristique ▪ Mettre sur pied un Guide communal de tourisme et en faire la diffusion ▪ Créer et construire un office de tourisme ▪ Accorder des appuis aux opérateurs du secteur du tourisme (Hôtels, auberges...)

SECTEUR	PROBLEMES FORMULES	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	BESOINS
Culture	Difficultés de promotion et de valorisation de la culture	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Conflits de générations et pertes de valeurs culturelles ▪ Faible promotion des initiatives culturelles ▪ Insuffisance d'infrastructures socioculturelles 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Déracinement culturel des jeunes ▪ Faible visibilité des activités culturelles ▪ Faible contribution de la culture à l'économie des familles et de la commune ▪ Manque de cadre d'expression culturelle 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre en place des plates formes de dialogue inter générationnel dans tous les villages ▪ Organiser des journées culturelles annuelles ▪ Construire et équiper un foyer culturel dans chacun des villages de la commune

SECTEUR	PROBLEMES FORMULES	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	BESOINS
Industries, Mines et développement Technologique	Difficultés de développement des industries, de la technologie et du secteur minier	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Enclavement des sites de carrières ▪ Absence d'un répertoire des carrières ▪ Non respect des dispositions légales en matière d'exploitation des produits de carrière ▪ Méconnaissance du potentiel minier de la commune 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faible valorisation des carrières et de leurs produits ▪ Faible visibilité des activités d'exploitation des produits de carrière ▪ Faible contribution aux recettes de la commune 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre en œuvre des activités de valorisation du potentiel en produits de carrières et miniers de la commune ▪ Organiser des journées technologiques communales annuelles ▪ Appuyer la création d'une forêt communale et des forêts communautaires dans 7 villages

SECTEUR	PROBLEMES FORMULES	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	BESOINS
Travail et sécurité sociale	Difficultés d'accès à la sécurité sociale	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Non affiliation à une structure de sécurité sociale ▪ Insuffisance des structures d'assurances fiables 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Exposition aux maladies et aux risques de toutes sortes ▪ Non couverture des ruraux, des bayam sellam... 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Organiser des journées annuelles de sensibilisation des populations sur les opportunités de sécurité sociale fiables ▪ Faire un plaidoyer pour l'adoption du projet de loi sur la sécurité sociale

SECTEUR	PROBLEMES FORMULES	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	BESOINS
Communication	Difficultés de communication	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Difficultés à recevoir les ondes de la radio ou de la télévision 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Manque d'information de la population ▪ Fortes dépenses pour les antennes extérieures (antennes paraboliques) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Créer une radio communautaire par la commune ▪ Créer un journal communal

5. PLANIFICATION STRATEGIQUE

5.1. Vision et objectifs du PCD

La vision du PCD de Nguélébok est de promouvoir le développement économique et social de la commune, de donner un coup de fouet à la croissance et à la création d'emplois et ainsi de lutter contre la pauvreté qui frappe une bonne frange de la population de l'aire communale. La réalisation de cette vision cohérente avec le DSCE, passe par la mise en œuvre et le suivi évaluation d'actions pertinentes de développement qui résultent de l'identification et de l'analyse des problèmes des populations à la base, dans le cadre du processus participatif d'élaboration du Plan Communal de Développement. Pour ce faire, le PCD s'appuie sur plusieurs leviers, dont entre autres :

- la facilitation du développement économique du territoire communal,
- l'amélioration de l'accès des populations aux infrastructures sociales de base à savoir l'eau potable, l'électrification rurale, les soins de santé ainsi que l'enseignement de base et secondaire,
- l'amélioration des infrastructures routières sur l'ensemble du territoire de la commune,
- la protection de l'environnement et la gestion durable des sols,
- la gestion et la maintenance des ouvrages de développement en vue d'assurer leur pérennité...

5.2. Cadre logique par secteur

Tableau 12 : Cadre logique par secteur

Secteur 1. Santé publique				
Problème : Difficultés d'accès aux soins de santé de qualité				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Les populations de toutes les régions du Cameroun jouissent d'une bonne santé favorable à leur contribution aux efforts de croissance	<ul style="list-style-type: none"> - Proportion de districts de santé consolidés ; - Ratio professionnel de santé/population (au moins 1,5 pour 1000 habitants) ; - Proportion de la population desservie par une formation sanitaire fonctionnelle située à une heure de marche (une formation sanitaire à une heure de marche pour au moins 70% de la population) ; - Dépense publique de santé par habitant. 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Faciliter l'accès des populations aux soins de santé de qualité dans la Commune de Nguélébok	<ul style="list-style-type: none"> - Proportion de la population desservie par une formation sanitaire fonctionnelle située à une heure de marche - Dépense publique de santé par habitant. 	Enquête ménages, rapports d'activités sectoriels		
Objectifs spécifiques : 1) Renforcer l'effectif et la qualité des personnels de santé ; 2) Améliorer l'offre des soins de santé 3) Améliorer le cadre socio environnemental des structures sanitaires 4) Sécuriser les 4 CSI de la commune: 5) Organiser des journées annuelles de sensibilisation et d'éducation sanitaire	<ol style="list-style-type: none"> 1) Nombre de personnels de santé affectés ; 2) Nombre de CSI construits et équipés ; 3) Nombre de points d'eau, de latrines construites dans les formations sanitaires 4) Nombre de CSI sécurisés 5) Nombre de journées organisées 	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Résultats attendus : 1) Effectif et qualité des personnels de santé renforcés; 2) Offre des soins de santé améliorée 3) Cadre socio environnemental des structures sanitaires amélioré 4) 4 CSI de la commune sécurisés 5) Journées annuelles de sensibilisation et d'éducation sanitaire organisées	<ol style="list-style-type: none"> 1) Nombre de personnels de santé affectés ; 2) Nombre de CSI construits et équipés ; 3) Nombre de points d'eau, de latrines construites dans les formations sanitaires 4) Nombre de CSI sécurisés 5) Nombre de journées organisées 			
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Affectation de 8 personnels de santé pour les CSI de Nguélébok (CSI Nguélébok = 1 IDE et 1 IB, CSI de Djassi = 1 IDE, 1 IB, CSI Gounté Village = 1 IDE et 1 IB, CSI de Kamba Miéri = 1 IDE, 1 IB; 1.2. Recyclage des personnels de santé 1.3. Recyclage et équipement en vélos tout terrain des 68 relais communautaires de santé dont 2 dans chaque village : Nguélébok, Kamba-Mieri, Dimako 2, Mzembele, Nol, Koba, Mbenbyo, Ngoutou, Sangoe, Babeto, Lelo,	2.8. Organisation, formation et intégration de la pharmacopée traditionnelle dans les approches de santé 3.1. Plantation des arbres en intégrant les arbres fruitiers dans les 4 CSI de la commune 3.2. Construction d'un bloc de 3 toilettes modernes et maintenues en bon état de propreté dans chacun des 4 CSI: CSI de Nguélébok, CSI Djassi, CSI Gounté Village, CSI de Kamba Miéri	Libellés	Montants	
		Total investissement	500 000 000	
		Total Fonctionnement	80.000.000	
		Imprévus	20 000 000	

<p>Konga, Bitam Yen, Nguikouassima, Ngoulmekong, Gabaletta, Nyamtimbi 1, Nyamtimbi 2, Melambo, Bello, Meloupo, Djassi, Djal, Nyam Sambo, Ndoumbe, Dem I, Mbouffou, Godanga, Gongga, Gounte, Ndemnam, Carrefour Gounte, Ndengoro, Fona</p> <p>2.1. Transformation du CSI de Nguélébok en CMA 2.3. Construction et équipement du CSI de Djassi 2.4. Construction du CSI de Nguélébok 2.5. Construction du CSI de Gounté Village 2.6. Approvisionnement en médicaments et équipement des 4 CSI en couveuses : CSI de Nguélébok, CSI Djassi, CSI Gounté Village, CSI de Kamba Miéri 2.7. Redynamisation et Renforcement de la lutte contre le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose et amélioration de la prise en charge des PVV ainsi que des OEVV</p>	<p>3.3. Construction d'un système d'eau courante dans les 4 CSI: CSI de Nguélébok, CSI Djassi, CSI Gounté Village, CSI de Kamba Miéri</p> <p>4.1. Sécurisation (Clôture, bornage...) des 4 CSI de la commune: CSI de Nguélébok, CSI Djassi, CSI Gounté Village, CSI de Kamba Miéri</p> <p>5.1. Organisation d'une journée annuelle de sensibilisation et d'éducation sanitaire</p>	<p>Total estimatif</p>	<p>600 000 000</p>
--	--	-------------------------------	---------------------------

Secteur 2. Education de base				
Problème : Difficultés d'accès à l'éducation de base de qualité				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
<p>Objectif supérieur (DSCE) Améliorer l'accès et l'équité dans l'éducation de base</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Taux d'admission (au moins 50% d'augmentation ; - Taux Brut de scolarisation (TBS); - Indice de parité (fille /garçon) au moins 5% d'augmentation) ; - Taux de couverture. 	<p>Enquête INS (EDS, ECAM, etc)</p>		
<p>Objectif sectoriel stratégique Faciliter l'accès à l'Education de base de qualité dans la Commune de Nguélébok</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Taux d'admission ; - Taux Brut de scolarisation (TBS); - Indice de parité (fille /garçon) ; - Taux de couverture. 	<p>Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels</p>		
<p>Objectifs spécifiques :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Augmenter l'effectif du personnel enseignant qualifié dans les établissements scolaires de la commune 2) Construire et équiper les infrastructures scolaires du secteur de l'éducation de base 3) Construire et équiper de nouvelles écoles 4) Réfectionner les bâtiments en état de dégradation dans les écoles publiques 5) Aménager une aire de jeux dans chaque école de la commune 6) Augmenter les tables bancs dans les écoles de la commune 7) Organiser une journée communale d'excellence 8) Intensifier les causeries éducatives avec les communautés sur le bien fondé de l'éducation scolaire 9) Installer des bacs à ordures dans chaque établissement de l'Education de base 	<ol style="list-style-type: none"> 1) Nombre de personnels enseignants qualifiés affectés; 2) Nombre d'infrastructures construites et équipées 3) Nombre de nouvelles écoles construites et équipées 4) Nombre de salles de classe réfectionnées ; 5) Nombre d'aires de jeux aménagées 6) Nombre de nouveaux tables bancs 7) Nombre de journées organisées 8) Nombre de journées organisées 9) Nombre de bacs installés 	<p>Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels</p>		

Résultats attendus : 1) Au moins 68 personnels enseignants qualifiés sont affectés dans les établissements scolaires de Nguélébok ; 2) Infrastructures scolaires du secteur de l'éducation de base construites et équipées 3) De nouvelles écoles construites et équipées 4) Bâtiments en état de dégradation dans les écoles publiques réfectionnés 5) Une aire de jeux aménagée dans chacune des écoles de la commune 6) Tables bancs augmentés dans les écoles de la commune 7) Une journée communale d'excellence organisée 8) Causeries éducatives intensifiées avec les communautés sur le bien fondé de l'éducation scolaire 9) 6 bacs à ordures installés dans chaque établissement de l'Education de base	1) Nombre de personnels enseignants qualifiés affectés; 2) Nombre d'infrastructures construites et équipées 3) Nombre de nouvelles écoles construites et équipées 4) Nombre de salles de classe réfectionnées ; 5) Nombre d'aires de jeux aménagées 6) Nombre de nouveaux tables bancs 7) Nombre de journées organisées 8) Nombre de journées organisées 9) Nombre de bacs installés			
Activités principales :			Cadre estimatif des couts	
1.1. Affectation de 68 personnels enseignants qualifiés dans les 21 établissements de la commune : 5 à l'école des parents de Nguélébok, 3 à l'EP de Kamba Miéri, 3 à l'EP de Babétho, 4 à l'EP de Koba, 4 à l'EP de Bembyo, 3 à l'EP de Ngoutou, 3 à l'EP de Bitam yen, 3 à l'EP de Dimako 2, 4 à l'EP de Dem 1, 4 à l'EP de Godanga, 3 à l'EP de Gouté Village, 1 à l'EM de Gouté Village, 6 à l'Ecole des Parents de Ndengoro, 3 à l'EP de Nguikouassima, 3 à l'EP de Ngoulmékong, 4 à l'EP de Nyamtimbi 1, 4 à l'EP de Mélambo, 5 à l'EP de Bello, 5 à l'EP de Djassi 2.1. Construction et équipement de 74 nouvelles salles de classe en matériaux définitifs : 6 à l'école des parents de Nguélébok, 3 à l'EP de Kamba Miéri, 3 à l'EP de Babétho, 4 à l'EP de Koba, 4 à l'EP de Benbyo, 3 à l'EP de Ngoutou, 3 à l'EP de Bitam yen, 3 à l'EP de Dimako 2, 3 à l'EP de Dem 1, 4 à l'EP de Godanga, 4 à l'EP de Gouté Village, 6 à l'Ecole des Parents de Ndengoro, 4 à l'EP de Nguikouassima, 4 à l'EP de Ngoulmékong, 6 à l'EP de Nyamtimbi 1, 4 à l'EP de Mélambo, 4 à l'EP de Bello, 6 à l'EP de Djassi 2.2. Construction et équipement de quatre salles de classe avec bloc administratif dont 2 salles à l'EM de Nguélébok et 2 salles à l'EM de Gouté 2.3. Construction et maintien en état de propreté 21 blocs sanitaires de 3 toilettes chacun dont un dans chacune des écoles primaires et EM de la commune 2.4. Construction des clôtures et réalisation des reboisements scolaires dans chacun des 21 établissements de l'Education de base que compte la commune 2.5. Construction et équipement des blocs administratifs dans chacune des 19 écoles primaires de la commune (Bureau, secrétariat...) 2.6. Construction et équipement de 6 logements pour les enseignants dans chacune des 19 écoles primaires et de 2 logements dans chacune des deux EM 2.7. Construction de 21 points d'eau potable dont un dans chacun des établissements de l'Education de base de la commune 2.8. Construction et équipement de l'Inspection d'Arrondissement de L'Education de Base de Nguélébok 2.9. Construction et équipement de 02 blocs de 02 salles de classe à l'EP de Bitamyen (1) et EP de Babetho (1)	2.10. Construction de 02 blocs latrines avec 02 compartiments à EP de Bitamyen (1) et EP de Babetho (1) 3.1. Création, construction et équipement de 5 EM avec bloc administratif dont une dans chacun des villages : Ndem 1, Djassi, Nyamtimbi 1, Kamba Miéri et Koba 3.2. Création, construction et équipement de 7 écoles primaires : NDEMNAM, CARREFOUR GOUNTE, NDENGORO, FONA, GABALETTA, DJAL et NYAMSAMBO 4.1. Réfection des bâtiments en état de dégradation dans les écoles publiques (4 salles de classe à Nguélébok, 3 à Kamba Miéri, 2 à Koba, 2 à Mbem byo, 3 à Ngoutou, 3 à Bitamyen, 3 à Dimako 2, 3 à Dem I, 3 à Nyamtimbi1, 4 à Gouté Village, 2 à Godanga et 3 à Djassi) 5.1. Aménagement d'une aire de jeux dans chacune des 19 écoles de la commune 6.1. Augmentation des tables bancs dans toutes les 19 écoles de la commune (700 tables-bancs au total) 7.1. Organisation d'une journée annuelle d'excellence par an pour les établissements de la commune 8.1. Intensification des causeries éducatives avec les communautés sur le bien fondé de l'éducation scolaire et ce à travers les APEE et les Conseils d'écoles, les communautés religieuses et les chefs traditionnels 9.1. Installation de 6 bacs à ordures dans chacun des 21 établissements de l'Education de base que compte la commune	Libellés Total investissement Total Fonctionnement Imprévus Total estimatif	Montants 2 000 000 000 500.000.000 50 000 000 2 550 000 000	

Secteur 3. Enseignements secondaires				
Problème : Difficultés d'accès aux enseignements secondaires de qualité				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Améliorer l'accès et l'équité dans l'enseignement secondaire	- Taux d'admission (au moins 50% d'augmentation) ; - Taux Brut de scolarisation (TBS); - Indice de parité (fille /garçon) au moins 5% d'augmentation) ; - Taux de couverture.	Enquêtes INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Faciliter l'accès aux enseignements secondaires de bonne qualité dans la Commune de Nguélébok	- Taux d'admission ; - Taux Brut de scolarisation (TBS); - Indice de parité (fille /garçon) ; - Taux de couverture.	Enquêtes ménages, rapport d'activités sectoriels		
Objectifs spécifiques : 1) Augmenter l'effectif du personnel enseignant qualifié dans les 2 établissements du MINESEC 2) Construire et équiper des infrastructures scolaires du secteur des enseignements secondaires 3) Créer, construire et équiper de nouveaux établissements secondaires 4) Sécuriser et reboiser les sites scolaires des 2 établissements secondaires de la commune (bornage, clôture, reboisement...) 5) Aménager une aire de jeux dans chaque établissement (2 CES) 6) Organiser une journée communale d'excellence par an pour les 2 établissements du MINESEC 7) Intensifier les causeries éducatives avec les communautés sur le bien fondé de l'éducation scolaire 8) Transformer le CES de Nguélébok en Lycée d'enseignement général	1) Nombre de personnels enseignants qualifiés affectés; 2) Nombre d'infrastructures construites et équipées 3) Nombre de nouveaux établissements construits et équipés 4) Nombre de sites scolaires sécurisés et reboisés 5) Nombre d'aires de jeux aménagées 6) Nombre de journées organisées 7) Nombre de journées organisées 8) Nom de l'établissement	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		

Résultats attendus : 1) Effectif du Personnel enseignant qualifié augmenté de 16 dans les 2 établissements du MINESEC 2) Infrastructures scolaires du secteur des enseignements secondaires construites et équipées 3) De nouveaux établissements secondaires créés, construits et équipés 4) Sites scolaires des 2 établissements secondaires de la commune Sécurisés et reboisés 5) Une aire de jeux Aménagée dans chaque établissement secondaire 6) Une journée communale d'excellence Organisée par an pour les établissements du MINESEC 7) Causeries éducatives Intensifiées les avec les communautés sur le bien fondé de l'éducation 8) CES de Nguélébok Transformé en Lycée d'enseignement général	1) Nombre de personnels enseignants qualifiés affectés; 2) Nombre d'infrastructures construites et équipées 3) Nombre de nouveaux établissements construits et équipés 4) Nombre de sites scolaires sécurisés et reboisés 5) Nombre d'aires de jeux aménagées 6) Nombre de journées organisées 7) Nombre de journées organisées 8) Nom de l'établissement	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Activités principales :			Cadre estimatif des couts	
1.1. Affectation de 16 personnels enseignants qualifiés dans les 2 CES de la commune (6 pour Nguélébok et 10 pour Gounté village) 2.1. Construction et équipement de 10 nouvelles salles de classe dont six au CES de Gounté village et quatre au CES de Nguélébok 2.2. Equipement des 2 établissements secondaires de la commune en 70 tables-bancs dont 20 pour le CES de Nguélébok et 50 pour celui de Gounté village 2.3. Construction d'un bloc sanitaire de 3 toilettes et installation de huit bacs à ordures dans chacun des 2 établissements du MINESEC que compte la commune 2.4. Construction et équipement de 15 logements (3 chambres, 1 cuisine, 1 toilette) pour les enseignants dans chacun des deux CES de la commune 2.5. Construction de 2 points d'eau potable dont 1 dans chacun des CES 2.6. Construction et équipement d'un bloc administratif dans chacun des deux établissements secondaires de la commune	3.1. Création, construction et équipement de 3 CETIC (Nguélébok, Nyamtimbi 1 et Gounté Village) 3.2. Création, construction et équipement d'1 CES à DEM 1 4.1. Sécurisation et reboisement des sites scolaires des 2 établissements secondaires de la commune (bornage, clôture, reboisement...) 5.1. Aménagement d'une aire de jeux dans chaque établissement (2 CES) 6.1. Organisation d'une journée d'excellence par an pour les établissements du MINESEC, avec octroi de bourses en intégrant les filles qui atteignent la classe de troisième sans enfants à charge. 7.1. Intensification des causeries éducatives avec les communautés sur le bien fondé de l'éducation scolaire et ce à travers les APEE et les Conseils d'écoles, les communautés religieuses et les chefs traditionnels 8.1. Transformation du CES de Nguélébok en Lycée d'enseignement général	Libellés Total investissement Total Fonctionnement Imprévis	Montants 1 200 000 000 200.000.000 50 000 000	Total estimatif 1 450 000 000

Secteur 4. Enseignement supérieur				
Problème : Difficulté d'accès à l'enseignement supérieur de qualité				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Faciliter l'accès et l'équité dans enseignement supérieur	- % des étudiants dans les Universités publiques ; - Nombre de nouveaux établissements universitaires privés créés ; - Indice de parité (fille /garçon) ;	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Faciliter l'accès des jeunes de Nguélébok à l'Enseignement Supérieur	- % des étudiants originaires de Nguélébok dans les Universités publiques et privées ; - Indice de parité (fille /garçon) ;	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Objectifs spécifiques : 1) Faire un plaidoyer pour la création, la construction et l'équipement d'une université d'Etat à Bertoua 2) Organiser une journée communale d'excellence par an pour les élèves des classes de terminale et les étudiants ressortissants de la commune	1) Nombre de lettres de plaidoyer; 2) Nombre de journées organisées	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Résultats attendus : 1) Plaidoyer fait pour la création, la construction et l'équipement d'une université d'Etat à Bertoua 2) Une journée communale d'excellence organisée par an pour les élèves des classes de terminale et les étudiants ressortissants de la commune	1) Nombre de lettres de plaidoyer; 2) Nombre de journées organisées	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Plaidoyer pour la création, la construction et l'équipement d'une université d'Etat à Bertoua	2.1. Organisation d'une journée annuelle d'excellence par an pour les élèves des classes de terminale et les étudiants ressortissants de la commune avec octroi des bourses	Libellés	Montants	
		Total investissement	3 000 000	
		Total Fonctionnement	1.000.000	
		Imprévus	1 000 000	
		Total estimatif	5 000 000	

Secteur 5 Agriculture				
Problème : Baisse des rendements agricoles				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières agricoles	Part de la production agricole dans le PIB	Enquête INS, ECAM	Les appuis divers sont octroyés pour soutenir la production dans les filières agricoles	Nombre d'appuis octroyés
Objectif sectoriel stratégique Augmenter la production agricole dans la Commune d'au moins 50%	- Part du secteur agricole dans l'économie locale ; - Production annuelle à l'hectare des filières agricoles	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	Les appuis divers sont octroyés pour soutenir la production dans les filières agricoles	Nombre d'appuis octroyés
Objectifs spécifiques : 1) Créer, construire et équiper les infrastructures de promotion agricole 2) Promouvoir les techniques agricoles modernes et durables 3) Sensibiliser les agriculteurs pour la création des organisations de producteurs et des GIC 4) Sensibiliser les populations de l'aire communale sur le respect de la législation en matière de feux de brousse 5) Organiser les campagnes de sensibilisation des populations sur le contrôle des animaux domestiques 6) Organiser les mini comices agro pastoraux 7) Appuyer la diversification des activités agricoles et accorder des soutiens matériels aux agriculteurs	1) Nombre d'infrastructures construites et équipées; 2) Nombre de variétés de semences, d'inputs et de séances de vulgarisation 3) Nombre d'OP et de GIC créés 4) Nombre de réunions 5) Nombre de réunions 6) Nombre de mini comices 7) Nombre d'espèces vulgarisées et de soutiens accordés	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Résultats attendus : 1) Infrastructures de promotion agricole créées, construites et équipées 2) Techniques agricoles modernes et durables promues 3) Agriculteurs Sensibilisés pour la création des organisations de producteurs et des GIC 4) Populations de l'aire communale Sensibilisées sur le respect de la législation en matière de feux de brousse 5) Campagnes de sensibilisation des populations organisées sur le contrôle des animaux domestiques 6) Mini comices agro pastoraux Organisés 7) Diversification des activités agricoles appuyée et soutiens accordés en matériels aux agriculteurs	1) Nombre d'infrastructures construites et équipées; 2) Nombre de variétés de semences, d'inputs et de séances de vulgarisation 3) Nombre d'OP et de GIC créés 4) Nombre de réunions 5) Nombre de réunions 6) Nombre de mini comices 7) Nombre d'espèces vulgarisées et de soutiens accordés	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Création, construction et équipement en moto TT d'un poste agricole dans chacun des villages : Kamba Miéri, Gounté village, Koba, Nol, Djassi et Nyamtimbi I	3.1. Sensibilisation des agriculteurs pour la création des organisations de producteurs et des GIC		Libellés	Montants
1.2. Construction et équipement d'une maison communale du planteur	4.1. Organisation d'une journée annuelle de sensibilisation des populations de l'aire communale sur le respect de la législation en		Total investissement	840 000 000
1.3. Construction et équipement d'une pépinière Agro-forestière communale pour la			Total Fonctionnement	200.000.000
			Imprévus	40 000 000

<p>production du matériel végétal amélioré (cacao, café, palmier à huile, fruitiers) et des plants forestiers pour le reboisement</p> <p>1.4. Construction de la Délégation d'Agriculture d'Arrondissement de Nguélébok</p> <p>1.5. Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles dans chacun des 34 villages de la commune</p> <p>1.6. Construction de 41 aires de séchage communautaire de manioc de 100m² dont un dans chaque village pour favoriser les AGR des femmes : Abattoir</p> <p>2.1. Vulgarisation des semences améliorées (maïs, manioc, cacao...) et les autres inputs agricoles</p> <p>2.2. Vulgarisation des techniques de compostage pour la restauration de la fertilité des sols</p> <p>2.3. Vulgarisation les techniques de petite mécanisation (motoculteurs...)</p> <p>2.4. Vulgarisation les techniques de stockage et de conservation post récolte</p> <p>2.5. Développement de l'agriculture irriguée sur les rives de la Doumé, du Touki et du Nol</p>	<p>matière de feux de brousse avec implication des chefs traditionnels</p> <p>5.1. Organisation d'une campagne de sensibilisation des populations sur le contrôle des animaux domestiques</p> <p>6.1. Organisation d'un mini comice agro pastoral annuel</p> <p>7.1. Appui à la diversification des activités agricoles (cultures maraîchères, cultures vivrières...) et octroi des soutiens matériels aux agriculteurs</p>	Total estimatif	1 040 000 000
---	---	------------------------	----------------------

Secteur 6. Travaux publics				
Problème : Enclavement des zones rurales et urbaines				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Assurer la pérennité du patrimoine infrastructural de l'Etat	Niveau de service (indicateur composite) par type d'infrastructures incluant ouvrages et services de gestion.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Désenclaver l'ensemble des villages de la Commune	Nombre de villages désenclavés	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Objectifs spécifiques : Entretien annuel des tronçons de routes principales desservant les villages et réhabiliter des ouvrages d'art y afférents:	1) Nombre de Km entretenus et Nombre d'ouvrages d'art réhabilités	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		

Résultats attendus : Tronçons de routes principales desservant les villages entretenus annuellement et ouvrages d'art y afférents réhabilités:	1) Nombre de Km entretenus et Nombre d'ouvrages d'art réhabilités	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Entretien annuel des tronçons de routes principales desservant les villages et réhabilitation des ouvrages d'art y afférents: BATOURI-NGUELEBOK 45 Km NGUELEBOK - NZEMBELE PAR BITAMYEN-SANGOE-KONGA-NGOUTOU-LELO-NOL-DIMAKO 2 (45 km) NGUELEBOK - NYAMSAMBO PAR NGOULEMEKONG (10km) NGUELEBOK - KAMBAMYERI PAR NGUIKOUASSIMA-GABALETA (17 km) NYAMTIBI 1 - KOPA PAR KAMBA MYERI (19 km) – Route entretenue par la société forestière SFID- Société Forestière Industrielle de la Doumé NYAMTIBI 1 - NDENGO PAR MELAMBO-BELLO-MELOUPO-DJASSI-DJAL-NDOUMBE-DEM 1-MBOUFOU-GODANGA-GONGA-GOUNTE VILLAGE-NDEM NAM-NGOUNTE CARREFOUR (47 km) NYAMTIBI 2 - AXE NYAMTIBI 1 – NDENGO (10km) NGOUNTE CARREFOUR – FONA (10km) BABETHO - KOPA PAR BITAMYEN-MBENMBYO (33km) -Route entretenue par la société forestière STBK-Société de transformation des Bois de la Kadey			Libellés	Montants
			Total investissement	1 000 000 000
			Total Fonctionnement	200.000.000
			Imprévus	100 000 000
			Total estimatif	1 300 000 000

Secteur 7 : Postes et télécommunications				
Problème : Difficultés d'accès aux réseaux de télécommunication et NTIC				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DSCE) : Développer les infrastructures de communication et de télécommunication pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	- % de la population ayant accès à l'information et aux services postaux	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Faciliter l'accès aux NTIC	Nombre de personnes ayant accès au NTIC	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Objectifs spécifiques : 1. Couvrir au moins 50% de l'aire communale en réseaux téléphoniques et de NTIC 2. Construire et équiper un télé centre communautaire à Nguélébok	1) Taux de couverture 2) Nombre de télé centres construits	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		

Résultats attendus : 1. Au moins 50% de l'aire communale couvert en réseaux téléphoniques et de NTIC 2. Au moins un télé centre communautaire construit et équipé à Nguélébok	1) Taux de couverture 2) Nombre de télé centres construits	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Couverture d'au moins 50% de l'aire communale en réseaux téléphoniques et de NTIC	2.1. Construction et équipement d'un télé centre communautaire à Nguélébok		Libellés	Montants
			Total investissement	20 000 000
			Total Fonctionnement	5.000.000
			Imprévus	2000 000
			Total estimatif	27 000 000

Secteur 8 : Transports				
Problème : Difficultés de circulation des personnes et des biens				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DSCE) : Développer les infrastructures de transport pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	- % de la population ayant accès à l'information et aux services postaux	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Améliorer les moyens de transport	Qualités des conditions de transport	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Objectifs spécifiques : 1. Construire et équiper 1 gare routière à Nguélébok 2. Organiser des journées annuelles de promotion des bonnes pratiques dans l'exercice du métier de transporteur 3. Mettre à jour le fichier des transporteurs dans la commune	-Nombre de gares routières construites et équipées -Nombre de journées organisées -Nombre de transporteurs répertoriés	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Résultats attendus : 1) 1 gare routière Construite et équipée à Nguélébok 2) Journées annuelles de promotion des bonnes pratiques dans l'exercice du métier de transporteur organisées 3) Fichier des transporteurs dans la commune mis à jour	1) Nombre de gares routières construites et équipées 2) Nombre de journées organisées 3) Nombre de transporteurs répertoriés	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Construction et équipement d'1 gare routière à Nguélébok	3.1. Mis à jour du fichier des transporteurs dans la commune		Libellés	Montants
2.1. Organisation d'une journée annuelle de promotion des bonnes pratiques dans l'exercice du métier de transporteur – moto taximen, clando, transporteurs interurbains- (obtention du permis de conduite, port du casque, sécurité routière, respect du code de la route...			Total investissement	34 000 000
			Total Fonctionnement	10.000.000
			Imprévus	5000 000
			Total estimatif	49 000 000

Secteur 9 : Environnement et protection de la nature				
Problème : Environnement insalubre et dégradé				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Assurer une gestion durable des ressources naturelles	Taux de couverture du monitoring environnemental (100%)	Enquête INS, ECAM		
Objectif sectoriel stratégique Réduire la déforestation dans la Commune d'au moins 90%	Taux de déforestation dans la Commune	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Objectifs spécifiques : 1. Sensibiliser les populations sur la protection et la promotion de l'environnement 2. Elaborer et mettre en œuvre des documents stratégiques pour la protection et la promotion de l'environnement 3. Construire 1 bloc de trois toilettes publiques au marché de Nguélébok et assurer leur propreté	1) Nombre de réunions de sensibilisation 2) Nombre de documents stratégiques élaborés et mis en œuvre 3) Nombre de toilettes construites et maintenues en bon état de propreté	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Résultats attendus : 1) Populations Sensibilisées sur la protection et la promotion de l'environnement 2) Documents stratégiques Elaborés et mis en œuvre pour la protection et la promotion de l'environnement 3) 1 bloc de trois toilettes publiques Construit au marché de Nguélébok et maintenu en bon état de propreté	1) Nombre de réunions de sensibilisation 2) Nombre de documents stratégiques élaborés et mis en œuvre 3) Nombre de toilettes construites et maintenues en bon état de propreté	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Organisation d'une journée annuelle de sensibilisation des populations sur l'importance du respect des règles d'hygiène, de salubrité et d'assainissement 1.2. Organisation d'une journée annuelle de sensibilisation des populations sur la protection et la promotion de l'environnement 1.3. Sensibilisation des populations sur la construction des toilettes domestiques réglementaires 1.4. Organisation d'une journée annuelle de sensibilisation des populations sur le respect de la législation en matière de feux de brousse incontrôlés	2.1. Elaboration et mise en œuvre d'un plan de gestion des déchets dans le marché de Nguélébok ainsi que dans la zone urbaine avec l'appui du MINEP 2.2. Elaboration et mise en œuvre d'un plan de gestion durable des ressources naturelles intégrant les reboisements dans chaque village de la commune 3.1. Construction d'1 bloc de trois toilettes publiques au marché de Nguélébok et maintien en bon état de propreté	Libellés		Montants
		Total investissement		100 000 000
		Total Fonctionnement		20.000.000
		Imprévus		5000 000
		Total estimatif	125 000 000	

Secteur 10 Emploi et formation professionnelle				
Problème : Difficultés d'accès à l'emploi et la formation professionnelle				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Promouvoir des emplois décents durables, accroître l'employabilité de la population active par une formation professionnelle adaptée	- Nombre de structures de formation professionnelle créées et fonctionnelles sur l'ensemble du territoire ; - Nombre d'emplois créés ; - Taux de chômage.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Faciliter l'accès aux emplois décents et à la formation professionnelle dans la Commune	- Nombre de structures de formation professionnelle créées et fonctionnelles ; - Nombre d'emplois créés ; - Taux de chômage - Pourcentage des régulés venant du primaire, du secondaire	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Objectifs spécifiques : 1) Créer, construire et équiper des infrastructures de promotion de l'emploi et de la formation professionnelle 2) Créer un fonds de micro crédits pour soutenir l'esprit d'entreprise chez les jeunes formés	1) Nombre d'infrastructures créées, construites et équipées 2) Nombre de bénéficiaires	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Résultats attendus : 1. Infrastructures de promotion de l'emploi et de la formation professionnelle créées, construites et équipées 2. Un fonds de micro crédits créé pour soutenir l'esprit d'entreprise chez les jeunes formés	1) Nombre d'infrastructures créées, construites et équipées 2) Nombre de bénéficiaires	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Activités principales :			Cadre estimatif des couts	
1.1. Construction et équipement de 2 salles de classe à la SAR/SM à Nguélébok avec prise en compte des activités économiques locales dans la définition des filières de formation 1.2. Création, construction et équipement d'une SAR/SM à Gounté Village avec prise en compte des activités économiques locales dans la définition des filières de formation	1.3. Création et construction d'un Bureau d'information sur les opportunités d'emplois dans la commune (Office de l'emploi) 2.1. Création d'un fonds de micro crédits pour soutenir l'esprit d'entreprise chez les jeunes formés	Libellés	Montants	
		Total investissement	300 000 000	
		Total Fonctionnement	100.000.000	
		Imprévus	20 000 000	
		Total estimatif	420 000 000	

Secteur 11 Recherche scientifique et innovation				
Problème : Difficultés d'accès aux résultats de la recherche scientifique				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Améliorer la recherche dans le secteur de l'industrie et des services	- Nombre d'application des résultats de la recherche ; - Nombre d'entreprises innovantes créé - % des femmes utilisant des technologies innovantes - Taux d'amélioration de la productivité.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Faciliter l'accès aux innovations scientifiques	Nombre de personnes bénéficiant d'un accès facile aux innovations scientifiques	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Objectifs spécifiques : 1) Diffuser les résultats de la recherche scientifique sur tout l'espace communal	1) Nombre d'innovations diffusées	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Résultats attendus : 1. Résultats de la recherche scientifique diffusés sur tout l'espace communal	1) Nombre d'innovations diffusées	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Diffusion des résultats de la recherche scientifique sur tout l'espace communal (maïs, manioc, cacao...)			Libellés	Montants
			Total investissement	15 000 000
			Total Fonctionnement	5.000.000
			Imprévus	1000 000
			Total estimatif	21 000 000

Secteur 12 : Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat				
Problème : Faible développement des PME, de l'économie sociale et de l'artisanat				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Améliorer l'environnement des affaires et la compétitivité des entreprises locales	Niveau de compétitivité des entreprises locales	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Faciliter le développement du secteur de l'artisanat et des Activités génératrices de revenu	Nombre et types d'activités menées pour le développement du secteur de l'artisanat et des Activités génératrices de revenu	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Objectifs spécifiques : 1. Mettre en œuvre des actions favorisant l'émergence des PME 2. Vulgariser les textes en vigueur sur la création des PME	1) Nombre d'actions mises en œuvre 2) Nombre de réunions de vulgarisation	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Résultats attendus : 1) Actions favorisant l'émergence des PME mises en œuvre 2) Textes en vigueur vulgarisés	1) Nombre d'actions mises en œuvre 2) Nombre de réunions de vulgarisation	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Activités principales :			Cadre estimatif des couts	
1.1. Création d'un fonds de soutien à l'entrepreneuriat des jeunes 1.2. Création d'un programme d'incitation des jeunes aux AGR et aux PME (Equipements divers, logements, mise à disposition des terres, intrants agricoles ou zootechniques...) et vulgarisation du programme PACD/PME 1.3. Promotion de la création des GIC pour chaque corps de métier	2.1. Vulgarisation des textes en vigueur sur les PME	Libellés	Montants	
		Total investissement	260 000 000	
		Total Fonctionnement	40.000.000	
		Imprévus	10 000 000	
		Total estimatif	310 000 000	

Secteur 13 : Commerce				
Problème : Difficultés d'accès aux produits de première nécessité et d'écoulement des produits agricoles				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Assurer de manière compétitive la présence des produits camerounais sur les marchés	- Part des exportations dans le PIB - Déficit de la balance commerciale	Enquête INS, ECAM		
Objectif sectoriel stratégique Faciliter l'exercice des activités commerciales dans la Commune de Nguélébok	Nombre et types d'activités commerciales viables dans la Commune	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Objectifs spécifiques : 1) Appuyer les GIC, OP et associations de producteurs dans les échanges commerciaux groupés 2) Construire et équiper des infrastructures marchandes	1) Nombre de GIC appuyés 2) Nombre d'infrastructures marchandes construites et équipées	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Résultats attendus : 1. GIC, OP et associations de producteurs appuyés dans les échanges commerciaux groupés 2. Infrastructures marchandes construites et équipées	1) Nombre de GIC appuyés 2) Nombre d'infrastructures marchandes construites et équipées	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Appuis aux GIC, OP et associations de producteurs dans les échanges commerciaux groupés 2.1. Construction d'un magasin de stockage communautaire des produits agricoles dans chacun des 34 villages de la commune	2.2. Construction et équipement du marché de Nguélébok y compris la boucherie, des toilettes et une halte-garderie 2.3. Construction d'un marché à bétail à Koba	Libellés	Montants	
		Total investissement	800 000 000	
		Total Fonctionnement	100.000.000	
		Imprévus	50 000 000	
		Total estimatif	950 000 000	

Secteur 14 Energie et Eau				
Problème : Difficultés d'accès des populations à l'énergie électrique Difficultés d'accès des populations à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Stratégique Supérieure (DSCE) : Développer les infrastructures hydrauliques et énergétiques	% des ménages ayant accès à l'eau potable et à l'électrification	Présence des compteurs électriques dans les ménages	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Objectif sectoriel stratégique Faciliter l'accès des populations à l'énergie électrique, à l'eau potable et aux produits pétroliers	Nombre de ménage ayant accès à l'énergie électrique, à l'eau potable et aux produits pétroliers	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		

Objectifs spécifiques : 1) Acheter les extensions électriques en cours 2) Faire l'électrification décentralisée des autres villages de la commune 3) Vulgariser les énergies renouvelables 4) Construire une station service à Nguélébok 5) Construire de nouvelles infrastructures hydrauliques 6) Réhabiliter les forages et les puits non fonctionnels	1) Nombre de villages électrifiés 2) Nombre de villages électrifiés 3) Nombre de ménages bénéficiaires 4) Nombre de stations services construites 5) Nombre de nouvelles infrastructures hydrauliques 6) Nombre d'infrastructures hydrauliques réhabilitées	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Résultats attendus : 1. Extensions électriques en cours achevées 2. Autres villages de la commune électrifiés 3. Energies renouvelables vulgarisées 4. Une station service construite à Nguélébok 5. De nouvelles infrastructures hydrauliques construites 6. Forages et puits non fonctionnels réhabilités	1) Nombre de villages électrifiés 2) Nombre de villages électrifiés 3) Nombre de ménages bénéficiaires 4) Nombre de stations services construites 5) Nombre de nouvelles infrastructures hydrauliques 6) Nombre d'infrastructures hydrauliques réhabilitées	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Activités principales :			Cadre estimatif des couts	
1.1. Achèvement des extensions électriques en cours (Nguélébok à Nyamsambo, Kamba Miéri à Ndengoro et Kamba Miéri à Koba 2.1. Electrification décentralisée des autres villages de la commune 3.1. Vulgarisation des plaques d'énergie solaire dans 30% des ménages dans tous les villages 3.2. Promotion du biogaz domestique dans 30% des ménages 4.1. Construction une station service à Nguélébok 5.1. Construction de 68 sources naturelles dont deux dans chacun les 34 villages 5.2. Construction et équipement de 24 puits modernes : Nguélébok, Kamba-Miéri, Babetho, Dimako 2, Nzembele, Koba, Ngoutou, Lelo, Bitamyen, Godanga, Ndengoro, Nguikouassima, Gabaletta, Nyamtambi1, Nyamtambi 2, Melambo, Nyamsambo, Konga, Djal, Meloupo, Gongga, Nol, Ndemnam, Bello	5.3. Construction de 17 Puits équipés de PMH : CSI de Djassi (1), EP de Bitamyen (1), EP de Babetho (1), EP de Bello II (1), Konga (1), Gounté carrefour (1), Gongga (1), Petit Mélambo (1), Campement Pygmée de FONA (1), Godanga (1), Méloupo (1), Ndemnam (1), Auberge municipale (1), Nyamtambi 2 (1), CES de Nguélébok (1), CES de Gounté (1), Mbaloum (1) 6.1. Réhabilitation des forages et des puits non fonctionnels (23 ouvrages endommagés, asséchés ou abandonnés) : Nguélébok (2 forages et 1 puits), Babéto, Mbenbyo, Sangoé, Lelo, Gabaletta, Nyamtambi 1, Dem 1, Godanga, Gounté Village, Dengoro, Mbouffou, Demnam, Dimako 2, Ngoulmekong, Ngoutou (1 forage et 1 puits), Kamba Miéri (3 forages et 1 puits) et Djassi	Libellés	Montants	
		Total investissement	450 000 000	
		Total Fonctionnement	100.000.000	
		Imprévus	50 000 000	
		Total estimatif	600 000 000	

Secteur 15 : Elevage, pêches et industries animales				
Problème : Difficultés de développement des productions animales				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières animale et halieutique	- Part de la production animale dans le PIB - Part de la production halieutique dans le PIB	Enquête INS, ECAM	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières animale et halieutique	Nombre d'appui déployés

Objectif sectoriel stratégique Faciliter la pratique de l'élevage et de la pêche modernes	- Taille du cheptel de l'arrondissement de Nguélébok - Production annuelle des filières animale et halieutique	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières animale et halieutique	Nombre d'appui déployés
Objectifs spécifiques : 1) Augmenter l'effectif du personnel technique qualifié 2) Créer, construire et équiper les infrastructures de promotion de l'élevage 3) Promouvoir la création des GIC d'éleveurs 4) Sensibiliser les populations sur la diversification des activités pastorales 5) Equiper les encadreurs zootechniques en moyens de locomotion (5 motos tout terrain) 6) Organiser des campagnes de sensibilisation des pêcheurs sur les méfaits de la pêche par empoisonnement aux pesticides 7) Organiser les pêcheurs en GIC et renforcer leurs capacités techniques et les équipements de pêche	1) Nombre de personnels techniques qualifiés affectés 2) Nombre d'infrastructures construites et équipées 3) Nombre de GIC créés 4) Nombre de réunions 5) Nombre de motos TT 6) Nombre de réunions 7) Nombre de GIC	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Résultats attendus : 1. Effectif du personnel technique qualifié augmenté 2. Infrastructures de promotion de l'élevage Créées, construites et équipées 3. Création des GIC d'éleveurs promue 4. Populations sensibilisées sur la diversification des activités pastorales 5. Encadreurs zootechniques équipés en moyens de locomotion (motos TT) 6. Campagnes de sensibilisation des pêcheurs organisées sur les méfaits de la pêche par empoisonnement aux pesticides 7. Pêcheurs organisés en GIC et leurs capacités techniques, les équipements de pêche renforcés	1) Nombre de personnels techniques qualifiés affectés 2) Nombre d'infrastructures construites et équipées 3) Nombre de GIC créés 4) Nombre de réunions 5) Nombre de motos TT 6) Nombre de réunions 7) Nombre de GIC	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Activités principales :			Cadre estimatif des couts	
1.1. Affectation de 2 personnels techniques qualifiés 2.1. Création, construction et équipement d'un Centre zootechnique et de contrôle sanitaire vétérinaire dans le village Koba 2.2. Construction d'un parc vaccino-gène et d'un bain détiqueur à Koba 2.3. Construction d'un marché à bétail à Koba 2.4. Construction d'un abattoir à Nguélébok 3.1. Promotion de la création des GIC d'éleveurs pour le renforcement de leurs capacités techniques, l'acquisition des races améliorées, les vaccinations groupées et les ventes groupées des bêtes	4.1. Sensibilisation des populations sur la diversification des activités pastorales y compris l'apiculture et délimitation des zones de pâturage et des zones agricoles 5.1. Equipement de 3 encadreurs zootechniques en moyens de locomotion (motos TT) 6.1. Organisation d'une campagne annuelle de sensibilisation des pêcheurs sur les méfaits de la pêche par empoisonnement aux pesticides 7.1. Organisation des pêcheurs en GIC et renforcement de leurs capacités techniques et des équipements de pêche	Libellés Total investissement Total Fonctionnement Imprévus	Montants 100 000 000 20.000.000 10 000 000	
		Total estimatif	130 000 000	

Secteur 16 : Développement urbain et habitat				
Problème : Difficultés d'accès à un habitat décent				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DSCE) : Assurer l'industrialisation à travers la transformation et la valorisation des matières premières locales et la promotion des exportations	Qualité de l'habitat ; degré de salubrité	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Améliorer l'urbanisation et la qualité de l'habitat dans la Commune de Nguélébok	- Taux d'urbanisation - Qualité de l'habitat en milieu urbain et rural	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Objectifs spécifiques : 1) Créer un fonds de soutien à la vulgarisation et à la valorisation des matériaux locaux de construction pour 30% des habitations 2) Elaborer et mettre en œuvre un plan sommaire d'urbanisme communal 3) Créer et entretenir annuellement la voirie municipale 4) Promouvoir la sylviculture urbaine par la plantation de 1000 arbres dans la ville communale de Nguélébok 5) Organiser des campagnes de sensibilisation des populations sur l'habitat décent 6) Négocier un protocole de partenariat avec le MINDUH pour le développement de la ville de Nguélébok	1) Nombre de bénéficiaires 2) Nombre de quartiers et d'habitations respectant les normes d'urbanisme 3) Nombre de Km entretenu annuellement 4) Nombre d'arbres plantés 5) Nombre de réunions de sensibilisation 6) Nombre de protocoles de partenariat	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Résultats attendus : 1. Fonds de soutien à la vulgarisation et à la valorisation des matériaux locaux de construction pour 30% des habitations créé 2. Plan sommaire d'urbanisme communal élaboré et mis en œuvre 3. Voirie municipale créée et entretenue annuellement 4. Sylviculture urbaine promue par la plantation de 1000 arbres dans la ville communale de Nguélébok 5. Campagnes de sensibilisation des populations sur l'habitat décent organisées 6. Protocole de partenariat négocié avec le MINDUH pour le développement de la ville de Nguélébok	1) Nombre de bénéficiaires 2) Nombre de quartiers et d'habitations respectant les normes d'urbanisme 3) Nombre de Km entretenu annuellement 4) Nombre d'arbres plantés 5) Nombre de réunions de sensibilisation 6) Nombre de protocoles de partenariat	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Création d'un fonds de soutien à la vulgarisation et à la valorisation des matériaux locaux de construction (Brique de terre cuite ou stabilisée) pour 30% des habitations 2.1. Elaboration et mise en œuvre d'un plan sommaire d'urbanisme communal 3.1. Création et entretien annuel de la voirie municipale	4.1. Promotion de la sylviculture urbaine par la plantation de 1000 arbres dans la ville communale de Nguélébok 5.1. Organisation d'une journée annuelle de sensibilisation des populations sur l'habitat décent 6.1. Négociation d'un protocole de partenariat avec le MINDUH pour le développement de la ville de Nguélébok	Libellés	Montants	
		Total investissement	145 000 000	
		Total Fonctionnement	50.000.000	
		Imprévus	10 000 000	
		Total estimatif	205 000 000	

Secteur 17 : Domaines et affaires foncières				
Problème : Faible sécurisation de la propriété foncière				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	- % de la population sensibilisée sur la sécurité foncière - Nombre de demande de titre foncier initié	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Faciliter l'accès aux titres fonciers et au droit à la propriété	Nombre de personnes ayant accès au titre foncier	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Objectifs spécifiques : 1) Organiser des journées de vulgarisation des procédures relatives aux affaires domaniales et foncières 2) Faire un plaidoyer contre le poids des tracasseries administratives et de la corruption dans la procédure d'immatriculation foncière 3) Organiser des campagnes annuelles d'immatriculation collective des propriétés foncières 4) Elaborer et mettre en œuvre un plan d'occupation des sols 5) Réaliser un lotissement communal	1) Nombre de réunions 2) Nombre de plaidoyers 3) Nombre de réunions 4) Surfaces des terres agricoles et des terres pastorales 5) Nombre de lots communaux	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Résultats attendus : 1. Journées de vulgarisation des procédures relatives aux affaires domaniales et foncières organisées 2. Plaidoyer fait contre le poids des tracasseries administratives et de la corruption dans la procédure d'immatriculation foncière 3. Campagnes annuelles d'immatriculation collective des propriétés foncières organisées 4. Un plan d'occupation des sols élaboré et mis en œuvre 5. Un lotissement communal réalisé	1) Nombre de réunions 2) Nombre de plaidoyers 3) Nombre de réunions 4) Surfaces des terres agricoles et des terres pastorales 5) Nombre de lots communaux	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Organisation d'une journée annuelle de vulgarisation des procédures relatives aux affaires domaniales et foncières 2.1. Plaidoyer contre le poids des tracasseries administratives et de la corruption dans la procédure d'immatriculation foncière 3.1. Organisation d'une campagne annuelle d'immatriculation collective des propriétés foncières	4.1. Elaboration et mise en œuvre d'un plan de zonage 5.1. Réalisation d'un lotissement communal de 10 ha	Libellés	Montants	
		Total investissement	20 000 000	
		Total Fonctionnement	10.000.000	
		Imprévus	5 000 000	
		Total estimatif	35 000 000	

Secteur 18 : Secteur Forêts et faune				
Problème : Dégradation avancée des ressources forestières et fauniques				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Assurer une gestion durable des ressources naturelles	- Part de la production forestière dans le PIB - Proportion d'écosystèmes réhabilités - Niveau d'augmentation des surfaces reboisées	Enquête INS, ECAM		
Objectif sectoriel stratégique Réduire la déforestation dans la Commune d'au moins 90%	Taux de déforestation dans la Commune de Nguélébok	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Objectifs spécifiques : 1) Réduire de 50% l'exploitation frauduleuse du bois, des ressources fauniques et halieutiques 2) Mettre en œuvre des actions de promotion de la forêt et de la faune 3) Améliorer la gestion et les équipements des forêts communautaires 4) Améliorer la gestion de la RFA (Redevance Forestière Annuelle) communale et communautaire	1) Taux de réduction de l'exploitation frauduleuse des ressources naturelles 2) Superficies mises en défens, superficie du sanctuaire 3) Qualité et quantité des équipements octroyés 4) Nombre de réunions de renforcement des capacités de gestion	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Résultats attendus : 1. Exploitation frauduleuse du bois, des ressources fauniques et halieutiques réduite de 50% dans l'espace géographique de la commune 2. Actions de promotion de la forêt et de la faune mises en œuvre 3. Gestion et équipements des forêts communautaires améliorés 4. Gestion de la RFA (Redevance Forestière Annuelle) communale et communautaire améliorée	1) Taux de réduction de l'exploitation frauduleuse des ressources naturelles 2) Superficies mises en défens, superficie du sanctuaire 3) Qualité et quantité des équipements octroyés 4) Nombre de réunions de renforcement des capacités de gestion	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Appuis financiers et logistiques à la lutte contre l'exploitation frauduleuse du bois, des ressources fauniques et halieutiques dans l'espace géographique de la commune 2.1. Identification et délimitation des forêts à mettre en défens pour favoriser la reconstitution des dites forêts 2.2. Création d'un sanctuaire pour les espèces animales menacées de disparition à Nyamtimbi 2	2.3. Création d'une superficie de 1000Ha de forêt communale de production, de protection et de tourisme en intégrant les plantes médicinales 3.1. Amélioration de la gestion et des équipements des forêts communautaires de Dimako II, de Djassi et de Ngoulmékong 4.1. Amélioration de la gestion de la RFA (Redevance Forestière Annuelle) communale et communautaire 5.1. Construction et équipement du Poste Forestier	Libellés	Montants	
		Total investissement	220 000 000	
		Total Fonctionnement	50.000.000	
		Imprévus	10 000 000	
		Total estimatif	280 000 000	

Secteur 19 : Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre				
Problème : Insécurité grandissante et affaiblissement du pouvoir traditionnel				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Réduire les écarts entre riches et les pauvres par l'amélioration de la distribution des retombées de la croissance économique	Les citoyens sont satisfaits des prestations des institutions	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Améliorer la qualité des services rendus par l'Administration Territoriale et le Maintien de l'Ordre	Qualité des services rendus	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Objectifs spécifiques : 1) Augmenter les effectifs des personnels à l'Administration Territoriale et au Maintien de l'Ordre 2) Construire et équiper les infrastructures de l'Administration Territoriale et du Maintien de l'Ordre 3) Réhabiliter le pouvoir des Chefs traditionnels par la construction des chefferies traditionnelles	1) Nombre de personnels affectés 2) Nombre d'infrastructures construites et équipées 3) Nombre de chefferies traditionnelles construites	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Résultats attendus : 1. Effectifs des personnels de l'Administration Territoriale et du Maintien de l'Ordre augmentés 2. Infrastructures de l'Administration Territoriale et du Maintien de l'Ordre construites et équipées 3. Pouvoir des Chefs traditionnels réhabilité par la construction des chefferies traditionnelles, le respect de la procédure de création et de fonctionnement des dites chefferies	1) Nombre de personnels affectés 2) Nombre d'infrastructures construites et équipées 3) Nombre de chefferies traditionnelles construites	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Affectation de 5 gendarmes à la brigade de gendarmerie et multiplication des patrouilles 1.2. Affectation de 3 personnels à la Sous-préfecture de Ndemnam 2.1. Equipement de la brigade de gendarmerie territorialement compétente en 1 véhicule TT 2.2. Construction et équipement de la Brigade de gendarmerie 2.3. Construction et équipement de 5 logements d'astreinte pour les gendarmes à la Brigade de gendarmerie	2.4. Construction et équipement de la Sous-préfecture de Nguélébok 2.5. Construction et équipement de la Résidence du Sous-préfet de Nguélébok 3.1. Réhabilitation du pouvoir des Chefs traditionnels par la construction de 34 chefferies traditionnelles : Nguélébok, Kamba-Mieri, Dimako 2, Mzembele, Nol, Koba, Mbenbyo, Ngoutou, Sangoe, Babeto, Lelo, Konga, Bitam Yen, Nguikouassima, Ngoulmekong, Gabaletta, Nyamtimbi 1, Nyamtimbi 2, Melambo, Bello, Meloupo, Djassi, Djal, Nyam Sambo, Ndoumbe, Dem I, Mbouffou, Godanga, Gongga, Gounte, Ndemnam, Carrefour Gounte, Ndengoro, Fona	Libellés	Montants	
		Total investissement	350 000 000	
		Total Fonctionnement	50.000.000	
		Imprévus	20 000 000	
		Total estimatif	420 000 000	

Secteur 19 : Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre				
Sous secteur : Administration municipale				
Problème : Faibles performances de l'Institution Communale				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Réduire les écarts entre riches et les pauvres par l'amélioration de la distribution des retombées de la croissance économique	Les citoyens sont satisfaits des prestations des institutions	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Améliorer la qualité des services rendus par la Commune	Qualité des services rendus par la Commune	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Objectifs spécifiques : 1) Améliorer la gestion des Ressources Humaines 2) Réformer la gestion des Ressources Financières 3) Améliorer la gestion du Patrimoine Communal 4) Assurer une bonne gestion des Relations	1) Nombre de changements apportés 2) Taux d'augmentation des ressources financières 3) Nombre de changements apportés 4) Nombre d'améliorations apportées	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Résultats attendus : 1) Améliorer la gestion des Ressources Humaines 2) Réformer la gestion des Ressources Financières 3) Améliorer la gestion du Patrimoine Communal 4) Assurer une bonne gestion des Relations	1) Nombre de changements apportés 2) Taux d'augmentation des ressources financières 3) Nombre de changements apportés 4) Nombre d'améliorations apportées	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Elaboration et mise en œuvre d'un plan de recrutement du personnel sur la base des profils définis	2.1. Augmentation des recettes de la Commune d'au moins 50%, avec comme principaux leviers (i) La mise en place d'une commission de recouvrement des taxes	Libellés		Montants
1.2. Organisation d'un séminaire de renforcement des		Total investissement		800 000 000
		Total Fonctionnement		100.000.000
		Imprévus		10 000 000

<p>capacités de l'Exécutif Communal, du personnel communal et du Conseil Municipal sur les thématiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) L'organisation du travail dans l'Institution, (ii) La gestion des ressources de l'Institution y compris le patrimoine communal (iii) Les performances de l'Institution (iv) La négociation et la gestion du partenariat (v) Le leadership et les ressources humaines (vi) Le rôle des Conseillers Municipaux dans le fonctionnement de l'Institution Communale (vii) La gestion financière (viii) La gestion des conflits (ix) Etat civil (x) La gestion de la documentation et l'archivage (xi) Mise en place et gestion d'un plan de communication (xii) Mécanisme de suivi-évaluation des formations reçues <p>1.3. Organisation d'un recyclage annuel pour les employés</p> <p>1.4. Instauration d'un plan de gestion des carrières des agents temporaires</p> <p>1.5. Prise en charge financière des congés des agents</p> <p>1.6. Création d'un organe d'information de la commune (journal)</p> <p>1.7. Accélération de la prise en charge financière des avancements des agents</p> <p>1.8. Mise en œuvre de l'organigramme type produit par le MINADT</p> <p>1.9. Tenue régulière du dossier du personnel</p> <p>1.10. Redynamisation des commissions techniques</p>	<ul style="list-style-type: none"> (ii) La promotion de la bonne gouvernance/éthique auprès des agents communaux et des membres de la commission de recouvrement (iii) Mise à jour des sommiers et fichiers des contribuables (iv) L'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de recouvrement des créances et taxes (v) Le développement des investissements économiquement rentables (Création d'une forêt communale, création d'un cercle municipal, création des auberges...) (vi) L'allègement de la pression fiscale et l'élargissement de l'assiette (vii) La mise en œuvre d'une campagne de communication sur les divers impôts et les modalités de paiement <p>2.2. Le respect de la procédure de décaissement et d'encaissement</p> <p>2.3. L'amélioration de la forme et de la tenue des écritures comptables</p> <p>3.1. Amélioration de la valeur et de la gestion du patrimoine en mettant l'accent sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) L'élaboration et la mise en œuvre d'un document de procédures de gestion du patrimoine (ii) La création et la sécurisation du patrimoine foncier (iii) L'entretien du patrimoine communal (Bâtiments, matériel roulant...) (iv) La construction de l'Hôtel de ville de Nguélébok (v) L'acquisition du nouveau matériel roulant <p>3.2. La construction d'un hôtel de ville</p> <p>4.1. Intensification du réseau de relations avec les partenaires au développement, les bailleurs de fonds nationaux et internationaux, investisseurs privés nationaux et internationaux, les ONG et les communes au Cameroun et à l'étranger (coopération décentralisée).</p> <p>4.2. Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie de collaboration de la Mairie avec les SDE (Services Déconcentrés de l'Etat) ainsi qu'avec la Sous-préfecture.</p> <p>4.3. Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie de concertation entre la Mairie et les opérateurs économiques, les Chefs Traditionnels, les leaders religieux et les acteurs de la Société Civile (GIC, associations...).</p>	<p>Total estimatif</p>	<p>910 000 000</p>
---	---	-------------------------------	---------------------------

Secteur 20 : Secteur Affaires sociales				
Problème : Insuffisance d'encadrement psycho-social et économique des personnes vulnérables				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Promouvoir la solidarité nationale et résorber les décalages les plus flagrants entre les femmes et les hommes dans les groupes sociaux afin de préserver la paix sociale	- Taux d'implication et de réinsertion de chaque groupe de populations vulnérables ; - Indice de satisfaction de la réduction des discriminations envers certains groupes vulnérables, marginaux/marginalisés.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Renforcer l'encadrement des personnes vulnérables et marginales	Nombre de personnes vulnérables et marginales encadrées	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Objectifs spécifiques : 1) Construire et équiper des infrastructures d'encadrement des personnes vulnérables (Action intercommunale) 2) Organiser une journée annuelle de sensibilisation des populations sur l'importance des actes d'état civil et les procédures de leur obtention 3) Soutenir les personnes vulnérables	1) Nombre de centres construits 2) Nombre de personnes sensibilisées 3) Nombre de personnes soutenues	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Résultats attendus : 1. Infrastructures construites et équipées (Action intercommunale) 2. Journées de sensibilisation sur l'importance des actes d'état civil et les procédures de leur obtention organisées 3. Soutenir les personnes vulnérables	1) Nombre de centres construits 2) Nombre de personnes sensibilisées 3) Nombre de personnes soutenues	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Construction et équipement d'un centre de formation professionnelle pour personnes vulnérables (Action intercommunale) 1.2. Construction d'un Centre Social à Nguélébok 2.1. Organisation d'une journée annuelle de sensibilisation des populations sur l'importance des actes d'état civil (actes de naissance...) et les procédures de leur obtention 3.1. Organisation d'une journée annuelle de sensibilisation des populations sur la solidarité nationale et de vulgarisation des procédures d'accès aux aides sociales 3.2. Promotion de la création de 34 associations des personnes vulnérables et soutien dans la mise en œuvre des AGR et des PME : Nguelebok, Kamba-Mieri, Dimako 2, Mzembele, Nol, Koba, Mbenbyo, Ngoutou, Sangoe, Babeto, Lelo, Konga, Bitam Yen, Nguikouassima, Ngoulmekong, Gaballeta, Nyamtimbi 1, Nyamtimbi 2, Melambo, Bello, Meloupo, Djassi, Djal, Nyam Sambo, Ndoumbe, Dem I, Mbouffou, Godanga, Gongga, Gounte, Ndemnam, Carrefour Gounte, Ndegoro, Fona	3.3. Création d'une base de données des personnes vulnérables dans la commune 3.4. Promotion de l'approche handicap dans la construction et la réfection de tous les édifices publics 3.5. Octroi des bourses aux personnes vulnérables d'âge scolaire 3.6. Elaboration et mise en œuvre d'un programme d'appui aux couches sociales vulnérables pour la mise en œuvre des AGR et des PME	Libellés	Montants	
		Total investissement	120 000 000	
		Total Fonctionnement	20.000.000	
		Imprévus	10 000 000	
		Total estimatif	150 000 000	

Sous-secteur : Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDPP) Villages Nyamtimbi II et de Fona				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Promouvoir la solidarité nationale et résorber les décalages les plus flagrants entre les femmes et les hommes dans les groupes sociaux afin de préserver la paix sociale	- Taux d'implication et de réinsertion de chaque groupe de populations vulnérables ; - Indice de satisfaction de la réduction des discriminations envers certains groupes vulnérables, marginaux/marginalisés.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Objectifs stratégiques Améliorer l'encadrement et l'insertion socio économique des pygmées Bakas	% de pygmées en cadrés	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Objectifs spécifiques : 1) Etablir les actes d'état civil aux populations Bakas de Nyamtimbi II et de Fona 2) Appuyer la modernisation de l'habitat des Bakas de Nyamtimbi II et de Fona 3) Appuyer la scolarisation des élèves Bakas de Nyamtimbi II et de Fona 4) Soutenir la modernisation des pratiques agricoles des Bakas et la structuration en GIC des producteurs 5) Soutenir la santé des populations Bakas de Nyamtimbi II et de Fona 6) Appuyer les activités génératrices de revenus et la construction des infrastructures hydrauliques des populations Bakas 7) Appuyer le dialogue intercommunautaire et la sécurisation foncière (appui à la désignation des chefs) 8) Organiser des ateliers de formation aux droits, devoirs, et à l'éducation citoyenne des populations Bakas de Nyamtimbi II et de Fona	1) Nombre de CNI et Actes de naissance établis 2) Nombre de tôles et de sacs de ciments octroyés 3) Nombre de bourses octroyés, nombre de bénéficiaires des fournitures 4) Nombre de pygmées ayant bénéficié de la formation et des appuis agricoles, nombre de GIC 5) Quantité de médicaments octroyés, nombre de pygmées formé aux premiers soins d'infirmerie, nombre d'accoucheuses traditionnelles formés, nombre de moustiquaires octroyés 6) Nombre de PSG, de forêts communautaires et d'activités génératrices de revenus financés 7) Nombre de chefs désignés 8) Nombre de pygmées Bakas éduqués à la citoyenneté	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune

Résultats attendus : 1. Actes d'état civil établis pour les populations Bakas de Nyamtimbi II et de Fona 2. Modernisation de l'habitat des Bakas de Nyamtimbi II et de Fona Appuyée 3. Scolarisation des élèves Bakas de Nyamtimbi II et de Fona appuyée 4. Modernisation des pratiques agricoles des Bakas et la structuration en GIC des producteurs soutenues 5. Santé des populations Bakas de Nyamtimbi II et de Fona soutenue 6. Activités génératrices de revenus et construction des infrastructures hydrauliques des populations Bakas appuyées 7. Dialogue intercommunautaire et la sécurisation foncière (appui à la désignation des chefs) appuyé 8. Ateliers de formation aux droits, devoirs, et à l'éducation citoyenne des populations Bakas de Nyamtimbi II et de Fona organisés	1) Nombre de CNI et Actes de naissance établis 2) Nombre de tôles et de sacs de ciments octroyés 3) Nombre de bourses octroyés, nombre de bénéficiaires des fournitures 4) Nombre de pygmées ayant bénéficié de la formation et des appuis agricoles, nombre de GIC 5) Quantité de médicaments octroyés, nombre de pygmées formé aux premiers soins d'infirmierie, nombre d'accoucheuses traditionnelles formés, nombre de moustiquaires octroyés 6) Nombre de PSG, de forêts communautaires et d'activités génératrices de revenus financés 7) Nombre de chefs désignés 8) Nombre de pygmées Bakas éduqués à la citoyenneté	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Activités principales :			Cadre estimatif des couts	
1.1. Recensement des populations Bakas de Nyamtimbi II et de Fona 1.2. Etablissement des CNI (Cartes Nationales d'Identité) aux populations Bakas de Nyamtimbi II et de Fona 1.2. Etablissement des AN (Actes de Naissance) aux populations Bakas de Nyamtimbi II et de Fona 2.1. Formation d'au moins 80% des Bakas de Nyamtimbi II et de Fona en technique de construction et maintenance des habitats améliorés, et des ouvrages divers y compris les toilettes domestiques 2.2. Fourniture des matériaux de construction (tôles, ciment...) à 80% des ménages Bakas de Nyamtimbi II et de Fona 3.1. Octroi des bourses scolaires aux élèves Bakas de Nyamtimbi II et de Fona 3.2. Octroi des équipements et fournitures scolaires aux écoles (Mélambo, Bello, Gounté Carrefour, Ndengoro) et au CES de Nguélébok en faveur des élèves Bakas 3.3. Formation des enseignants des écoles (Mélambo, Bello, Gounté Carrefour, Ndengoro) et du CES aux techniques d'apprentissage des minorités 4.1. Formation d'au moins 80% des pygmées de Nyamtimbi II et de Fona aux techniques modernes de production agricoles 4.2. Octroi du matériel et des intrants agricoles (brouettes, machettes, matériel végétal, engrais, pesticides...) à au moins à 80% des pygmées Bakas de Nyamtimbi II et de Fona	4.3. Appui à la création et au fonctionnement de 5 GIC par village pygmée Bakas 5.1. Equipement des 02 centres de santé intégrés les plus proches des populations Bakas de Nyamtimbi II et de Fona en médicaments essentiels (CSI de Djassi et CSI de Gounté village) 5.2. Formation de 04 accoucheuses traditionnelles par village pygmées : Nyamtimbi II et Fona 5.3. Formation de 02 pygmées Bakas par village (Nyamtimbi II et de Fona) aux soins infirmiers de base 5.4. Octroi des moustiquaires à au moins 90% des populations pygmées Bakas de Nyamtimbi II et de Fona 5.5. Octroi des appuis nutritionnels aux malades Bakas hospitalisés 6.1. Appui des communautés Bakas de Nyamtimbi II et de Fona à l'élaboration des PSG (Plans Simples de Gestion) et à la création des forêts communautaires 6.2. Appui à l'organisation des filières et à la commercialisation des PFNL 6.3. Financement des microprojets (hydrauliques, petits projets...) des populations Bakas 7.1. Appui au dialogue intercommunautaire et la sécurisation foncière (appui à la désignation des chefs) 8.1. Organisation des ateliers de formation aux droits, devoirs, et à l'éducation citoyenne des populations Bakas de Nyamtimbi II et de Fona	Libellés Total investissement 22 600 000 Total Fonctionnement 2.400.000 Imprévus - Total estimatif 25 000 000		

Secteur 21 : Secteur Jeunesse				
Problème : Difficultés d'insertion socio économique des jeunes				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DCSE) : Augmenter l'offre et la qualité de la formation et de l'encadrement des jeunes	Nombre de jeunes formés et encadrés	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Améliorer l'encadrement et l'insertion des jeunes	Nombre de jeunes encadrés et insérés	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Objectifs spécifiques : 1) Créer, construire et équiper 1 centre multifonctionnel polyvalent de promotion des jeunes CMFPJ à Nguélébok 2) Elaborer et mettre en œuvre un programme d'insertion socio économique des jeunes 3) Equiper le Bureau Communal du Conseil National de la Jeunesse	1) Nombre de CMFPJ 2) Nombre de bénéficiaires 3) Quantité et qualité des équipements	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Résultats attendus : 1. 1 centre multifonctionnel polyvalent de promotion des jeunes CMFPJ créé, construit et équipé à Nguélébok 2. Un programme d'insertion socio économique des jeunes élaboré et mis en œuvre 3. Bureau Communal du Conseil National de la Jeunesse équipé	1) Nombre de CMFPJ 2) Nombre de bénéficiaires 3) Quantité et qualité des équipements	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Activités principales :			Cadre estimatif des couts	
1.1. Création, construction et équipement d'1 centre multifonctionnel polyvalent de promotion des jeunes CMFPJ à Nguélébok 2.1. Elaboration et mise en œuvre d'un programme d'insertion socio économique des jeunes	3.1. Equipement du Bureau Communal du Conseil National de la Jeunesse	Libellés	Montants	
		Total investissement	300 000 000	
		Total Fonctionnement	50.000.000	
		Imprévus	20 000 000	
		Total estimatif	370 000 000	

Secteur 22 : Promotion de la femme et de la famille				
Problème : Faibles épanouissement et implication de la femme et de la jeune fille dans les actions de développement				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Promouvoir l'épanouissement de la femme, de la cellule familiale et la participation communautaire	- Nombre des familles ayant reçu une bonne éducation sociale. - Niveau de sensibilité genre dans l'éducation familiale	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Promouvoir le bien être de la femme et de la famille	- Nombre des familles ayant reçu une bonne éducation sociale. - Niveau de sensibilité genre dans l'éducation familiale	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Objectifs spécifiques : 1) Sensibiliser les populations sur la nécessité de la promotion de la femme et de la famille 2) Créer, construire et équiper des infrastructures de promotion socio économique de la femme et de la famille 3) Appuyer l'organisation des mariages collectifs dans chacun des 34 villages 4) Vulgariser les technologies appropriées aux activités des femmes 5) Soutenir les GIC des femmes dans chacun des 34 villages en inputs et matériels agricoles	1) Nombre de réunions 2) Nombre d'infrastructures 3) Nombre de mariages célébrés 4) Nombre de réunions 5) Nombre de GIC bénéficiaires	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Résultats attendus : 1. Populations sensibilisées sur la nécessité de la promotion de la femme et de la famille 2. Infrastructures de promotion socio économique de la femme et de la famille créées, construites et équipées 3. Organisation des mariages collectifs appuyée dans chacun des 34 villages 4. Technologies appropriées aux activités des femmes vulgarisées 5. GIC de femmes soutenus dans chacun des 34 villages en inputs et matériels agricoles	1) Nombre de réunions 2) Nombre d'infrastructures 3) Nombre de mariages célébrés 4) Nombre de réunions 5) Nombre de GIC bénéficiaires	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Organisation d'une journée annuelle de sensibilisation des populations sur les méfaits de la marginalisation de la jeune fille et de la femme 1.2. Organisation d'une journée annuelle de sensibilisation des populations sur l'importance de la scolarisation de la jeune fille et de la femme 1.3. Organisation d'une journée annuelle de sensibilisation des populations sur l'importance et la procédure de légalisation du mariage 2.1. Création, construction et équipement d'un centre de promotion de la femme et de la famille à Nguélébok 2.2. Construction d'une aire de séchage de manioc de 100m ² dans chacun des 34 villages pour favoriser les AGR des femmes	3.1. Organisation des mariages collectifs dans la commune 4.1. Vulgarisation des technologies appropriées aux activités des femmes 5.1. Soutien de 34 GIC des femmes en inputs et matériels agricoles dont un dans chacun des villages: Nguelebok, Kamba-Mieri, Dimako 2, Mzembele, Nol, Koba, Mbenbyo, Ngoutou, Sangoe, Babeto, Lelo, Konga, Bitam Yen, Nguikouassima, Ngoulmekong, Gabaletta, Nyamtimbi 1, Nyamtimbi 2, Melambo, Bello, Meloupo, Djassi, Djal, Nyam Sambo, Ndoumbe, Dem I, Mbouffou, Godanga, Gongga, Gounte, Ndemnam, Carrefour Gounte, Ndengoro, Fona	Libellés	Montants	
		Total investissement	110 000 000	
		Total Fonctionnement	20.000.000	
		Imprévus	10 000 000	
		Total estimatif	140 000 000	

Secteur 23 : Sports et éducation physique				
Problème : Faible développement des sports et de l'éducation physique				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DSCE) : Développer les infrastructures sportives pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	- % de la population ayant accès aux infrastructures sportives	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Faciliter la pratique des activités sportives	Nombre de personnes bénéficiant d'un accès facile aux activités sportives	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Objectifs spécifiques : 1) Créer et construire des infrastructures de sport et de l'éducation physique 2) Organiser des activités sportives et d'éducation physique 3) Affecter un enseignant d'EPS dans chaque établissement secondaire de la commune et 3 à l'Inspection d'Arrondissement pour le MINEDUB	1) Nombre d'activités sportives 2) Nombre d'enseignants d'EPS 3) Nombre d'enseignants d'EPS	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Résultats attendus : 1. Infrastructures des sports et de l'éducation physique créées et construites 2. Activités sportives et d'éducation physique organisées 3. Un enseignant d'EPS affecté dans chaque établissement secondaire de la commune et 3 à l'Inspection d'Arrondissement pour le MINEDUB	1) Nombre d'infrastructures 2) Nombre d'activités sportives 3) Nombre d'enseignants d'EPS	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Activités principales :			Cadre estimatif des couts	
1.1. Construction d'un complexe sportif aux dimensions réglementaires à Nguélébok 1.2. Construction des plates formes sportives (hand-ball, foot-ball, basket-ball, lion-tennis, piste d'athlétisme...) dans chaque établissement scolaire (19 écoles primaires et 2 CES)	2.1. Organisation d'un championnat sportif annuel dans la commune pendant les vacances en tenant compte du genre 2.2. Organisation des activités sportives des femmes lors des célébrations des différentes journées à elles consacrées 2.3. Création d'une équipe de football à Nguélébok affiliée à la FECAFOOT 3.1. Affectation d'un enseignant d'EPS dans chaque établissement secondaire de la commune et de 3 à l'Inspection d'Arrondissement pour le MINEDUB	Libellés	Montants	
		Total investissement	110 000 000	
		Total Fonctionnement	20.000.000	
		Imprévus	10 000 000	
		Total estimatif	140 000 000	

Secteur 24 : Secteur Tourisme				
Problème : Difficultés de développement du tourisme				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Développer les produits touristiques camerounais pour faire du Cameroun une destination touristique	- Nombre de touristes internationaux par an (au moins 1000 000) ; - Nombre de touristes internes ; - Nombre de sites touristiques aménagés et normalisés ; - VA touristique / VA totale ;	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Promouvoir les activités touristiques dans la Commune de Nguélébok	- Nombre de touristes internationaux par an ; - Nombre de touristes internes ; - Nombre de sites touristiques aménagés et normalisés ; - VA touristique / VA totale ;	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Objectifs spécifiques : 1) Organiser des activités de promotion du tourisme 2) Aménager et désenclaver les sites à valeur touristique 3) Créer des exemples structurants de développement touristique 4) Mettre sur pied un Guide communal de tourisme et en faire la diffusion 5) Créer et construire un office de tourisme 6) Accorder des appuis aux opérateurs du secteur du tourisme (Hôtels, auberges...)	1) Nombre d'activités 2) Nombre de sites 3) Nombre d'exemples structurants créés 4) Nombre de réunion de marketing 5) Nombre d'offices de tourisme 6) Nombre de bénéficiaires	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Résultats attendus : 1. Activités de promotion du tourisme organisées 2. Sites à valeur touristique aménagés et désenclavés 3. Exemples structurants de développement touristique créés 4. Guide communal de tourisme mis sur pied un et sa diffusion faite 5. Un office de tourisme créé et construit 6. Appuis accordés aux opérateurs du secteur du tourisme (Hôteliers, aubergistes...)	1) Nombre d'activités 2) Nombre de sites 3) Nombre d'exemples structurants créés 4) Nombre de réunion de marketing 5) Nombre d'offices de tourisme 6) Nombre de bénéficiaires	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Organisation d'une journée annuelle de promotion du tourisme et de l'écotourisme dans l'espace géographique de la commune 1.2. Organisation des acteurs du secteur touristique en GIC 1.3. Organisation d'une journée annuelle de vulgarisation du cadre réglementaire du tourisme 2.1. Aménagement et désenclavement des sites à valeur touristique : (Forêts, rives de la Doumé avec des hippopotames à Melambo, Djassi et Bello, grotte de Ndjelle entre Bitam Yen et Babetho, campements Bakas, rochers, danses traditionnelles...)	3.1. Construction et équipement d'une auberge municipale de 10 chambres à Nguélébok 3.2. Construction et équipement d'un cercle municipal 3.3. Création d'un jardin public à Nguélébok 4.1. Mise sur pied d'un Guide communal de tourisme et diffusion 5.1. Création et construction d'un office de tourisme 6.1. Appuis aux opérateurs du secteur du tourisme (Hôteliers, aubergistes...) 7.1. Réalisation systématique des Etudes d'Impacts Environnementales pour favoriser l'écotourisme	Libellés	Montants	
		Total investissement	230 000 000	
		Total Fonctionnement	30.000.000	
		Imprévus	10 000 000	
		Total estimatif	270 000 000	

Secteur 25 : Secteur Culture				
Problème : Difficultés de promotion et de valorisation de la culture				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	Part du secteur dans le PIB	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Promouvoir la culture locale	Nombre et types d'activité de promotion culturelle	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Objectifs spécifiques : 1) Mettre en place des plates formes de dialogue inter générationnel dans tous les villages 2) Organiser des journées culturelles annuelles dans chaque village 3) Construire et équiper un foyer culturel dans chacun des villages de la commune	1) Nombre de plates formes de dialogue 2) Nombre de journées culturelles organisées 3) Nombre de foyers culturels	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Résultats attendus : 1. Plates formes de dialogue inter générationnel mises en place dans tous les villages 2. Journées culturelles annuelles organisées dans chaque village 3. Un foyer culturel construit et équipé dans chacun des villages de la commune	1) Nombre de plates formes de dialogue 2) Nombre de journées culturelles organisées 3) Nombre de foyers culturels	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Activités principales :			Cadre estimatif des couts	
1.1. Mise en place des plates formes de dialogue inter générationnel dans tous les villages 2.1. Organisation d'une journée culturelle annuelle dans la commune	3.1 Construction et équipement de 34 foyers culturels dont un dans chacun des villages: Nguélebok, Kamba-Mieri, Dimako 2, Mzembele, Nol, Koba, Mbenbyo, Ngoutou, Sangoe, Babeto, Lelo, Konga, Bitam Yen, Nguikouassima, Ngoulmekong, Gabaletta, Nyantimbi 1, Nyantimbi 2, Melambo, Bello, Meloupo, Djassi, Djal, Nyam Sambo, Ndoumbe, Dem I, Mbouffou, Godanga, Gongga, Gounte, Ndemnam, Carrefour Gounte, Ndengoro, Fona		Libellés	Montants
			Total investissement	540 000 000
			Total Fonctionnement	30.000.000
			Imprévus	10 000 000
			Total estimatif	570 000 000

Secteur 26 : Industries, Mines et développement Technologique				
Problème : Difficultés de développement des industries, de la technologie et du secteur minier				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DSCE) : Assurer l'industrialisation à travers la transformation et la valorisation des matières premières locales et la promotion des exportations	Part du secteur dans le PIB	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Développer les secteurs minier et industriel	Part du secteur minier dans l'économie locale	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Objectifs spécifiques : 1) Mettre en œuvre des activités de valorisation du potentiel en produits de carrières et miniers de la commune 2) Organiser des journées technologiques communales annuelles 3) Appuyer la création d'une forêt communale et des forêts communautaires dans 7 villages	1) Nombre de carrières et de sites miniers valorisés 2) Nombre de réunions 3) Nombre de forêts communales et communautaires créées	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Résultats attendus : 1. Activités de valorisation du potentiel en produits de carrières et miniers de la commune mises en œuvre 2. Journées technologiques communales annuelles organisés 3. Création d'une forêt communale et des forêts communautaires dans 7 villages village appuyée	1) Nombre de carrières et de sites miniers valorisés 2) Nombre de réunions 3) Nombre de forêts communales et communautaires créées	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Activités principales : 1.1. Aménagement et désenclavement des sites de carrière de sable et de pierres exploitables dans la commune 1.2. Organisation d'une journée annuelle de vulgarisation du code minier et de la loi sur la fiscalité locale 1.3. Elaboration et mise en œuvre d'un manuel de procédures communales pour la gestion des sites de carrière et des sites miniers 1.4. Elaboration de la carte minière de la commune	2.1 Organisation d'une journée annuelle des technologies 3.1. Appui à la création d'une forêt communale et des forêts communautaires dans 7 villages : Godanga, Bitam yen, Dengoro, Bello, Melambo, Gongga et Gounté village		Cadre estimatif des couts	
			Libellés	Montants
			Total investissement	250 000 000
			Total Fonctionnement	30.000.000
			Imprévus	10 000 000
			Total estimatif	290 000 000

Secteur 27 : Travail et sécurité sociale				
Problème : Difficultés d'accès à la sécurité sociale				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Prémunir les populations des maux, fléaux et risques sociaux et promouvoir la sécurité sociale	- Taux d'augmentation du taux de couverture en matière de sécurité sociale ; - Taux d'accroissement de 90% de la sécurité sociale	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Promouvoir l'épanouissement des travailleurs et des retraités	- Nombre de travailleurs bénéficiant de la sécurité sociale	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Objectifs spécifiques : 1) Organiser des journées annuelles de sensibilisation des populations sur les opportunités de sécurité sociale fiables 2) Faire un plaidoyer pour l'adoption du projet de loi sur la sécurité sociale	1) Nombre de réunions 2) Nombre de plaidoyers	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Résultats attendus : 1. Journées annuelles de sensibilisation des populations organisées sur les opportunités de sécurité sociale fiables 2. Plaidoyer fait pour l'adoption du projet de loi sur la sécurité sociale	1) Nombre de réunions 2) Nombre de plaidoyers	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Activités principales :			Cadre estimatif des couts	
1.1. Organisation d'une journée annuelle de sensibilisation des populations sur les opportunités de sécurité sociale fiables	2.1. Plaidoyer pour l'adoption du projet de loi sur la sécurité sociale qui prévoit la prise en charge du secteur informel (planteurs, bayam sellam...)	Libellés	Montants	
		Total investissement	4 000 000	
		Total Fonctionnement	1.000.000	
		Imprévus	1 000 000	
		Total estimatif	6 000 000	

Secteur 28 : Communication				
Problème : Difficultés d'accès à la communication				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DCSE) Développer les infrastructures de communication pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	- % de la population ayant l'accès facile à l'information	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Faciliter l'accès à l'information	Nombre de personnes ayant un accès facile à l'information	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Objectifs spécifiques : 1) Créer une radio communautaire 2) Créer un Journal communal	1) Nombre de radios communautaires 2) Nombre de copies par numéro	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Résultats attendus : 1. Une radio communautaire créée 2. Un Journal communal créé	1) Nombre de radios communautaires 2) Nombre de copies par numéro	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels		
Activités principales :			Cadre estimatif des couts	
1.1. Création et équipement d'une radio communautaire par la commune	2 .1. Création d'un Journal communal	Libellés		Montants
		Total investissement		21 000 000
		Total Fonctionnement		5.000.000
		Imprévus		1 000 000
		Total estimatif		27 000 000

3.3. Coût estimatif du PCD

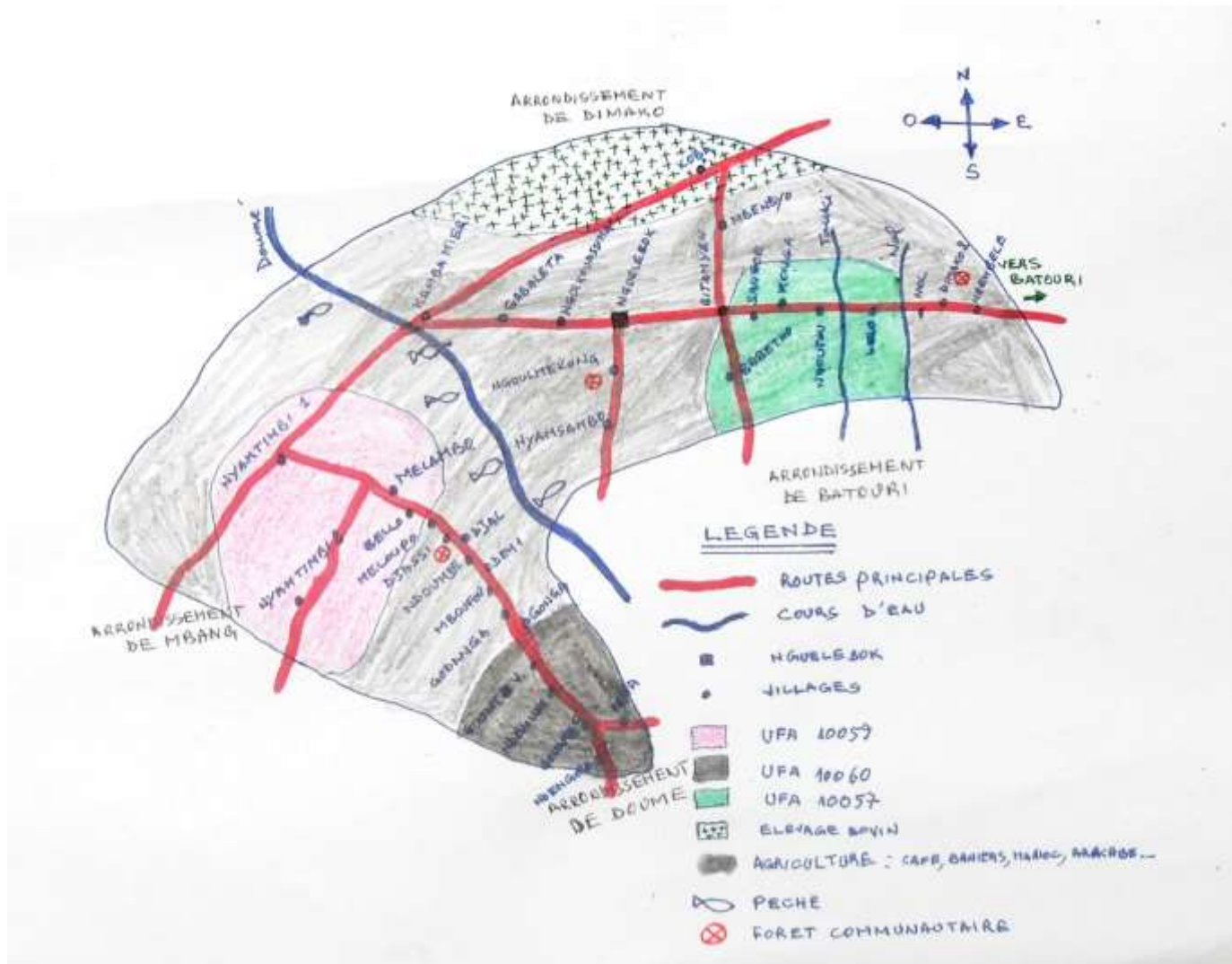
Le coût estimatif du PCD de Nguélébok est donné dans le tableau ci-après. Les coûts réels seront établis lors du montage des microprojets, montage qui constitue une composante de la chaîne de mise en œuvre des actions envisagées.

Tableau 13 : Coût estimatif du PCD

N°	SECTEUR	COUT ESTIMATIF
1.	SANTE PUBLIQUE	600 000 000
2.	EDUCATION DE BASE	2 550 000 000
3.	ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	1 450 000 000
4.	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	5 000 000
5.	AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL	1 040 000 000
6.	TRAVAUX PUBLICS	1 300 000 000
7.	POSTES ET TELECOMMUNICATION	27 000 000
8.	TRANSPORTS	45 000 000
9.	ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE	125 000 000
10.	EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	420 000 000
11.	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION	21 000 000
12.	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT	310 000 000
13.	COMMERCE	950 000 000
14.	ENERGIE ET EAU	
	ENERGIE	200 000 000
	EAU	400 000 000
15.	ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES	130 000 000
16.	DEVELOPPEMENT URBAIN ET DE L'HABITAT	205 000 000
17.	DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	35 000 000
18.	FORETS ET FAUNE	280 000 000
19.	ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE	420 000 000
20.	AFFAIRES SOCIALES	150 000 000
	PLAN DE DEVELOPPEMENT DES PEUPLES PYGMEES PDPP	25 000 000
21.	JEUNESSE	370 000 000
22.	PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	140 000 000
23.	SPORTS ET EDUCATION PHYSIQUE	140 000 000
24.	TOURISME	270 000 000
25.	CULTURE	570 000 000
26.	MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	290 000 000
27.	TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	6 000 000
28.	COMMUNICATION	27 000 000
29.	AXES DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE LA COMMUNE	910 000 000
COUT ESTIMATIF TOTAL		13 411 000 000

3.4. Esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres (PUGDT) de l'espace communal

FIGURE 3 : Plan d'utilisation et de Gestion Durable des Terres



6. PROGRAMMATION

6.1. Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires par secteur

Les microprojets à mettre en œuvre durant les trois années à venir sont présentés dans le tableau suivant :

Tableau 14 : Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des Projets Prioritaires

Secteur	Microprojet	Montant	Période			Sources de financement			
			2012	2013	2014	PNDP	Commune	BIP	Partenaire (C2D, FEICOM...)
SANTE PUBLIQUE	1-Construction et équipement du CSI de Nguélébok	50 000 000	X			0	0	50 000 000	-
	2-Construction et équipement du CSI de Gounté Village	50 000 000	X			0	0	50 000 000	-
	3-Construction et équipement d'un CSI avec Bloc latrine à 03 compartiments à Djassi	30 000 000	X			27 000 000	3 000 000	0	-
	4- Approvisionnement en médicaments et renforcement des équipements médicaux des 4 CSI : CSI de Nguélébok, CSI Djassi, CSI Gounté Village, CSI de Kamba Miéri	30 000 000		X		0	0	30 000 000	-
	5- Construction d'un bloc de 3 toilettes modernes et maintenues en bon état de propreté dans chacun des 4 CSI de la commune	4 000 000			X	0	0	4 000 000	-
EDUCATION DE BASE	1- Réfection de 29 bâtiments en état de dégradation dans les écoles publiques : 4 salles de classe à Nguélébok, 3 à Kamba Miéri, 2 à Koba, 2 à Mben byo, 3 à Ngoutou, 3 à Bitamyen, 3 à Dimako 2, 3 à Dem I, 3 à Nyamtimbi1 et 3 à Djassi	145 000 000			X	0	0	145 000 000	0
	2-Construction et équipement de 02 blocs de 02 salles de classe : EP de Bitamyen (1) et EP de Babetho (1)	28 000 000	X			25 200 000	2 800 000	0	0
	3-Construction de 03 blocs latrines avec 02 compartiments : EP de Bitamyen (1), EP de Babetho (1) et auberge municipale (1)	2 000 000	X			1 900 000	100 000	0	0
	4- Construction et équipement de l'Inspection d'Arrondissement de l'Education de Base à Nguélébok	20 000 000		X		0	0	20 000 000	0
ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	1-Construction et équipement de 10 nouvelles salles de classe : six au CES de Gounté village et quatre au CES de Nguélébok	100 000 000			X	0	0	100 000 000	0
	2- Création, construction et équipement d'1 CETIC à Nguélébok	100 000 000		X	X	0	0	100 000 000	0

Secteur	Microprojet	Montant	Période			Sources de financement			
			2012	2013	2014	PNDP	Commune	BIP	Partenaire (C2D, FEICOM...)
	3-Transformation du CES de Nguélébok en Lycée d'enseignement général	1 000 000		X		0	1 000 000	0	0
	4-Construction et équipement d'1 bloc administratif dans chacun des deux établissements secondaires : CES de Gounté village et CES de Nguélébok	50 000 000			X	0	0	50 000 000	0
DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	Organisation d'une journée annuelle de vulgarisation des procédures relatives aux affaires domaniales et foncières	3 000 000		X	X	-	0		3 000 000
	Plaidoyer contre le poids des tracasseries administratives et de la corruption dans la procédure d'immatriculation foncière	1 000 000		X		-	0	-	1 000 000
	Elaboration et mise en œuvre d'un plan de zonage	5 000 000		X	X	-	0	-	5 000 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	Plaidoyer pour la création, la construction et l'équipement d'une université d'Etat à Bertoua	1 000 000		X		-	0	-	1 000 000
	Organisation d'une journée d'excellence par an pour les élèves des classes de terminale et les étudiants ressortissants de la commune	2 000 000			X	-	2 000 000	-	0
AGRICULTURE	Organisation des mini-comices agropastoraux	50 000 000		X		-	5 000 000	-	45 000 000
	Vulgarisation des techniques de petite mécanisation (motoculteurs...)	200 000 000			X	-	0	200 000000	0
	Construction et équipement d'une maison communale du planteur	10 000 000	X			8500000	1 500 000	0	0
	Construction et équipement d'une pépinière Agro forestière communale pour la production du matériel végétal amélioré (cacao, café, palmier à huile, fruitiers) et des plants forestiers pour le reboisement	5938060	X			5655290	282770	0	0

Secteur	Microprojet	Montant	Période			Sources de financement			
			2012	2013	2014	PNDP	Commune	BIP	Partenaire (C2D, FEICOM...)
TRAVAUX PUBLICS	<p>Entretien annuel des tronçons de routes principales desservant les villages et réhabilitation de 18 ouvrages d'art y afférents:</p> <ul style="list-style-type: none"> • BATOURI-NGUELEBOK 45 Km • NGUELEBOK - NZEMBELE PAR BITAMYEN-SANGOE-KONGA-NGOUTOU-LELO-NOL-DIMAKO 2 (45 km), trois ouvrages d'art • NGUELEBOK - NYAMSAMBO PAR NGOULEMEKONG (10km), deux ouvrages d'art • NGUELEBOK - KAMBAMYERI PAR NGUIKOUASSIMA-GABALETA (17 km), quatre ouvrages d'art • NYAMTIBI 1 - KOBIA PAR KAMBAMYERI (19 km) – Route entretenue par la société forestière SFID-Société Forestière Industrielle de la Doumé • NYAMTIBI 1 - NDENGO PAR MELAMBO-BELLO-MELOUPO-DJASSI-DJAL-NDOUMBE-DEM 1-MBOUFOU-GODANGA-GONGA-GOUNTE VILLAGE-NDEM NAM-NGOUNTE CARREFOUR (47 km), quatre ouvrages d'art • NYAMTIBI 2 - AXE NYAMTIBI 1 – NDENGO (10km), trois ouvrages d'art • NGOUNTE CARREFOUR – FONA (10km), deux ouvrages d'art • BABETHO - KOBIA PAR BITAMYEN-MBENMBYO (33km) -Route entretenue par la société forestière STBK-Société de transformation des Bois de la Kadey 	1 000 000 000		X	X			1 000 000 000	

Secteur	Microprojet	Montant	Période			Sources de financement			
			2012	2013	2014	PNDP	Commune	BIP	Partenaire (C2D, FEICOM...)
POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	Couverture d'au moins 50% de l'aire communale en réseaux téléphoniques et de NTIC	10 000 000		X		-	1000000	-	9 000 000
	Construction et équipement d'un télé centre communautaire à Nguélébok	30 000 000		X		-	0	30 000 000	0
TRANSPORTS	Construction et équipement d'1 gare routière à Nguélébok	30 000 000			X	-	2000 000	-	28 000 000
	Organisation d'une journée annuelle de promotion des bonnes pratiques dans l'exercice du métier de transporteur – moto taximen, clando, transporteurs interurbains-(obtention du permis de conduite, port du casque, sécurité routière, respect du code de la route...)	3000000		X		-	0	-	3 000 000
	Mise à jour du fichier des transporteurs dans la commune	500 000			X	-	500 000	-	0
ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE	Organisation d'une campagne annuelle de sensibilisation des populations sur l'importance du respect des règles d'hygiène de salubrité et d'assainissement	3 000 000		X		-	0	-	3 000 000
	Organisation d'une journée annuelle de sensibilisation des populations sur la protection et la promotion de l'environnement	3 000 000		X	X	-	0	-	3 000 000
	Sensibilisation des populations sur la construction des toilettes domestiques réglementaires	3 000 000		X		-	500 000	-	2 500 000
EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	Construction et équipement d'un bloc de 2 salles de classe à la SAR/SM à Nguélébok	16 000 000	X			-	0	16 000 000	0
	Création d'un fonds de micro crédits pour soutenir l'esprit d'entreprise chez les jeunes formés	100 000 000			X	-	0	100 000 000	0
	Création, construction et équipement d'une SAR/SM à Gounté Village avec prise en compte des activités économiques locales dans la définition des filières de formation	50 000 000		X		-	0	50 000 000	0
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION	Vulgarisation des résultats de la recherche scientifique (matériel végétal, races améliorées et itinéraires techniques en agriculture et en élevage)	10 000 000		X		-	0	10 000 000	0

Secteur	Microprojet	Montant	Période			Sources de financement			
			2012	2013	2014	PNDP	Commune	BIP	Partenaire (C2D, FEICOM...)
PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT	Création d'un fonds de soutien à l'entrepreneuriat des jeunes	100 000 000		X		-	0	100 000 000	0
	Vulgariser les textes en vigueur sur les PME et sensibiliser les jeunes sur les procédures et opportunités de création d'emplois	5 000 000			X	-	500 000	-	4 500 000
	Création d'un programme d'incitation des populations aux AGR et aux PME (Equipements divers, logement, mise à disposition des terres, intrants agricoles ou zootechniques...)	150 000 000			X	-	10 000 000	-	140 000 000
COMMERCE	Appui des GIC, OP et associations de producteurs dans les échanges commerciaux groupés	30 000 000		X		0	0	30 000 000	0
	Construction de 34 magasins de stockage communautaire des produits agricoles dont un dans chacun des villages : Nguelebok, Kamba-Mieri, Dimako 2, Mzembele, Nol, Koba, Mbenbyo, Ngoutou, Sangoe, Babeto, Lelo, Konga, Bitam Yen, Nguikouassima, Ngoulmekong, Gabaletta, Nyamtimbi 1, Nyamtimbi 2, Melambo, Bello, Meloupo, Djassi, Djal, Nyam Sambo, Ndoumbe, Dem I, Mbouffou, Godanga, Gongga, Gounte, Ndemnam, Carrefour Gounte, Ndengoro, Fona	680 000 000			X	1 350 000	30 000 000	650 000 000	0
	Construction et équipement du marché de Nguélébok y compris la boucherie, des toilettes et une halte-garderie	100 000 000			X	0	10 000 000	0	90 000 000
ENERGIE ET EAU	Achèvement des extensions électriques en cours	50 000 000	X	X		0		0	50 000 000
	Electrification des autres villages de la commune	50 000 000		X		0		50 000 000	0
	Construction de 17 Puits équipés de PMH : CSI de Ndjassi (1), EP de Bitamyen (1), EP de Babetho (1), EP de Bello II (1), Konga (1), Gounté carrefour (1), Gongga (1), Petit Mélambo (1), Campement Pygmée de FONA (1), Godanga (1), Méloupo (1), Ndemnam (1), Nyamtimbi 2 (1), CES de Nguélébok (1), CES de Gounté (1), Mbaloum (1) Auberge municipale (1)	80000000	X			76000000	4 000 000	0	0

Secteur	Microprojet	Montant	Période			Sources de financement			
			2012	2013	2014	PNDP	Commune	BIP	Partenaire (C2D, FEICOM...)
	Construction de 34 sources naturelles dont une dans chacun des villages : Nguelebok, Kamba-Mieri, Dimako 2, Mzembele, Nol, Koba, Mbenbyo, Ngoutou, Sangoe, Babeto, Lelo, Konga, Bitam Yen, Nguikouassima, Ngoulmekong, Gabaletta, Nyamtimbi 1, Nyamtimbi 2, Melambo, Bello, Meloupo, Djassi, Djal, Nyam Sambo, Ndoumbe, Dem I, Mbouffou, Godanga, Gongga, Gounte, Ndemnam, Carrefour Gounte, Ndengoro, Fona	17 000 000		X	X	0	1 000 000	0	16 000 000
ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES	Construction d'un parc vaccino-gène et un bain de détiqage à Koba	10 000 000		X		-		10 000 000	0
	Affectation de 2 personnels techniques qualifiés	1 000 000			X	-	1 000 000	0	0
	Promotion de la création des GIC d'éleveurs pour le renforcement de leurs capacités techniques, l'acquisition des races améliorées, les vaccinations groupées et les ventes groupées des bêtes	10 000 000		X		-	0	10 000 000	0
	Organisation d'une campagne annuelle de sensibilisation des pêcheurs sur les méfaits de la pêche par empoisonnement aux pesticides	3 000 000			X	-	0	3 000 000	0
DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT	Elaboration et mise en œuvre d'un plan sommaire d'urbanisme communal	3 000 000		X		-	200 000	-	2 800 000
	Création d'un fonds de soutien à la vulgarisation et à la valorisation des matériaux locaux de construction (Brique de terre cuite ou stabilisée) pour 30% des habitations	100 000 000			X	-	0	-	100 000 000
	Création et entretien annuel de la voirie municipale	30 000 000			X	-	2 000 000	-	28 000 000
FORETS ET FAUNE	Réduction de 50% de l'exploitation frauduleuse du bois, des ressources fauniques et halieutiques dans l'espace géographique de la commune	30 000 000		X		-	0	-	50 000 000
	Identification et délimitation des forêts à mettre en défens pour favoriser leur reconstitution	30 000 000			X	-	0	-	30 000 000
	Création d'un sanctuaire pour les espèces animales menacées de disparition à Nyamtimbi 2	20 000 000			X	-	2 000 000	-	18 000 000

Secteur	Microprojet	Montant	Période			Sources de financement			
			2012	2013	2014	PNDP	Commune	BIP	Partenaire (C2D, FEICOM...)
ADMINISTRATI ON TERRITORIALE, DECENTRALISA TION ET MAINTIEN DE L'ORDRE	Affectation de 5 gendarmes à la brigade de gendarmerie et multiplication des patrouilles	1 000 000			X	-	1 000 000	-	0
	Équipement de la brigade de gendarmerie en 1 véhicule TT	30 000 000		X		-	0	30 000 000	0
	Construction et équipement de la Sous-préfecture et de la résidence du Sous-préfet	70 000 000			X	-	0	70 000 000	0
ADMINISTRATI ON MUNICIPALE	Construction et équipement de l'Hôtel de ville de Nguélébok	150.000.000	X			-	0	-	150.000.000
	Intensification du réseau de relations avec les partenaires au développement, les bailleurs de fonds nationaux et internationaux, investisseurs privés nationaux et internationaux, les ONG et les communes au Cameroun et à l'étranger (coopération décentralisée).	20 000 000		X	X	-	20 000 000	-	0
	Elaboration et mise en œuvre d'un document de procédures de gestion du patrimoine	1 000 000			X	-	1 000 000	-	0
	Mise en place d'une commission de recouvrement des taxes et promotion de la bonne gouvernance/éthique auprès des agents communaux et des membres de la commission de recouvrement	1 000 000		X		-	1 000 000	-	0
AFFAIRES SOCIALES	Organisation d'une journée annuelle de sensibilisation sur la solidarité nationale et de vulgarisation des procédures d'accès aux aides sociales	3 000 000		X		-	0	-	3 000 000
	Création d'une base de données des personnes vulnérables dans la commune	2 000 000			X	-	2 000 000	-	0
	Organisation d'une journée annuelle de sensibilisation sur l'importance des actes d'état civil (l'acte de naissance...) et les procédures de leur obtention	3 000 000			X	-	500 000	-	2 500 000

Secteur	Microprojet	Montant	Période			Sources de financement			
			2012	2013	2014	PNDP	Commune	BIP	Partenaire (C2D, FEICOM...)
JEUNESSE	Création, construction et équipement d'1 centre multifonctionnel polyvalent de promotion des jeunes CMFPJ à Nguélébok	100 000 000			X	-	10 000 000	-	90 000 000
	Elaboration et mise en œuvre d'un programme d'insertion socio économique des jeunes	100 000 000			X	-	20 000 000	-	80 000 000
	Equiperment du Bureau Communal du Conseil National de la Jeunesse	2 000 000		X		-	200 000	-	1800 000
PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	Création, construction et équipement d'un centre de promotion de la femme et de la famille à Nguélébok	40 000 000		X		-	2 000 000	-	38 000 000
	Organisation d'une journée annuelle de sensibilisation des populations sur l'importance de la scolarisation de la jeune fille et de la femme	3 000 000			X	-	500 000	-	2500 000
	Organisation d'une journée annuelle de sensibilisation des populations sur l'importance et la procédure de légalisation du mariage et appui à l'organisation des mariages collectifs	10 000 000			X	-	1000 000	-	9 000 000
SPORTS ET EDUCATION PHYSIQUE	Construction d'une plate-forme sportive aux dimensions réglementaires à Nguélébok	50 000 000			X	-	5 000 000	-	45 000 000
	Construction de 21 plates formes sportives (hand-ball, football, basket-ball, lion-tennis, piste d'athlétisme...) dont une dans chaque structure d'éducation : 19 écoles primaires et 2 CES	63 000 000			X	-	0	-	63 000 000
	Affectation de 5 enseignants d'EPS : 1 dans chaque établissement secondaire de la commune et 3 à l'Inspection d'Arrondissement pour le MINEDUB	1 000 000		X		-	1 000 000	-	0
TOURISME	Construction et équipement d'une Auberge municipale de 10 chambres à Nguélébok	24 201 809		X		21 045 052	3 156 757	0	0
	Mise sur pied d'un Guide communal de tourisme et marketing	3000 000			X	-	3 000 000	0	0
	Organisation d'une journée annuelle de promotion du tourisme et de l'écotourisme dans l'espace géographique de la commune	3000 000			X	-	3 000 000	0	0

Secteur	Microprojet	Montant	Période			Sources de financement			
			2012	2013	2014	PNDP	Commune	BIP	Partenaire (C2D, FEICOM...)
CULTURE	Mise en place de 34 plates formes de dialogue inter générationnel : Nguelebok, Kamba-Mieri, Dimako 2, Mzembele, Nol, Koba, Mbenbyo, Ngoutou, Sangoe, Babeto, Lelo, Konga, Bitam Yen, Nguikouassima, Ngoulmekong, Gabaletta, Nyamtimbi 1, Nyamtimbi 2, Melambo, Bello, Meloupo, Djassi, Djal, Nyam Sambo, Ndoumbe, Dem I, Mbouffou, Godanga, Gongga, Gounte, Ndemnam, Carrefour Gounte, Ndengoro, Fona	3 000 000		X		-	500 000	0	2 500 000
	Construction et équipement de 34 foyers culturels : Nguelebok, Kamba-Mieri, Dimako 2, Mzembele, Nol, Koba, Mbenbyo, Ngoutou, Sangoe, Babeto, Lelo, Konga, Bitam Yen, Nguikouassima, Ngoulmekong, Gabaletta, Nyamtimbi 1, Nyamtimbi 2, Melambo, Bello, Meloupo, Djassi, Djal, Nyam Sambo, Ndoumbe, Dem I, Mbouffou, Godanga, Gongga, Gounte, Ndemnam, Carrefour Gounte, Ndengoro, Fona	340 000 000			X	-	20 000 000	0	320 000 000
	Organisation d'une journée culturelle annuelle	3 000 000			X	-	1 000 000	0	2 000 000
INDUSTRIES, MINES ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	Organisation et redynamisation de l'exploitation des sites de carrière (sable...)	50 000 000		X		-	5 000 000	-	45 000 000
	Elaboration de la carte minière de la commune	3 000 000			X	-	500 000	-	2 500 000
	Organisation d'une journée annuelle des technologies	3 000 000			X	-	500 000	-	2 500 000
COMMUNICATION	Création et équipement d'une radio communautaire	15 000 000		X		-	3 000 000	-	12 000 000
	Construction des antennes relais pour la radio et la télévision	10 000 000			X	-	0	-	10 000 000
TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	Organisation d'une journée annuelle de sensibilisation des travailleurs et des employeurs des secteurs formel et informel sur les opportunités de sécurité sociale fiables, avec implication de la CNPS (Caisse Nationale de Prévoyance Sociale)	3 000 000		X		-	500 000	-	2 500 000
	Plaidoyer pour l'adoption du projet de loi sur la sécurité sociale qui prévoit la prise en charge du secteur informel (planteurs, bayam sellam...)	1 000 000			X	-	1 000 000	-	0
TOTAL		4 228 392 332				75 849 482	4 126 492 850	26 050 000	5 160 100 000

6.2. Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT

6.2.1. Principaux impacts socio-environnementaux potentiels (principaux impacts positifs, impacts négatifs)

La mise en œuvre des projets du CDMT induira un certain nombre d'impacts sur le plan social et environnemental. Le tableau qui suit présente les diverses mesures envisagées pour atténuer les impacts négatifs et pour optimiser les impacts positifs.

Tableau 15 : Principaux impacts socio-environnementaux potentiels (impacts positifs, impacts négatifs)

Type de microprojets contenus dans le CDMT	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementales d'atténuation
Construction : - CSI - Salles de classe - CETIC - Centre de promotion de la femme et de la famille - CMFPJ - Hôtel de ville - Foyers culturels - Maison communale du planteur - Auberge municipale - Gare routière - Blocs de toilettes - Puits avec PMH - Bain de détiage et du parc vaccino-gène	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de l'accès aux soins de santé - Amélioration des conditions de vie de la population ; - Augmentation de l'offre d'éducation scolaire et de formations professionnelles ; - Amélioration des conditions d'éducation et de formation des jeunes ; - Augmentation du taux de scolarisation et de formations professionnelles - Amélioration du cadre et des conditions de travail du personnel de l'Etat - Amélioration du cadre d'accueil des usagers des services publics et des touristes - Meilleure conservation des produits agricoles - Promotion de la culture - Amélioration de la qualité de l'eau de boisson - Réduction des risques de choléra et des maladies liées au péril fécal - Réduction des maladies animales - Augmentation des revenus des éleveurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Conflits foncier avec les populations ; - Érosion, - Pollution par les engins de travail et les poussières ; - Réduction de l'espace communautaire ; - Production des ordures - Augmentation des risques de stagnation des eaux autour des forages, des puits et des sources (nids de moustiques) 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation des populations sur la gestion du domaine foncier ; - Reboisement de l'espace tout autour des établissements ; - Mise en place des bacs à ordures ; - Élaboration et mise en application du règlement intérieure de l'établissement - Mise en place des comités de gestion - Maintien des toilettes dans un bon état de propreté - Création d'une décharge pour les ordures biodégradables - Construction d'un point d'eau potable - Construction des canalisations et des fausses de récupération des eaux usées - Protection des forages par la construction des clôtures 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction des canalisations - Plantation des arbres dans les enceintes des CSI - Engazonnement des pentes ; - Organisation des réunions de concertation avec les populations riveraines ; - Construction des canalisations - Sensibilisation des ouvriers et des populations sur une sexualité responsable et le VIH/SIDA - Collecte et traitement des ordures pour produire le compost - Approvisionnement en eau potable et en électricité - Renforcement des capacités techniques des éleveurs - Mise sur pied d'un sous-comité de gestion du bain de détiage
Création de la pépinière agro forestière communale Organisation des mini-comices agropastoraux Entretien des axes routiers qui relient les villages et les ouvrages d'art y afférents Mise en œuvre de la	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de la disponibilité des intrants et du matériel agricole - Amélioration de la disponibilité des plants de qualité - Emulation des producteurs - Echanges entre les producteurs - Contacts entre les producteurs et les vulgarisateurs agricoles - Renforcement de la sécurité alimentaire - Facilitation la circulation des biens et des 	<ul style="list-style-type: none"> - Risque de pollution environnementale - Risques de ravinement (érosion) - Risques d'intoxication aux pesticides - Production des ordures - contamination du sol et du sous-sol ; de la nappe phréatique par les huiles de vidange ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place des bacs à ordures ; - Approvisionnement régulier en pesticides et intrants agricoles - Prix abordables - Octroi des prix aux agriculteurs et aux éleveurs - Octroi du soutien matériel aux agriculteurs et aux éleveurs - Mise en place des comités de gestion de routes - Restauration des zones décapées par remblai et mise en place d'un couvert végétal 	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation les réunions de concertation avec les populations riveraines ; - Engazonnement - Renforcement des capacités techniques des employés - Dotation des employés en EPI (Equipement de Protection Individuelle) - Construction des canalisations - Information des agriculteurs sur la pépinière - Collecte et traitement des ordures pour

Type de microprojets contenus dans le CDMT	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementale d'atténuation
petite mécanisation agricole	<ul style="list-style-type: none"> personnes, Réduction des frais de transport, Amélioration les conditions de vie des populations 	<ul style="list-style-type: none"> Risque de braconnage Décapage des zones d'emprunt de la latérite Augmentation des risques de contamination par le VIH/SIDA et d'autres IST 		<ul style="list-style-type: none"> produire le compost Sensibilisation pour la lutte contre le braconnage et la consommation des espèces protégées Sensibilisation des ouvriers et des populations sur une sexualité responsable et le VIH/SIDA
<ul style="list-style-type: none"> -Achèvement de l'extension du réseau électrique -Electrification des villages 	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de l'éclairage et du cadre de vie des populations Amélioration des conditions d'apprentissage des leçons pour les écoliers 	<ul style="list-style-type: none"> Risques d'électrocution liés à l'électrification des ménages Destruction du couvert végétal le long des lignes de haute tension électrique 	<ul style="list-style-type: none"> Mise sur pied d'un comité de gestion 	<ul style="list-style-type: none"> Sensibilisation de la population sur les dangers liés à l'utilisation domestique de l'électricité et les mesures de précaution
Elaboration et Vulgarisation du plan sommaire d'urbanisme communal	<ul style="list-style-type: none"> Promotion des normes d'urbanisme Amélioration de la qualité de l'urbanisation Amélioration de la présentation de la ville Possibilité de création des lotissements communaux Possibilités d'augmentation des recettes de la commune 	-	<ul style="list-style-type: none"> Sensibilisation des populations sur l'importance du plan d'urbanisme et de son application 	-
<ul style="list-style-type: none"> -Création des sanctuaires à faune - Mise en défens de certaines forêts 	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration du couvert végétal Augmentation de l'offre du bois de chauffe Augmentation de la production des plantes médicinales Conservation des espèces en voie de disparition Amélioration de l'offre des RFNL (Ressources Forestières Non Ligneuses) Création d'un biotope pour la faune 	<ul style="list-style-type: none"> Réduction des espaces cultivables Risque de conflits fonciers 	<ul style="list-style-type: none"> Protection de la forêt et du sanctuaire contre les feux de brousse et l'exploitation frauduleuse du bois Mise sur pied d'un sous-comité de gestion de la forêt et des sanctuaires Sensibilisation des populations sur la protection de la faune 	<ul style="list-style-type: none"> -sensibilisation et concertation avec les populations riveraines

6.2.2. Plan sommaire de gestion de l'environnement

Tableau 16: Plan sommaire de gestion de l'environnement

ACTIVITES	ACTEURS DE MISE EN ŒUVRE	PERIODES	ACTEURS DE SUIVI	COUTS	OBSERVATIONS
Recrutement d'un agent local (forte vocation environnementale)	Mairie	2012	Conseil municipal PNDP	PM (pour mémoire)	-
Formation de l'agent de développement local aux questions environnementales et au cadre de gestion environnementale et sociale du PNDP	PNDP	2012	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP	PM	-
Formation du COMES aux politiques de sauvegarde et de prise en compte des aspects sociaux environnementaux	PNDP	2012	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP	PM	-
Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental	Agent Communal de Développement	Continue	DD MINEP, DD MINAS, Conseil municipal et PNDP	PM	Coût intégré dans le montage des microprojets
Mise en œuvre des mesures environnementales des microprojets	Entrepreneur, COGES	Continue	DD MINEP, DD MINAS, Conseil municipal et PNDP	PM	Respecter les clauses environnementales des DAO
Provisions pour les études d'impacts environnementales sommaires (EIES) et leur réalisation	Mairie et consultants	Continue	DD MINEP, DD MINAS, Conseil municipal et PNDP	PM	Coût pris en charge par la Mairie
Suivi du plan de gestion environnementale et sociale, et des entrepreneurs	Agent de développement	2012 - 2014	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	PM	-

6.3. Plan d'investissement annuel (PIA)

6.3.1 Ressources mobilisables et échéances

Les ressources mobilisables et les échéances de leur mobilisation qui ont été présentées par le Maire, sont déclinées dans le tableau suivant :

Tableau 17: Ressources mobilisables et échéances

Secteur	Micro projet /activités	Responsable	Partenaires	Budget total	Sources de financement				AUTRES
					Mairie	PNDP	FEICOM	BIP2012	
Eau et Energie	Construction de 17 Puits équipés de PMH : CSI de Djassi (1), EP de Bitamyen (1), EP de Babetho (1), EP de Bello II (1), Konga (1), Gounté carrefour (1), Gongga (1), Petit Mélambo (1), Campement Pygmée de FONA (1), Godanga (1), Méloupo (1), Ndem Nam (1), Nyamtimbi 2 (1), CES de Nguélébok (1), CES de Gounté (1), Mbaloum (1) , Auberge municipale de Nguélébok (1),	Mairie	PNDP	80000000	4 000 000	76000000	0	0	0
Education de Base	Construction et équipement de 02 blocs de 02 salles de classe à l'EP de Bitamyen (1) et EP de Babetho (1)	Mairie	PNDP	28000000	2 800 000	25200000	0	0	0
	Construction de 03 blocs latrines avec 02 compartiments à EP de Bitamyen (1), EP de Babetho (1) et auberge municipale (1)		PNDP	2000000	100 000	1900000	0	0	0
Agriculture	Construction et équipement d'une maison communale du planteur à Nguélébok	Mairie	PNDP	10000000	1500000	8500000	0	0	0
	Construction et équipement d'une pépinière Agro forestière communale pour la production du matériel végétal amélioré (cacao, café, palmier à huile, fruitiers) et des plants forestiers pour le reboisement		PNDP	5938060	282770	5655290	0	0	0
Tourisme	Construction et équipement d'une Auberge municipale de 10 chambres à Nguélébok	Mairie	PNDP	24201809	3156757	21045052	0	0	0
Santé publique	Construction du CSI de Gounté Village	Mairie	BIP	50000000	0	0	0	50000000	0
	Construction du CSI de Nguélébok		BIP	50000000	0	0	0	50000000	0
	Construction et équipement du CSI de Djassi		PNDP	30000000	3000000	27000000	0	0	0
Emploi et	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à la	Préfet de	BIP	16000000	0	0	0	16000000	0

Secteur	Micro projet /activités	Responsable	Partenaires	Budget total	Sources de financement				AUTRES
					Mairie	PNDP	FEICOM	BIP2012	
formation professionnelle	SAR/SM de Nguélébok	la Kadey							
Administration municipale	Construction de l'Hôtel de ville de Nguélébok	Mairie	FEICOM	150000000	0	0	150000000	0	0
TOTAL GENERAL				446 139 869	14 839 527	165 300 342	150 000 000	116 000 000	0

6.3.2. Programmation annuelle des projets prioritaires

Les projets prioritaires ont été planifiés dans le cadre de la programmation annuelle, selon le tableau qui suit :

Tableau 18 : PLAN D'INVESTISSEMENT ANNUEL (PIA)

Secteur	Activités principales	Activités	Tâches	Responsable	Partenaires	Ressources			Délais				Localisations
						H	M	F	T1	T2	T3	T4	
EAU ET ENERGIE	Construction de 16 Puits équipés de PMH (Pompe à Motricité Humaine)	Etude de faisabilité	Mobilisation de l'équipe technique Collecte et analyse des données Montage de la requête de financement	Mairie	PNDP	x	x	x		x			CSI de Djassi (1), EP de Bitamyen (1), EP de Babetho (1), EP de Bello II (1), Konga (1), Gounté carrefour (1), Gongga (1), Petit Mélambo (1), Campement Pygmée de FONA (1), Godanga (1), Méloupo (1), Djal (1), campement Nyamtimbi 2 (1), CES de Nguélébok (1), CES de Gounté (1), Mbaloum (1)
		Mobilisation des fonds	Sensibilisation de la population ; Organisation des collectes au sein de la Communauté			x	x	x		x			
		Passation de marché	Montage et lancement de l'appel d'offre Sélection du prestataire			x	x	x			x		
		Exécution/suivi	Exécution du projet ; Suivi-évaluation ; Réception			x	x	x				x	

Secteur	Activités principales	Activités	Tâches	Responsable	Partenaires	Ressources			Délais				Localisations
						H	M	F	T1	T2	T3	T4	
EDUCATION DE BASE	Construction et équipement de 02 blocs de 02 salles de classe	Etude de faisabilité	Mobilisation de l'équipe technique Collecte et analyse des données Montage de la requête de financement	Mairie	PNDP	x	x	x		x			EP de Bitamyen (1) et EP de Babetho (1)
		Mobilisation des fonds	Sensibilisation de la population ; Organisation des collectes au sein de la Communauté			x	x	x		x			
		Passation de marché	Montage et lancement de l'appel d'offre Sélection du prestataire			x	x	x			x		
		Exécution/suivi	Exécution du projet ; Suivi-évaluation ; Réception			x	x	x				x	
	Construction de 02 blocs latrines avec 02 compartiments	Etude de faisabilité	Mobilisation de l'équipe technique Collecte et analyse des données Montage de la requête de financement	Mairie	PNDP	x	x	x		x			EP de Bitamyen (1) et EP de Babetho (1)
		Mobilisation des fonds	Sensibilisation de la population ; Organisation des collectes au sein de la Communauté			x	x	x			x		
		Passation de marché	Montage et lancement de l'appel d'offre Sélection du prestataire			x	x	x				x	
		Exécution/suivi	Exécution du projet ; Suivi-évaluation ; Réception			x	x	x				x	
AGRICULTURE	Construction et équipement d'une maison communale du planteur	Etude de faisabilité	Mobilisation de l'équipe technique Collecte et analyse des données Montage de la requête de financement	Mairie	PNDP	x	x	x		x			Nguélébok
		Mobilisation des fonds	Sensibilisation de la population ; Organisation des collectes au sein de la Communauté			x	x	x			x		
		Passation de marché	Montage et lancement de l'appel d'offre Sélection du prestataire			x	x	x			x	x	
		Exécution/suivi	Exécution du projet ; Suivi-évaluation ; Réception			x	x	x			x	x	
	Construction et	Etude de faisabilité	- Mobilisation de l'équipe technique	Mairie	PNDP	x	x	x		x			Nguélébok

Secteur	Activités principales	Activités	Tâches	Responsable	Partenaires	Ressources			Délais				Localisations
						H	M	F	T1	T2	T3	T4	
	équipement d'une pépinière Agro forestière communale pour la production du matériel végétal amélioré (cacao, café, palmier à huile, fruitiers) et des plants forestiers pour le reboisement		- Collecte et analyse des données - Montage de la requête de financement										
		Mobilisation des fonds	- Sensibilisation de la population ; - Organisation des collectes au sein de la Communauté			x	x	x			x	x	
		Passation de marché	- Montage et lancement de l'appel d'offre - Sélection du prestataire			x	x	x			x	x	
		Exécution/suivi	- Exécution du projet ; - Suivi-évaluation ; - Réception			x	x	x				x	
TOURISME	Construction et équipement d'une Auberge municipale de 10 chambres	Etude de faisabilité	- Mobilisation de l'équipe technique - Collecte et analyse des données - Montage de la requête de financement	Mairie	PNDP	x	x	x		x			Nguélébok
		Mobilisation des fonds	- Sensibilisation de la population ; - Organisation des collectes au sein de la Communauté			x	x	x			x		
		Passation de marché	- Montage et lancement de l'appel d'offre - Sélection du prestataire			x	x	x			x	x	
		Exécution/suivi	- Exécution du projet ; - Suivi-évaluation ; - Réception			x	x	x				x	
SANTÉ PUBLIQUE	Construction du CSI de Gouté Village	Etude de faisabilité	- Mobilisation de l'équipe technique - Collecte et analyse des données - Montage de la requête de financement	Mairie	BIP	x	x	x		x			Gouté Village
		Mobilisation des fonds	- Sensibilisation de la population ; - Organisation des collectes au sein de la Communauté			x	x	x			x	x	
		Passation de marché	- Montage et lancement de l'appel d'offre - Sélection du prestataire			x	x	x			x	x	
		Exécution/suivi	- Exécution du projet ; - Suivi-évaluation ; - Réception			x	x	x			x	x	
	Construction du CSI de Nguélébok	Etude de faisabilité	- Mobilisation de l'équipe technique - Collecte et analyse des données - Montage de la requête de financement	Mairie	BIP	x	x	x			x	x	
		Mobilisation des fonds	- Sensibilisation de la population ; - Organisation des collectes au sein de la Communauté										

Secteur	Activités principales	Activités	Tâches	Responsable	Partenaires	Ressources			Délais				Localisations	
						H	M	F	T1	T2	T3	T4		
		Passation de marché	- Montage et lancement de l'appel d'offre - Sélection du prestataire										Nguélébok	
		Exécution/suivi	- Exécution du projet ; - Suivi-évaluation ; - Réception											
	Construction et équipement du CSI de Djassi	Etude de faisabilité	- Mobilisation de l'équipe technique - Collecte et analyse des données - Montage de la requête de financement	Mairie	PNDP	x	x	x		x				Djassi
		Mobilisation des fonds	- Sensibilisation de la population ; - Organisation des collectes au sein de la Communauté								x			
		Passation de marché	- Montage et lancement de l'appel d'offre - Sélection du prestataire									x		
		Exécution/suivi	- Exécution du projet ; - Suivi-évaluation ; - Réception										x	
EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à la SAR/SM de Nguélébok	Etude de faisabilité	- Mobilisation de l'équipe technique - Collecte et analyse des données - Montage de la requête de financement	Préfet de la Kadey	BIP	x	x	x		x			Nguélébok	
		Mobilisation des fonds	- Sensibilisation de la population ; - Organisation des collectes au sein de la Communauté								x			
		Passation de marché	- Montage et lancement de l'appel d'offre - Sélection du prestataire									x		
		Exécution/suivi	- Exécution du projet ; - Suivi-évaluation ; - Réception											x
ADMINISTRATION MUNICIPALE	Construction de l'Hôtel de ville de Nguélébok	Etude de faisabilité	- Mobilisation de l'équipe technique - Collecte et analyse des données - Montage de la requête de financement	Mairie	FEICOM	x	x	x		x	x	x	Nguélébok	
		Mobilisation des fonds	- Sensibilisation de la population ; - Organisation des collectes au sein de la Communauté											
		Passation de marché	- Montage et lancement de l'appel d'offre - Sélection du prestataire											
		Exécution/suivi	- Exécution du projet ; - Suivi-évaluation ; - Réception											

6.4. PLAN DE DEVELOPPEMENT DES PEUPLES PYGMEES

Le tableau ci-dessous présente le Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDPP).

Tableau 19: Plan de Développement des Peuples pygmées (Villages Nyamtimbi 2 et Fona)

A / Fonctionnement

N°	Activités envisagées	Responsable	Coût total	Indicateur	Intrant	Période/Année			
1	Plate forme (frais de mission pour les sectoriels : MINSANTE, MINATD, MINADER, affaires sociales, Bakas, etc.)	MINATD (Sous-préfet), Et ministères impliqués, MINAS	1 800 000	- Arrêté préfectoral mettant en place ; - rapport d'activités ;	1 800 000 F/plate-forme par an, la plate forme de Nguélébok est fonctionnelle	X			
2	Carburant pour motos	Mairie	600 000	- Motos fonctionnelles	25 000F/mois /motos pour 2 motos	X			
3	Missions de suivi du PNDP et du comité (CNC, CPP) et d'appui aux ONG et plates-formes	PNDP , MINAS		- rapport de mission	Environ 03 jours par mois, et par cadre	X	X	X	X
4	Etudes préalables (diagnostic, audit des structures, identification des boursiers)			- rapport d'études disponibles		X			
5	Fonctionnement du comité de suivi et de mise en œuvre du PDPP	DD/MINEPAT, PNDP, MINAS		- Rapport de mission ; - compte rendus de sessions de travail		X	X	X	X
	Sous -total		2 400 000						

B/ Investissement

N°	Activités envisagées	Responsable	Cout Total	Indicateur	Intrant				
6	Citoyenneté (provision pour frais d'établissement des cartes d'identité, actes de naissance, ateliers de formation aux droits, devoirs et à l'éducation citoyenne, etc.)	MINATD(Sous-préfet), , MINAS DD/MINPROFF PNDP, MINAS	3 050 000	- 300 CNI et 500 actes de naissances sont établis ; - Les Bakas appréhendent mieux l'importance des pièces officielles	6000 FCFA/ CNI et 2500 par acte de naissance	X	X	X	
7	Dotation des structures impliquées dans la citoyenneté en petit matériel (registres, encreurs, bics, etc.)	-Mairie -Centres d'état civil -PNDP, -MINAS	300 000	Les capacités des centres d'état civil et maries sont renforcées pour l'établissement des pièces officielles		X			
8	Acquisitions motos	PNDP Mairie , MINAS	1 000 000	2 motos disponibles et fonctionnelles	500 000 FCFA/moto	X			
9	Médicaments essentiels pour les formations hospitalières (CSI) et transport vers les sites	Chef District MINSANTE	2 000 000	- Les 3 formations sanitaires abritant les Bakas sont pourvus en médicaments ;			X	X	

	bénéficiaires	PNDP, MINAS		- Nombre de Bakas tuberculeux, ou atteints de VIH SIDA suivis de manière régulière ; - Nombre de Bakas, y compris femmes enceintes, suivis et vaccinés							
10	Appui alimentaires pour les malades hospitalisés et pour les enfants Bakas dans les écoles et transport vers les sites	Chef District MINSANTE PNDP, MINAS	1 500 000	Des capacités de trois formations sanitaires sont renforcées (Kamba Miéri, Djassi et Gounté Village)				X	X		
11	Fournitures et manuels scolaires pour les écoles classiques en faveur des enfants des Bakas	DD/MINEDUB PNDP, MINAS	2 000 000	100 % des enfants pygmées bénéficient de manière directe ou indirecte des fournitures et des bourses				X	X		
12	Equipements et fournitures pour les écoles, et autres infrastructures collectives	DD/MINEDUB PNDP, MINAS	1 500 000	5 établissements renforcés : écoles (Mélambo, Bello, Gounté Carrefour, Ndengoro) et CES de Nguélébok				X	X		
13	Appui à la création, et/ou à la mise en œuvre des plans simples de gestion de deux forêts communautaires (Provision)	DD/MINFOF, MINAS	1 250 000	02 comités paysans forêts, et/ou d'organisations des Bakas, appuyés ou renforcés				X	X		
	Appui à l'organisation des filières et à la commercialisation des PFNL	MINFOF, MINAS	600 000					X	X		
14	Octroi du matériel et des intrants agricoles (brouettes, machettes, matériel végétal, engrais, pesticides...) à au moins à 80% des pygmées Bakas de Nyamtibi II et de Fona Appui à la création et au fonctionnement de 5 GIC par village pygmée Bakas	DD/MINADER, MINAS	1 000 000	100 agriculteurs renforcés (matériel agricole, intrants agricoles et formation); Superficie mise en valeur ou augmentée ; Rendements obtenus pour les principales spéculations				X	X	X	X
15	Dialogue intercommunautaire et sécurisation foncière (appui à la désignation des chefs)	MINATD(Sous-préfet), , MINAS	200 000	2 campements ayant des droits d'usufruit sur des espaces reconnus légalement par les bantous et l'administration				X			
	Amélioration de l'habitat et des offres de service de base	MINDUH PNDP, MINAS Consultant	1 500 000					X	X	X	X
16	Fourniture des matériaux de construction (tôles, ciment...) à 80% des ménages Bakas de Nyamtibi II et de Fona	DD/MINEP PNDP, MINAS	1000 000	Les Bakas des 2 campements sont sensibilisés Nombre de toilettes domestiques construites				X	X	X	X
17	Provision pour le financement des MP (hydraulique, petits microprojets, etc.)	PNDP, MINAS Consultant	1500 000	Nombre de MP identifiés et mis en œuvre -	Provision			X	X	X	X
	Sous total investissement		18 400 000								

C/ Renforcement des capacités/Evaluation et soutien du processus

N°	Activités envisagées	Responsable	commune de Nguélébok	Indicateur	Intrant				
21	Formation des accoucheuses traditionnelles		400 000	4 accoucheuses traditionnelles sont formées	100 000/	X	X		

	Bakas				accoucheuse Bakas				
22	Formation des Relais communautaires Bakas aux premiers soins d'infirmierie	Chef District MINSANTE, MINAS	800 000	4 Relais communautaires de santé Bakas sont formés aux soins élémentaires dans les CSI			X	X	
23	Octroi d'une bourse de formation aux Bakas des collèges et lycées ainsi des formations professionnelles (Ecoles d'infirmiers, ENIEG, ENIET, etc.) pour l'émergence d'une élite « pygmée »,	DD/MINEDUB DD/MINESEC PNDP, MINAS Consultant	1 000 000	- Les enfants Bakas des divers établissements scolaires perçoivent annuellement une bourse ; - Au moins 3 pygmées inscrits et suivis dans les ENIET et ENIEG, etc.	50 000 F /an pendant 04 ans		X	X	X
24	Formation des Bakas à la construction et maintenance des habitats améliorés, et des ouvrages divers	DD/MINDUH Consultant, MINAS	1000 000	25 Bakas reçoivent une formation professionnelle en construction et maintenance	6 Bakas / an		X	X	X
25	Formation des enseignants de niveau 1 et 2 aux techniques ORA, et d'apprentissage aux minorités	DD/MINEDUB Consultant, MINAS	1 000 000	-20 enseignants sont formés et sont aptes à encadrer les enfants pygmées	50 000F/ Bakas / 3 ans			X	X
26	Mise en œuvre et accompagnement des activités du plan par l'OAL (recrutement, etc.)	Consultants PNDP, MINAS		-rapport d'activités des OAL ; - nombre d'OAL recrutés et formés					
27	Evaluation à mi- parcours et de fin de phase du plan	Consultant		-rapport d'évaluation					
	Sous-total		4 200 000						
N°	Rubriques	Montant							
	Sous total fonctionnement	2 400 000							
	Sous total investissement	18 400 000							
	Sous-total renforcement des capacités et évaluation	4 200 000							
			TOTAL GENERAL : 25 000 000 FCFA						

6.5. Plan de Passation des marchés du PIA

Le plan de passation des microprojets prioritaires se présente comme suit :

Tableau 20 : PLAN DE PASSATION DES MARCHES (PPM)

Désignations	Montant total	Date montage du DAO	Date de lancement du marché	Date de sélection du prestataire	Observations
Construction du CSI de Nguélébok	50 000 000	07/10/2012	15/10/2012	25/11/2012	
Construction du CSI de Gounté village	50 000 000	07/10/2012	15/10/2012	25/11/2012	
Construction et équipement d'un CSI avec Bbloc latrine à 03 compartiments à Djassi	30 000 000	07/10/2012	15/10/2012	25/11/2012	
Construction d'un bloc de 02 salles de classe à la SAR/SM de Nguélébok	16 000 000	-	-	-	Marché déjà passé et en attente d'exécution
Construction de l'Hôtel de ville de Nguélébok	150 000 000	-	-	-	Marché déjà passé et en attente d'exécution
Construction de 16 Puits équipés de PMH : CSI de Ndjassi (1), EP de Bitamyen (1), EP de Babetho (1), EP de Bello II (1), Konga (1), Gounté carrefour (1), Gonga (1), Petit Mélambo (1), Campement Pygmée de FONA (1), Godanga (1), Méloupo (1), Djal (1), campement Nyamtimbi 2 (1), CES de Nguélébok (1), CES de Gounté (1), Mbaloum (1)	80 000 000	17/10/2012	22/10/2012	27/11/2012	
Construction et équipement de 02 blocs de 02 salles de classe à l'EP de Bitamyen (1) et EP de Babetho (1)	28000000	17/10/2012	22/10/2012	27/11/2012	
Construction de 02 blocs latrines avec 02 compartiments à EP de Bitamyen (1) et EP de Babetho (1)	2000000	17/10/2012	22/10/2012	27/11/2012	
Construction et équipement d'une maison communale du planteur à Nguélébok	10000000	17/10/2012	22/10/2012	27/11/2012	
Construction et équipement d'une Auberge municipale de 10 chambres à Nguélébok	24201809	17/10/2012	22/10/2012	27/11/2012	
Construction et équipement d'une pépinière Agro-forestière communale pour la production du matériel végétal amélioré (cacao, café, palmier à huile, fruitiers) et des plants forestiers pour le reboisement	5938060	17/10/2012	22/10/2012	27/11/2012	
Total	446 139 869				

7. MECANISME DE SUIVI- EVALUATION

7.1. Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD

Le Comité Communal de Suivi Evaluation (CCSE) du PCD est le mécanisme central dont dépend la mise en œuvre efficace du PCD. Son existence légale est constatée par un arrêté municipal. Sa constitution est la suivante :

- **Président** (Maire)
- **Vice-président** (2^e Adjoint au Maire)
- **Rapporteur** : Agent Communal de Développement
- **Membres** : -Secrétaire Général de Mairie
-3 Représentants du Conseil Municipal
-Des sectoriels locaux

Les attributions du CCSE sont les suivantes :

- Suivi Evaluation de la mise en œuvre des microprojets inscrits dans le PCD
- Compte rendu au Conseil Municipal des missions de Suivi Evaluation et du niveau d'exécution des actions inscrites dans le PCD
- Prise de décision sur la conduite à tenir pour la résolution des problèmes relevés
- Présentation au Conseil Municipal du rapport de Suivi Evaluation tous les trimestres, ainsi que du rapport des missions ponctuelles.

7.2. Composition du CCSE de Nguélébok

Tableau 21 : Composition du CCSE de Nguélébok

POSTES	NOMS ET PRENOMS
1. Présidente :	DOLO Colette (2 ^e Adjoint au Maire de Nguélébok)
Secrétaire Général de Mairie :	MAMBO Barthélémy (Agent Communal de développement)
Membres :	
<u>Représentants des Sectoriels (Tous les Sectoriels locaux)</u>	
- Délégué d'Arrondissement d'Agriculture et du Développement Rural (MINADER)	
- Inspecteur d'Arrondissement de l'Education de Base (MINEDUB)	
- Chef du District de santé ou médecin Chef du CSI de Nguélébok (MINSANTE)	
- Délégué d'Arrondissement du MINEPIA ou Chef de Centre Zootechnique et Vétérinaire (MINEPIA)	
- Directeur du CES de Nguélébok	
- Chef de Poste de Contrôle Forestier et de Chasse (MINFOF)	
<u>Représentants des Conseillers Municipaux</u>	
- Secteur 1 : Madame ZOPELE Véronique, Conseillère Municipale	
- Secteur 2 : Monsieur NDINGA Martin Luther, Conseiller Municipal	
- Secteur 3 : DILA Jean Pierre, Conseiller Municipal	
- Secteur 4 : Monsieur SEBA Emmanuel, Conseiller Municipal	
- Secteur 5 : Monsieur TSEMA Marcel, Conseiller Municipal	
<u>Représentants des populations autochtones</u>	
- Monsieur ALINGO Simon (Pygmées)	
- Monsieur ELHADJI DAMENA (Bororos)	
<u>Représentants des populations autochtones</u>	
- Madame DJOKOMA Rose	

7.3. Acteurs de la mise en œuvre du PCD

Comme membre du CCSE, ces acteurs clé du développement communal ont comme principale activité de s'assurer que le Plan s'exécute pleinement et efficacement selon la programmation prévue. Cependant, les apports sont différents selon les postes occupés en son sein.

Le Maire de la Commune : En tant que président du CCSE, anime le Comité et coordonne ses activités. A ce titre, il :

- Convoque et préside les réunions du CCSE et les assemblées générales de la Commune;
- Signe, conjointement avec les partenaires au développement identifiés, les contrats de prestations de services;
- Procède à l'ordonnancement des dépenses;
- Signe les documents administratifs, tels que les convocations et invitations aux réunions, les correspondances de toute nature adressées à des tiers, les P.V de réunions ;
- Cosigne le compte de la Commune auprès des établissements financiers ;
- Représente la Commune en justice et dans les actes de la vie civile.

Le Secrétaire Général : il est membre du comité et accompagne le rapporteur dans sa tâche.

Les représentants du conseil municipal : Généralement, une Commune est divisée en secteur. Les Conseillers Municipaux étant originaires de l'un ou de l'autre secteur de la Commune ont un double rôle. En effet, le rôle d'un Conseiller est de prendre les préoccupations de la base afin de les présenter aux sessions du Conseil, puis de tenir les populations de son secteur au courant des décisions du Conseil.

Le rapporteur : assure le secrétariat du Comité. A ce titre il :

- Prépare pour soumettre à la signature du président les convocations, invitations et toutes les correspondances;
- Rédige les procès-verbaux et les comptes rendus des réunions et assemblées générales de la communauté ;
- Conserve les archives de la commune.

Les sectoriels locaux membres du CCSE apportent leur appui technique dans la mise en œuvre des activités programmées dans le PCD.

7.4. Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA)

Tableau 22 : Indicateurs de suivi évaluation du PIA

SECTEUR	ACTIVITES	INDICATEURS DE SUIVI-EVALUATION
Santé	Construction du CSI de Nguélébok	Le CSI de Nguélébok est construit et est opérationnel
	Construction du CSI de Gounté village	Le CSI de gounté Village est construit et est opérationnel
	Construction et équipement d'un CSI avec Bbloc latrine à 03 compartiments à Djassi	Le CSI de Djassi est construit et est opérationnel
Education de Base	Construction et équipement de 02 blocs de 02 salles de classe à l'EP de Bitamyen (1) et EP de Babetho (1)	2 blocs de 2 salles de classes construites et opérationnelles et servant à l'éducation des enfants
	Construction de 02 blocs latrines avec 02 compartiments à EP de Bitamyen (1) et EP de Babetho (1)	2 blocs de 2 latrines construites et maintenues en bon état de propreté

Eau & Energie	Construction de 16 Puits équipés de PMH : CSI de Ndjassi (1), EP de Bitamyen (1), EP de Babetho (1), EP de Bello II (1), Konga (1), Gounté carrefour (1), Gongga (1), Petit Mélambo (1), Campement Pygmée de FONA (1), Godanga (1), Méloupo (1), Djal (1), campement Nyamtimbi 2 (1), CES de Nguélébok (1), CES de Gounté (1), Mbaloum (1)	16 puits équipés de PMH construits, réceptionnés et opérationnels ; les populations se ravitaillent en eau potable
Agriculture	Construction et équipement d'une maison communale du planteur à Nguélébok	La maison communale du planteur est construite, équipée et opérationnelle
	Construction et équipement d'une pépinière Agroforestière communale pour la production du matériel végétal amélioré (cacao, café, palmier à huile, fruitiers) et des plants forestiers pour le reboisement	La pépinière agro forestière est construite, équipée et opérationnelle
Tourisme	Construction et équipement d'une Auberge municipale de 10 chambres à Nguélébok	Nombre de chambres Auberge construite et opérationnelle
Emploi et formation professionnelle	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à la SAR/SM de Nguélébok	Nombre de salles de classe SAR/SM construite et opérationnelle
Administration Municipale	Construction de l'Hôtel de ville de Nguélébok	Hôtel de ville construit et opérationnel

7.5. Dispositif, outils et fréquence du reporting

Tableau 23 : Dispositif, outils et fréquence du reporting

Acteurs	Outils	Fréquence du reporting
Les membres du Comité Communal de Suivi-Evaluation (CCSE) du PCD	<ul style="list-style-type: none"> - Réunions d'évaluation ; - Descentes de terrain ; - Production des Rapports mensuels (agents de développement communaux et PV), rapports trimestriels pour le CCSE - -Fiche d'évaluation environnementale - -Le cahier des charges du prestataire - Le cahier de chantier - Les clauses particulières 	<ul style="list-style-type: none"> -La fréquence de suivi des activités se fera de manière trimestrielle (cependant, les 02 agents de développement communaux recrutés feront des descentes mensuelles afin de faciliter les activités du CCSE -PV à la fin de chaque activité/mission

7.6. Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD

7.6.1. Mécanisme de préparation du PIA

Pour préparer le PIA, la Commune devrait suivre les étapes suivantes :

- Evaluation des activités de l'année écoulée : il s'agira ici d'évaluer les activités précédentes du PIA, afin de faire un état des lieux des activités qui ont été réalisées et de reconduire dans le prochain PIA celles qui n'ont pas pu être réalisées.
- Production du rapport annuel des activités qui ont été menées.
- L'évaluation des ressources financières mobilisables dans l'année considérée et leur mobilisation effective
- Identification dans le CDMT ou le plan stratégique le cas échéant des activités à inscrire dans le nouveau PIA y compris celles non exécutées de l'année précédente
- Elaboration du nouveau PIA.
- Exécution du PIA ainsi obtenu.

7.6.2. Mécanisme de Révision du PCD

Pour une gestion efficace des ressources financières, l'actualisation du PCD se fera après deux triennales. La révision du dit document se fera par un appel à manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un organisme d'appui local pour l'accompagnement de la réactualisation du PCD. Les agents de développements communaux auront la charge de monter le dossier d'appel d'offre (DAO) ; et la commission de passation des marchés aura la charge de sélectionner le prestataire selon les principes des marchés publics.

8. PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD

La mise en œuvre du PCD implique la participation de tous les acteurs du développement de l'aire communale, aussi bien au niveau local (populations, Institution communale, SDE...), national que des partenaires internationaux. Le rôle de chacun de ces acteurs est critique pour le succès de l'exécution du PCD. Ce rôle ne peut être rempli de façon optimale que si une bonne communication est faite sur le Plan Communal de Développement et sur son exécution. C'est ce souci d'implication pleine, efficace et efficiente de tous les acteurs du développement local qui a guidé l'élaboration du plan de communication sur la mise en œuvre du PCD.

8.1 Objectifs du plan

- Informer et sensibiliser les acteurs à différents niveaux
- Développer les synergies entre les acteurs à divers niveaux pour la mise en œuvre du PCD
- Promouvoir la gouvernance locale par la vulgarisation du budget communal
- Capitaliser les actions de développement menées dans la commune et les bonnes pratiques en vue de leur diffusion
- Favoriser l'exercice du dialogue social entre la commune et les communautés à travers la production et la diffusion des informations se rapportant à la mise en œuvre du PCD
- Accompagner les bénéficiaires à la base dans l'appropriation du développement participatif
- Faciliter la recherche et l'obtention des financements par la Mairie pour l'exécution du PCD

8.2 Etapes d'élaboration et de mise en œuvre du plan

Les étapes d'élaboration et de mise en œuvre du plan de communication sont les suivantes :

- Etat des lieux du système de communication (Agent Communal de Développement)
- Elaboration du plan (Agent Communal de Développement)
- Finalisation du plan au cours d'un atelier regroupant les acteurs de développement de l'aire communale (Exécutif communal, personnel communal, SDE, CCSE...)
- Validation du plan (Conseil Municipal)
- Diffusion du plan (Maire)
- Mise en œuvre du plan (Maire)
- Suivi évaluation de la mise en œuvre du plan (Agent Communal de Développement).

8.3 Stratégie de mise en œuvre du plan

Elle se présente comme suit :

- Finalisation du plan lors d'un atelier (Agent Communal de Développement)
- Production des outils de communication adaptés au contexte
- Renforcement des capacités de l'Agent Communal de Développement en communication en attendant l'affectation à la Mairie d'un expert en communication
- Renforcement des capacités du Maire en matière de communication
- Mise en place des relais de communication communautaires et renforcement de leurs capacités en communication

Tableau 24 : Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD

N°	ACTIVITES	OUTILS	SUPPORT DE COMMUNICATION	RESPONSABLE	COLLABORATION	CIBLE
1.	Restitution du PCD auprès du Conseil Municipal	Atelier	-PCD -Résumé du PCD	-Exécutif Communal -CCSE	-Sectoriels -ONG de développement	- Conseil Municipal - Personnel communal
2.	Restitution du PCD auprès à la population dans son ensemble	Sensibilisation	-PCD -Résumé du PCD	-Exécutif Communal -CCSE	-Sectoriels -ONG de développement -CDV -Chefs traditionnels	-Populations au sein des communautés -Elites intérieures -Société civile
3.	Mise en ligne sur Internet	Site WEB	-Internet -Adresse E-mail -PCD version électronique -Résumé du PCD version électronique	-Exécutif Communal -CCSE	-Sectoriels -ONG de développement	- Les partenaires au développement ; - Les élites ; - Les ministères techniques en fonction des thématiques identifiées ici ; - Les potentiels bailleurs de fonds externes ;
4.	Duplication et publication du PCD	Liste des destinataires (Elites, partenaires au développement)	-Poste -Agences de voyage -Secrétariat parlementaire -Mairie -Syndicat des Communes -CVUC	-Exécutif Communal -CCSE	-Sectoriels -ONG de développement -Chefs traditionnels	- Les partenaires au développement ; - Les élites ; - Les ministères techniques en fonction des thématiques identifiées ici ; - Les potentiels bailleurs de fonds externes ; - Les populations de Nguélébok; - Les élus locaux
5.	Evaluation et reprogrammation PIA	Atelier	Rapport des réalisations produit par le CCSE	-Exécutif Communal -CCSE	-Sectoriels -ONG de développement -Chefs traditionnels -CDV	- Les différents villages de la commune -Les populations de l'aire communale
6.	Large diffusion des réalisations	-Radios (Communautaires, nationales, régionales...) -Presse écrite -Journal de la commune -Télé - Affiches	Rapport des réalisations produit par le CCSE	-Exécutif Communal -CCSE	-Sectoriels -ONG de développement -Chefs traditionnels -CDV	- Les partenaires au développement ; - Les élites ; - Les ministères techniques en fonction des thématiques identifiées ici ; - Les potentiels bailleurs de fonds externes ; - Les populations de Nguélébok; - Les élus locaux

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Le processus d'élaboration participative du PCD de la commune de Nguélébok a comporté des étapes majeures, en l'occurrence (i) La collecte des données (la collecte des données de base dans les villages, la collecte des données dans l'espace urbain communal) (ii) La conduite des diagnostics (le diagnostic participatif au niveau des villages, le diagnostic participatif de l'espace urbain communal, le diagnostic de l'Institution Communale et l'élaboration du plan d'utilisation et de gestion durable des terres) et (iii) La tenue de l'atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation. Au terme de ce processus nous pouvons affirmer que la commune de Nguélébok dispose d'une multitude d'atouts susceptibles de la sortir du sous-développement. Le PCD sera pour les décennies à venir, la boussole qui guidera toutes les actions de développement sur l'aire communale, non seulement pour les rendre durables, mais aussi pour assurer leur adéquation avec les besoins réels des populations, et mobiliser toutes les énergies et toutes les synergies que requiert le succès d'une telle œuvre.

Pour cette marche vers le développement, le PCD balise le chemin, fixe les repères et les objectifs. Au-delà de la vision de développement, le PCD identifie les acteurs critiques, leurs rôles et leurs activités, détermine les processus et les stratégies, et intègre dans son exécution, des mécanismes de suivi évaluation ainsi que de pérennisation des ouvrages de développement. La valeur d'un tel guide pour l'émergence de la commune de Nguélébok n'est donc plus à démontrer.

Quoiqu'il en soit, parmi les défis majeurs à relever par les acteurs du développement communal, figure en bonne place celui de la mobilisation et de l'implication des bailleurs de fonds au niveau local, national ou international, car les ressources financières nécessaires sont importantes. Ceci passera par un marketing efficace du PCD.

Les recommandations suivantes peuvent être faites :

- Rendre rapidement opérationnel le comité communal de suivi évaluation
- Engager aussitôt les études de faisabilité des projets identifiés.
- Le Maire doit durant ses missions à l'intérieur ou à l'extérieur du pays se munir du PCD qu'il fera tenir à tous ses partenaires dans le cadre de la coopération décentralisée.

BIBLIOGRAPHIE

- 1) ATLAS DE L'AFRIQUE, Octobre 2010 Cameroun, Les Editions J.A.
- 2) BUCREP, 2008. Recensement Général de la Population et de l'Habitat
- 3) DICOS ENCARTA
- 4) MINEPAT, 2009. DOCUMENT DE STRATEGIE POUR LA CROISSANCE ET L'EMPLOI (DSC)
- 5) MINEPAT, 2012. Journal des projets 2012
- 6) MINEPAT/CVUC, GTZ, PNDP, BM, FEICOM, 2010. GUIDE METHODOLOGIQUE DE PLANIFICATION REGIONALE ET LOCALE, Deuxième Edition,
- 7) PNDP, 2007 PLAN DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL DE BAKOU,
- 8) PNDP, 2009 PLAN DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL DE KEKEM,
- 9) PADDL, 2008 PLAN DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL DE MAGBA,
- 10) PNDP, 2011 PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE MAGBA,
- 11) PNDP, 2011 PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE DIMAKO,

ANNEXES

Annexe 1: Population de Nguélébok

Village	Population				
	Hommes	Femmes	Jeunes (moins de 16 ans)	Enfants (moins de 5 ans)	Total
NGUELEBOK	295	300	250	107	595
KAMBA-MIÉRI	230	254	233	80	484
DIMAKO 2	74	70	90	40	144
MZEMBELE	80	83	115	35	163
NOL	181	190	150	55	371
KOBA	450	545	155	100	995
MBENBYO	183	208	115	40	391
NGOUTOU	135	139	62	25	274
SANGOE	60	76	54	15	136
BABETO	50	65	45	16	115
LELO	80	78	35	15	158
KONGA	55	60	35	20	115
BITAM YEN	200	215	150	75	415
NGUIKOUASSIMA	150	165	120	45	315
NGOULMEKONG	120	130	70	30	250
GABALETTA	406	162	110	60	406
NYAMTIMBI 1	225	235	120	70	460
<i>NYAMTIMBI 2 (Pygmées)</i>	70	80	30	10	150
MELAMBO	310	330	135	47	640
BELLO	320	340	95	70	660
MELOUPO	140	160	103	40	300
DJASSI	150	161	75	25	311
DJAL	150	160	90	20	310
NYAM SAMBO	120	130	50	15	250
NDOUMBE	140	160	60	40	300
DEM I	145	155	90	50	300
MBOUFFOU	110	114	32	12	224
GODANGA	220	240	90	80	460
GONGA	115	135	113	34	250
GOUNTE	220	230	80	30	450
NDEMNAM	180	181	134	58	361
CARREFOUR GOUNTE	190	210	150	49	400
NDENGORO	150	166	105	67	316
<i>FONA (Pygmées)</i>	75	81	25	14	156
TOTAL	5254	5 454	3 366	1 489	11 625

SOURCE: enquête de terrain

Annexe 2 : Fiches de projets du PIA

FICHE DE PROJET N°1

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Mai	2012	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Nguélébok		
Département	Kadey		
Région	EST		
Titre du Projet	Construction de 16 Puits équipés de PMH : CSI de Ndjassi (1), EP de Bitamyen (1), EP de Babetho (1), EP de Bello II (1), Konga (1), Gounté carrefour (1), Gongga (1), Petit Mélambo (1), Campement Pygmée de FONA (1), Godanga (1), Méloupo (1), Djal (1), campement Nyamtimbi 2 (1), CES de Nguélébok (1), CES de Gounté (1), Mbaloum (1)		

3	Financement du PROJET (sur 1 an)		
Libellés	Montants		
Contribution sur budget Communal	4 000 000		
Contribution sur budget de l'Etat	0		
Autres co-financements confirmés	0		
Montant sollicité	76000000		
Total	80000000		

4	OBJECTIFS DU PROJET : Construire 16 Puits équipés de PMH : CSI de Ndjassi (1), EP de Bitamyen (1), EP de Babetho (1), EP de Bello II (1), Konga (1), Gounté carrefour (1), Gongga (1), Petit Mélambo (1), Campement Pygmée de FONA (1), Godanga (1), Méloupo (1), Djal (1), campement Nyamtimbi (1), CES de Nguélébok (1), CES de Gounté (1), Mbaloum (1)		
Groupes cible bénéficiaires	Populations de Ndjassi, EP de Bitamyen EP de Babetho EP de Bello II, Konga, Gounté carrefour, Gongga, Petit Mélambo, Campement Pygmée de FONA, Godanga, Méloupo, Djal, campement Nyamtimbi 2, CES de Nguélébok, CES de Gounté, Mbaloum		
Problèmes à résoudre	Difficulté d'accès à l'eau potable		
Objectifs globaux	Faciliter l'accès à l'eau potable		
Objectifs spécifiques	Construire 16 Puits équipés de PMH		
Résultats attendus	16 puits équipés de PMH construits dans divers villages		
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception. Gestion		

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION		
Orientations	Description		
PCD			
Stratégie sectorielle			
Politique nationale (DSCE)	Développer les infrastructures hydrauliques et énergétiques		
Autres à préciser			

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		

FICHE DE PROJET N°2

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Mai	2012	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Nguélébok		
Département	Kadey		
Région	EST		
Titre du Projet	Construction et équipement de 02 blocs de 02 salles de classe à l'EP de Bitamyen (1) et EP de Babetho (1)		

3	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Libellés	Montants	
Contribution sur budget Communal	2 800 000	
Contribution sur budget de l'Etat	0	
Autres co-financements confirmés	0	
Montant sollicité	25200000	
Total	28000000	

4	OBJECTIFS DU PROJET Construire et équiper 02 blocs de 02 salles de classe à l'EP de Bitamyen (1) et EP de Babetho (1)	
Groupes cible bénéficiaires	Populations scolaires de l'EP de Bitamyen et de l'EP de Babetho	
Problèmes à résoudre	Difficulté d'accès à l'éducation de base	
Objectifs globaux	Faciliter l'accès à l'éducation de base	
Objectifs spécifiques	Construire et équiper 02 blocs de 02 salles de classe à l'EP de Bitamyen (1) et EP de Babetho (1)	
Résultats attendus	02 blocs de 02 salles de classe construites et équipés à l'EP de Bitamyen (1) et EP de Babetho (1)	
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception. Gestion	

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD		
Stratégie sectorielle		
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	

FICHE DE PROJET N°3

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Mai	2012	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Nguélébok		
Département	Kadey		
Région	EST		
Titre du Projet	Construction de 02 blocs latrines avec 02 compartiments à EP de Bitamyen (1) et EP de Babetho (1)		

3	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Libellés	Montants	
Contribution sur budget Communal	100 000	
Contribution sur budget de l'Etat	0	
Autres co-financements confirmés	0	
Montant sollicité	1 900 000	
Total	2000000	

4	OBJECTIFS DU PROJET Construire 02 blocs de latrines avec 02 compartiments à EP de Bitamyen (1) et EP de Babetho (1)		
Groupes cible bénéficiaires	Populations scolaires de EP de Bitamyen et EP de Babetho (
Problèmes à résoudre	Difficulté d'accès à l'éducation de base		
Objectifs globaux	Faciliter l'accès à l'éducation de base		
Objectifs spécifiques	Construire 02 blocs de latrines avec 02 compartiments à EP de Bitamyen (1) et EP de Babetho (1)		
Résultats attendus	02 blocs de latrines avec 02 compartiments sont construits à EP de Bitamyen (1) et EP de Babetho (1)		
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception. Gestion		

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD		
Stratégie sectorielle		
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019) (2019)	
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		

FICHE DE PROJET N°4

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Mai	2012	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Nguélébok		
Département	Kadey		
Région	EST		
Titre du Projet	Construction et équipement d'une maison communale du planteur à Nguélébok		

3	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Libellés	Montants	
Contribution sur budget Communal	1500 000	
Contribution sur budget de l'Etat	0	
Autres co-financements confirmés	0	
Montant sollicité	8500000	
Total	10000000	

4	OBJECTIFS DU PROJET Construire et équiper une maison communale du planteur à Nguélébok		
Groupes cible bénéficiaires	Populations de DIMAKO CENTRE et Villages environnants		
Problèmes à résoudre	Baisse des rendements agricoles		
Objectifs globaux	Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières agricoles		
Objectifs spécifiques	Construire et équiper une maison communale du planteur à Nguélébok		
Résultats attendus	Une maison communale du planteur construite et équipée à Nguélébok		
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception. Gestion		

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD		
Stratégie sectorielle		
Politique nationale (DSCE)	Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières agricoles	
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		

FICHE DE PROJET N°5

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Mai	2012	

2		INFORMATIONS SUR LE PROJET	
Nom de la Commune bénéficiaire	Nguélébok		
Département	Kadey		
Région	EST		
Titre du Projet	Construction et équipement d'une pépinière Agro forestière communale pour la production du matériel végétal amélioré (cacao, café, palmier à huile, fruitiers) et des plants forestiers pour le reboisement		

3		Financement du PROJET (sur 1an)	
Libellés			Montants
Contribution sur budget Communal			282770
Contribution sur budget de l'Etat			0
Autres co-financements confirmés			0
Montant sollicité			5655290
Total			5938060

4		OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes cible bénéficiaires	Population agricole de la Commune de Nguélébok		
Problèmes à résoudre	Baisse des rendements agricoles		
Objectifs globaux	Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières agricoles		
Objectifs spécifiques	Construire et équiper une pépinière Agro forestière communale pour la production du matériel végétal amélioré (cacao, café, palmier à huile, fruitiers) et des plants forestiers pour le reboisement		
Résultats attendus	Une pépinière Agro forestière communale pour la production du matériel végétal amélioré (cacao, café, palmier à huile, fruitiers) et des plants forestiers pour le reboisement construite et équipée		
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception. Gestion		

5		LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description		
PCD			
Stratégie sectorielle			
Politique nationale (DSCE)	Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières agricoles		
Autres à préciser			

6				COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours				
		Cocher					

FICHE DE PROJET N°6

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Mai	2012	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Nguélébok		
Département	Kadey		
Région	EST		
Titre du Projet	Construction et équipement d'une Auberge municipale de 10 chambres à Nguélébok		

3	Financement du PROJET (sur 1an)	
Libellés	Montants	
Contribution sur budget Communal	3156757	
Contribution sur budget de l'Etat	0	
Autres co-financements confirmés	0	
Montant sollicité	21045052	
Total	24201809	

4	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes cible bénéficiaires	Touristes, visiteurs, élites, personnels de la Société Civile...	
Problèmes à résoudre	Insuffisance des structures d'accueil	
Objectifs globaux	Développer les produits touristiques camerounais pour faire du Cameroun une destination touristique	
Objectifs spécifiques	Construire et équiper une Auberge municipale de 10 chambres à Nguélébok	
Résultats attendus	Auberge municipale de 10 chambres construite et équipée à Nguélébok	
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception. Gestion	

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD		
Stratégie sectorielle		
Politique nationale (DSCE)	Développer les produits touristiques camerounais pour faire du Cameroun une destination touristique	
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		

FICHE DE PROJET N°7

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Mai	2012	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Nguélébok		
Département	Kadey		
Région	EST		
Titre du Projet	Construction du CSI de Gounté Village		

3	Financement du PROJET (sur 1an)		
Libellés			Montants
Contribution sur budget Communal			0
Contribution sur budget de l'Etat			50000000
Autres co-financements confirmés			0
Montant sollicité			0
Total			50000000

4	OBJECTIFS DU PROJET		
Groupes cible bénéficiaires	Populations de Gounté Village et des villages alentours		
Problèmes à résoudre	Difficultés d'accès aux soins de santé de bonne qualité		
Objectifs globaux	Les populations de toutes les régions du Cameroun jouissent d'une bonne santé favorable à leur contribution aux efforts de croissance		
Objectifs spécifiques	Construire le CSI de Gounté Village		
Résultats attendus	CSI de Gounté Village construit		
	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception. Gestion		

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION		
Orientations	Description		
PCD			
Stratégie sectorielle			
Politique nationale (DSCE)	Les populations de toutes les régions du Cameroun jouissent d'une bonne santé favorable à leur contribution aux efforts de croissance		
Autres à préciser			

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		

FICHE DE PROJET N°8

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Mai	2012	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Nguélébok		
Département	Kadey		
Région	EST		
Titre du Projet	Construction du CSI de Nguélébok		

3	Financement du PROJET (sur 1an)		
Libellés			Montants
Contribution sur budget Communal			0
Contribution sur budget de l'Etat			50000000
Autres co-financements confirmés			0
Montant sollicité			0
Total			50000000

4	OBJECTIFS DU PROJET		
Groupes cible bénéficiaires	Population de Nguélébok et des villages alentours		
Problèmes à résoudre	Difficultés d'accès aux soins de santé de bonne qualité		
Objectifs globaux	Les populations de toutes les régions du Cameroun jouissent d'une bonne santé favorable à leur contribution aux efforts de croissance		
Objectifs spécifiques	Construire le CSI de Nguélébok		
Résultats attendus	CSI de Nguélébok construit		
	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception. Gestion		

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION		
Orientations	Description		
PCD			
Stratégie sectorielle			
Politique nationale (DSCE)	Les populations de toutes les régions du Cameroun jouissent d'une bonne santé favorable à leur contribution aux efforts de croissance		
Autres à préciser			

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		

FICHE DE PROJET N° 9

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Mai	2012	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Nguélébok		
Département	Kadey		
Région	EST		
Titre du Projet	Construction et équipement du CSI de Djassi		

3	Financement du PROJET (sur 1an)		
Libellés			Montants
Contribution sur budget Communal			3000 000
Contribution sur budget de l'Etat			0
Autres co-financements confirmés			0
Montant sollicité			27 000 000
Total			30000000

4	OBJECTIFS DU PROJET		
Groupes cible bénéficiaires	Population de Djassi et des villages alentours		
Problèmes à résoudre	Difficultés d'accès aux soins de santé de bonne qualité		
Objectifs globaux	Les populations de toutes les régions du Cameroun jouissent d'une bonne santé favorable à leur contribution aux efforts de croissance		
Objectifs spécifiques	Construire le CSI de Djassi		
Résultats attendus	CSI de Djassi construit		
	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception. Gestion		

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION		
Orientations	Description		
PCD			
Stratégie sectorielle			
Politique nationale (DSCE)	Les populations de toutes les régions du Cameroun jouissent d'une bonne santé favorable à leur contribution aux efforts de croissance		
Autres à préciser			

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		

FICHE DE PROJET N°10

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Mai	2012	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Nguélébok		
Département	Kadey		
Région	EST		
Titre du Projet	Construction de la SAR/SM de Nguélébok		

3	Financement du PROJET (sur 1an)		
Libellés			Montants
Contribution sur budget Communal			0
Contribution sur budget de l'Etat			0
Autres co-financements confirmés			0
Montant sollicité			42 000 000
Total			42 000 000

4	OBJECTIFS DU PROJET		
Groupes cible bénéficiaires	Population scolaire de Nguélébok		
Problèmes à résoudre	Difficultés d'accès à l'emploi et la formation professionnelle		
Objectifs globaux	Promouvoir des emplois décents durables, accroître l'employabilité de la population active par une formation professionnelle adaptée		
Objectifs spécifiques	Construire la SAR/SM de Nguélébok		
Résultats attendus	SAR/SM de Nguélébok construite		
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception. Gestion		

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION		
Orientations	Description		
PCD			
Stratégie sectorielle			
Politique nationale (DSCE)	Promouvoir des emplois décents durables, accroître l'employabilité de la population active par une formation professionnelle adaptée		
Autres à préciser			

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		

FICHE DE PROJET N°11

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Mai	2011	

2		INFORMATIONS SUR LE PROJET	
Nom de la Commune bénéficiaire		Nguélébok	
Département		Kadey	
Région		EST	
Titre du Projet		Construction de l'Hôtel de ville de Nguélébok	

3		Financement du PROJET (sur 1 an)	
Libellés		Montants	
Contribution sur budget Communal		0	
Contribution sur budget de l'Etat		150000000	
Autres co-financements confirmés		0	
Montant sollicité		0	
Total		150000000	

4		OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes cible bénéficiaire		Populations de Nguélébok	
Problèmes à résoudre		Exigüité du bâtiment abritant l'Institution Communale	
Objectifs globaux		Réduire les écarts entre riches et les pauvres par l'amélioration de la distribution des retombées de la croissance économique	
Objectifs spécifiques		Construire l'Hôtel de ville de Nguélébok	
Résultats attendus		Hôtel de ville de Nguélébok construit	
Activités		Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.	

5		LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations		Description	
PDC			
Stratégie sectorielle		Améliorer la qualité des services rendus par la Commune	
Politique nationale (DSCE)		Réduire les écarts entre riches et les pauvres par l'amélioration de la distribution des retombées de la croissance économique	
Autres à préciser			

6				COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleur (s)		Terminé		En cours	
				Cocher			